96e ANNÉE
VOL. 96

N° 15
2079

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 11 avril 1964

Quebec, Saturday, April 11, 1964

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 5177 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1. per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 5177 — 1-52-o

Lettres patentes

Al-Vinyl Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1963, constituant en corporation: Benjamin J. Greenberg, avocat, 4211, Grand Boulevard, Montréal, Joan E. Stephens, 500, 40e Avenue, Lachine, Helen Anderson, 2155, rue Mountain, Montréal, et Rhona Rothman, 7915, chemin Côte-Saint-Luc, Côte-Saint-Luc, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles ou produits connexes ou associés au vinyl, plastique et les industries de construction et améliorations domiciliaires, sous le nom de « Al-Vinyl Mfg. Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 5492-63 — 1210/129

Anreb Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1964, constituant en corporation: Claude Mousseau, administrateur, 5865, Place Decelles, Montréal, Annette April, avocat, célibataire, 418, avenue des Pins ouest, Montréal, et Donna Beverley Rogers, teneuse de livres, célibataire, 2420, Benny Crescent, Montréal, pour les objets suivants:

Letters Patent

Al-Vinyl Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1963, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Benjamin J. Greenberg, advocate, 4211 Grand Boulevard, Montreal, Joan E. Stephens, 500, 40th Avenue, Lachine, Helen Anderson, 2155 Mountain Street, Montreal, and Rhona Rothman, 7915 Côte St-Luc Road, Côte-St-Luc, the latter three secretaries, spinsters of the legal age of majority, for the following purposes:

To deal in articles or products allied or associated with the vinyl, plastic and construction and home improvement industries, under the name of "Al-Vinyl Mfg. Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 5492-63 — 1210/129

Anreb Investments Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Mousseau, executive, 5865 Decelles Place, Montreal, Annette April, advocate, spinster, 418 Pine Avenue West, Montreal, and Donna Beverley Rogers, book-keeper, spinster, 2420 Benny Crescent, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Anreb Investments Corp. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1121-64 — 1211/65

To carry on the business of an investment company, under the name of "Anreb Investments Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1121-64 — 1211/65

Associated Merchandisers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1964, constituant en corporation: Michael Garber, 4338, avenue Montrose, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, 4815, chemin Queen Mary, Montréal, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, et Harry Yohalem Garber, avocat, 3235, avenue Ridgewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises faites, en tout ou en partie, de soie, laine, cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits, minéraux, pierres précieuses, œuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la met et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Associated Merchandisers Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées première catégorie de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées seconde catégorie de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 437-64 — 1211/66

Associated Merchandisers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michael Garber, 4338 Montrose Avenue, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, 4815 Queen Mary Road, Montreal, both advocates and Queen's Counsels, and Harry Yohalem Garber, advocate, 3235 Ridgewood Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise made, in whole or in, part, of solk, wool, leather, rubber, metal, wood paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, minerals, precious stones, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Associated Merchandisers Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, 1,000 First preferred shares of $10 each and 2,000 second preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 437-64 — 1211/66

Atara Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1964, constituant en corporation: Mitchell Klein, 188, Wexford Crescent, Hampstead, Daniel Miller, 5714, Edgemore, Côte-Saint-Luc, et Melvin Rothman, 638, avenue Roslyn, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Atara Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune, 3,200 actions privilégiées catégorie « A » de $10 chacune et 4,000 actions privilégiées catégorie « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1058-64 — 1211/18

Atara Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mitchell Klein, 188 Wexford Crescent, Hampstead, Daniel Miller, 5714 Edgemore, Côte-St-Luc, and Melvin Rothman, 638 Roslyn Avenue, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Atara Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each, 3,200 class "A" preferred shares of $10 each and 4,000 class "B" prefered shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1058-64 — 1211/18

Bar Harbor Swimsuits Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1964, constituant en corporation: Julius Briskin, C.R., 134, chemin Finchley, Montréal, Arthur Yanofsky, 820, rue Abbott, Montréal, tous deux avocats, Claire Culhane, secrétaire, célibataire, 2199, Harvard, Montréal, et Grace Blackett, secrétaire, célibataire, 1451, Closse, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de « Bar Harbor Swimsuits Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1015-64 — 1211/19

Bar Harbor Swimsuits Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julius Briskin, Q.C., 134 Finchley Road, Montreal, Arthur Yanofsky, 820 Abbott Street, Montreal, both advocates, Claire Culhane, secretary, spinster, 2199 Harvard, Montreal, and Grace Blackett, secretary, spinster, 1451 Closse, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Bar Harbor Swimsuits Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1015-64 — 1211/19

Belleview-Rand Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de février 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Julien Provost, soudeur, 1263, Kingston, Jos Garon, machiniste, 463, Union, Paul Rodney, mécanicien, 422, Cartier, Claude Ouellette, commis, 99, Peel, et Robert Corriveau, surveillant, 878, Larocque, tous cinq de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et diriger un club athlétique, sous le nom de « Belleview-Rand Club Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 971-64 — 1209/129

Belleview-Rand Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Julien Provost, welder, 1263 Kingston, Jos Garon, machinist, 463 Union, Paul Rodney, mechanic, 422 Cartier, Claude Ouellette, clerk, 99 Peel, and Robert Corriveau, supervisor, 878 Larocque, all five of Sherbrooke, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct an athletic club, under the name of "Belleview-Rand Club Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 971-64 — 1209/129

Bonsecours Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1964, constituant en corporation: Neil F. Phillips, C.R., 634, avenue Clarke, Ivan Edward Phillips, 48, chemin Belvedere, tous deux de Westmount, Daniel Miller, 5714, Edgemore, Côte-St-Luc, tous trois avocats, et Nessie Borland, secrétaire, fille majeure, 1433, rue Tower, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Bonsecours Development Corporation », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1093-64 — 1210/131

Bonsecours Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Neil F. Phillips, Q.C., 634 Clarke Avenue, Ivan Edward Phillips, 48 Belvedere Road, both of Westmount, Daniel Miller, 5714 Edgemore, Côte-St-Luc, all three advocates, and Nessie Borland, secretary, fille majeure, 1433 Tower Street, Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Bonsecours Development Corporation", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1093-64 — 1210/131

Bornstein-Taran Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1964, constituant en corporation: Joseph Shapiro, C.R., 3733, le Boulevard, Westmount, Theodore H. Shapiro, 5175, chemin de la côte St-Luc, Montréal, tous deux avocats, Daisy Zannis, 7471, avenue Stuart, Marcia Shetzen, 2705, avenue Kent, et Claire Legace, 5353, rue Sherbrooke, ouest, ces trois derniers secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Bornstein-Taran Holdings Ltd. », avec un capital total de $12,000, divisé en 12,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1024-64 — 1210/127

Bornstein-Taran Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Shapiro, Q.C., 3733 The Boulevard, Westmount, Theodore H. Shapiro, 5175 côte St-Luc Road, Montreal, both advocates, Daisy Zannis, 7471 Stuart Avenue, Marcia Shetzen, 2705 Kent Avenue, and Claire Legace, 5353 Sherbrooke Street West, the latter three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Bornstein-Taran Holdings Ltd.", with a total capital stock of $12,000, divided into 12,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1024-64 — 1210/127

Boucherie centrale Sherbrooke Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1964, constituant en corporation: Pinja E. Blitt, 4505, avenue Plamondon, Harold Gossack, 3736, avenue Kent, tous deux de Montréal, et Michael Drazner, 130, chemin Dufferin, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de bouchers, sous le nom de « Boucherie centrale Sherbrooke Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 4,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 984-64 — 1210/128

Boucherie centrale Sherbrooke Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon Avenue, Harold Gossack, 3736 Kent Avenue, both of Montreal, and Michael Drazner, 130 Dufferin Road, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of butchers, under the name of "Boucherie centrale Sherbrooke Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 4,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 984-64 — 1210/128

Lawrence Burton Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1964, constituant en corporation: Jean-Louis Lamoureux, Yvon Brizard, tous deux avocats, 210, rue St-Jacques, ouest, et Madeleine Rainville, secrétaire, célibataire, 5105, Côte-St-Luc, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de « Lawrence Burton Company Limited », avec un capital total de $10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 5,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 907-64 — 1210/90

Lawrence Burton Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Louis Lamoureux, Yvon Brizard, both lawyers, of 210 St. James Street, and Madeleine Rainville, secretary, spinster, 5105 Côte St-Luc, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders, under the name of "Lawrence Burton Company Limited", with a total capital stock of $10,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 5,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 907-64 — 1210/90

Calor Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1964, constituant en corporation: Gregory Charlap, 2990, avenue Soissons, Montréal, Arthur Shulman, 3445, avenue Ridegewood, Montréal, Morris Chaikelson, 5162, avenue Isabella, Montréal, et Max Slapack, conseil en loi de la Reine, 5562, rue Glencrest, Côte-St-Luc, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs mécaniciens en plomberie, chauffage, climatisation, tuyauterie, de ventilation et arrosage, sous le nom de « Calor Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5790, avenue Fairside, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1175-64 — 1211/93

Calor Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gregory Charlap, 2990 Soissons Avenue, Montreal, Arthur Shulman, 3445 Ridgewood Avenue, Montreal, Morris Chaikelson, 5162 Isabella Avenue, Montreal, and Mac Slapack, Queen's Counsel, 5562 Glencrest Street, Côte-St-Luc, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of mechanical contractors, plumbing, heating, air-conditioning, process-piping, sprinkler and ventilation contractors, under the name of "Calor Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5790 Fairside Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1175-64 — 1211/93

Cambridge Agencies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1964, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, avocat, 3495, rue Mountain, Montréal, Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc 1815, Boucherville, St-Bruno, et Mary Ravachol, secrétaire, épouse séparée de biens, de Charles Ravachol, 3495, rue Dézéry, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence de ventes, sous le nom de « Cambridge Agencies Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1002-64 — 1211/15

Cambridge Agencies Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Seymour Machlovitch, advocate, 3495 Mountain Street, Montreal, Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, 1815 Boucherville, St-Bruno, and Mary Ravachol, secretary, wife separate as to property of Charles Ravachol, 3495 Dézéry Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a sales agency, under the name of "Cambridge Agencies Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1002-64 — 1211/15

Nathan A. Cayne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1964, constituant en corporation: Allan Marcus, 4705, avenue Powell, Montréal, David Kirshenblatt, 5636, avenue Greenwood, Côte-St-Luc, et Abel Selick, 1605, Chemin Norway, Mont Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de l'assurance, sous le nom de « Nathan A. Cayne Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Nathan A. Cayne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Allan Marcus, 4705 Powell Avenue, Montreal, David Kirshenblatt, 5636 Greenwood Avenue, Côte-St-Luc, and Abel Selick, 1605 Norway Road, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To do business in the field of insurance, under the name of "Nathan A. Cayne Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1030-64 — 1211/16

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1030-64 — 1211/16

Central Heating & Refrigeration Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1964, constituant en corporation: Arthur Pettit, ingénieur en refrigération 1019, rue Champlain, Jacques-Cartier, Joseph Briskin, 3095, avenue Bedford, app. 14, Montréal, et Allan Miller, 3718, avenue Wellington, Verdun, ces deux derniers vendeurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de refrigération, de chauffage, de matériaux de construction et d'unités de climatisation, sous le nom de « Central Heating & Refrigeration Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 301, boulevard Churchill, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1025-64 — 1210/111

Central Heating & Refrigeration Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Pettit, refrigeration engineer, 1019 Champlain Street, Jacques-Cartier, Joseph Briskin, 3095 Bedford Avenue, apt. 14, Montreal, and Allan Miller, 3718 Wellington Avenue, Verdun, the latter two salesmen, for the following purposes:

To deal in refrigeration, heating, building materials and air conditioning units, under the name of "Central Heating & Refrigeration Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 301 Churchill Boulevard, Greenfield Park, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1025-64 — 1210/111

Château d'Apollon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1964, constituant en corporation: Demetrius Theopoulos, restaurateur, Georgia Michos, ménagère, épouse séparée de biens dudit Demetrius Theopoulos, tous deux de 736, rue Bloomfield, et Kostantinos Theopoulos, vendeur, 5139, rue Durocher, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant, sous le nom de « Château d'Apollon inc. », avec un capital total de $30,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 861-64 — 1210/59

Château d'Apollon inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Demetrius Theopoulos, restaurateur, Georgia Michos, housewife, wife separate as to property of the said Demetrius Theopoulos, both of 736 Bloomfield Street, and Kostantinos Theopoulos, counterman, 5139 Durocher Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Château d'Apollon inc.", with a total capital stock of $30,000, divided into 30,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 861-64 — 1210/59

City Properties Management Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1964, constituant en corporation: Samuel Chait, 4, Surrey Gardens, Westmount, Harry Aronovitch, 5623, avenue Randall, Côte-St-Luc, et Bernard Reis, 595, avenue Bloomfield, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « City Properties Management Corporation »,

City Properties Management Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, 4 Surrey Gardens, Westmount, Harry Aronovitch, 5623 Randall Avenue, Côte-St-Luc, and Bernard Reis, 595 Bloomfield Avenue, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "City Properties Management Corporation", with a total capital

avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 615, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 979-64 — 1211/95

stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 615 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 979-64 — 1211/95

Coc'n Bull Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1964, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, C.R., 4300, avenue Western, Westmount, Stephen Goldschleger, 1000, avenue McGregor, Montréal, tous deux avocats, et Joan E. Stephens, secrétaire, fille majeure, 500, 40e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant, sous le nom de « Coc'n Bull Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1083-64 — 1211/71

Coc'n Bull Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis H. Rohrlick, Q.C., 4300 Western Avenue, Westmount, Stephen Goldschleger, 1000 McGregor Avenue, Montreal, both advocates, and Joan E. Stephens, secretary, spinster of the full age of majority, 500, 40th Avenue, Lachine, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Coc'n Bull Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of the par value of $10 each and 500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1083-64 — 1211/71

D.O.S. Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1964, constituant en corporation: Bernard Sivak, avocat, 7910, chemin de la côte St-Luc, Paul G. Unterberg, avocat, 1700, rue McGregor, et Joan Patenaud, secrétaire, fille majeure, 2287, avenue Old Orchard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de taxis, sous le nom de « D.O.S. Enterprises Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1067/64 — 1210/138

D.O.S. Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of Mrach, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Sivak, advocate, 7910 Côte St-Luc Road, Paul G. Unterberg, advocate, 1700 McGregor Street, and Joan Patenaud, secretary, spinster of the age of majority, 2287 Old Orchard Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on a taxi-cab business, under the name of "D.O.S. Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1067-64 — 1210/138

Danor Electric Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1964, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, 4165, avenue Esplanade, Montréal, George Irwin Harris, 5728, avenue Westluke, Arnold Miller, 5501, avenue Randall, tous trois avocats, et Norman Malus, notaire, 5783, avenue Melling, ces trois derniers de Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Danor Electric Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, 4165 Esplanade Avenue, Montreal, George Irwin Harris, 5728 Westluke Avenue, Arnold Miller, 5501 Randall Avenue, all three advocates, and Norman Malus, notary, 5783 Melling Avenue, the latter three of Côte-St-Luc, for the following purposes:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Danor Electric Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4539, avenue City Hall, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1017-64 — 1210/61

To carry on the business of electricians, under the name of "Danor Electric Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,600 preferrred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4539 City Hall Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1017-64 — 1210/61

Dosco Steel Limited
Les Aciéries Dosco limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1964, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, St-Lambert, William Patrick Creagh, commis en Loi, Mont Royal, Clifford George Meek, teneur de livres, Montréal, Guy Ambrose Miller, gérant, St-Bruno, et Theodore William Martinson, teneur de livres, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de gestion et de services, sous le nom de « Dosco Steel Limited — Les Aciéries Dosco Limitée » avec un capital total de $5,000, divisé en 50 actions d'une valeur au pair de $100 cahcune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1019-64 — 1210/137

Dosco Steel Limited
Les Aciéries Dosco limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, St-Lambert, William Patrick Creagh, law-clerk, Mount Royal, Clifford George Meek, bookkeeper, Montreal, Guy Ambrose Miller, manager, St-Bruno, and Theodore William Martinson, bookkeeper, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a management and services company, under the name of "Dosco Steel Limited — Les Aciéries Dosco limitée", with a total capital stock of $5,000, divided into 50 shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at St-Pierre, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1019-64 — 1210/137

Duncan Mfg. Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1964, constituant en corporation: Eleanor Rosenthal, secrétaire, fille majeure, 5200, Grenier, Montréal, Gerald G. Freed, avocat, 1396, Carol Crescent, Chomedey, et Monique Cohen, secrétaire, épouse séparée de biens de Jack Cohen, 5275, Dudemaine, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de « Duncan Mfg. Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400, avenue Atlantic, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 934-64 — 1210/115

Duncan Mfg. Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Eleanor Rosenthal, secretary, spinster of the full age of majority, 5200 Grenier, Montreal, Gerald G. Freed, advocate, 1396 Carol Crescent, Chomedey, and Monique Cohen, secretary, wife separate as to property of Jack Cohen, 5275 Dudemaine, St-Laurent, for the following purposes:

To deal in clothing, under the name of "Duncan Mfg. Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 39,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 400 Atlantic Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 934-64 — 1210/115

The Elliott Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date

The Elliott Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

du 3e jour de mars 1964, constituant en corporation: Monroe Abbey, avocat et conseil en loi de la Reine, 519, avenue Clarke, Westmount, Max Slapack, avocat et conseil en loi de la Reine, 5562, Glencrest, Côte-Saint-Luc, et Gregory Charlap, avocat, 2990, Soissons, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, sous le nom de « The Elliott Company », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1029-64 — 1211/21

Province of Quebec, incorporating: Monroe Abbey, advocate and Queen's Counsel, 519 Clarke Avenue, Westmount, Max Slapack, advocate and Queen's Counsel, 5562 Glencrest, Côte-St-Luc, and Gregory Charlap, advocate, 2990 Soissons, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture, under the name of "The Elliott Company", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1029-64 — 1211/21

Les Entreprises Cliche limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1964, constituant en corporation: Jason Ruby, 2860, avenue Ekers, John Michelin, 5715, chemin Hudson, tous deux de Montréal, et Louis Orenstein, C.R., 5654, avenue MacDonald, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir du divertissement au public, sous le nom de « Les Entreprises Cliche limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1096-64 — 1211/76

Les Entreprises Cliche limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jason Ruby, 2860 Ekers Avenue, John Michelin, 5715 Hudson Road, both of Montreal, and Louis Orenstein, Q.C., 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of furnishing amusement to the public, under the name of "Les Entreprises Cliche limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1096-64 — 1211/76

Flying Execs Associates

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Morris Weiner, 1421, Pagé, Chomedey, Robert L. Rosen, 5552, avenue Pinedale, Côte-Saint-Luc, tous deux administrateurs, et Yoine Goldstein, avocat, 3440, Place Decelles, Montréal, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et conduire un club d'aviation, sous le nom de « Flying Execs Associates ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera 1421, Pagé, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1016-64 — 1210/117

Flying Execs Associates

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Morris Weiner, 1421 Pagé, Chomedey, Robert L. Rosen, 5552 Pinedale Avenue, Côte-St-Luc, both executives, and Yoine Goldstein, attorney, 3440 Decelles Place, Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a flying club, under the name of "Flying Execs Associates".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be at 1421 Pagé, Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1016-64 — 1210/117

The Samuel Goldstein Foundation

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date eu 7e jour de février 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Myer Hershorn, administrateur, 2374, Moreau, Isidore Lechtman, administrateur, 4327, Isabella, Israel Messinger, comptable agréé, 1460, avenue McGregor, et Louis Orenstein, avocat, 637, rue Craig ouest, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Recevoir des fonds et contributions, sans sollicitation, et contribuer à des organisations et des institutions de charité et les assister, sous le nom de « The Samuel Goldstein Foundation ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province ce 7e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 656-64 — 1207/78

The Samuel Goldstein Foundation

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Myer Hershorn, executive, 2374 Moreau, Isidore Lechtman, executive, 4327 Isabella, Israel Messinger, chartered accountant, 1460 McGregor Avenue, and Louis Orenstein, advocate, 637 Craig Street West, all four of Montreal, for the following purposes:

To receive funds and contributions, without any public appeal, and to contribute to and assist recognized charitable organizations and institutions, under the name of "The Samuel Goldstein Foundation".

The value of the immoveable property which the Foundation may possess at any one time shall be limited to $500,000.

The head office of tc corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 656-64 — 1207/78

Halmay Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1964, constituant en corporation: Theodore H. Polisuk, 144, chemin Finchley, Hampstead, Irwin S. Brodie, 7521, chemin Mountbatten, Côte-St-Luc, Cyril E. Schwisberg, 4915, rue Fulton, Montréal, tous trois avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, 4720, avenue Dupuis, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Halmay Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 943-64 — 1210/87

Halmay Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Theodore H. Polisuk, 144 Finchley Road, Hampstead, Irwin S. Brodie, 7521 Mountbatten Road, Côte-St-Luc, Cyril E. Schwisberg, 4915 Fulton Street, Montreal, all three advocates, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, 4720 Dupuis Avenue, Montreal, for the following purposes:

To act as an investment and holding company, under the name of "Halmay Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Westmount, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 943-64 — 1210/87

International Simultaneous Translation Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de février 1964, constituant en corporation: Alex Thiel, marchand, Regina Thiel, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Alex Thiel, tous deux de 2975, Sartelon, Montréal, et Gerda Wolf, secrétaire, 6131, rue Harvey, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Faire affaires dans tout ce qui se rapporte à la traduction, sous le nom de « International Simultaneous Translation Services Ltd. », avec un capital total de $1,000, divisé en 5 actions ordinaires de $100 chacune et 5 actions privilégiées de $100 chacune.

International Simultaneous Translation Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Alex Thiel, merchant, Regina Thiel, housewife, wife contractually separate as to property of the said Alex Thiel, both of 2975 Sartelon, Montreal, and Gerda Wolf, secretary, 6131 Harvey Street, Pierrefonds, for the following purposes:

To deal in translation equipment, under the name of "International Simultaneous Translation Service Ltd.", with a total capital stock of $1,000, divided into 5 common shares of $100 each and 5 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 846-64 — 1211/27

The head office of the company will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 846-64 — 1211/27

Junior Charm Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1964, constituant en corporation: Lawrence Leonard Fligel, 4865, chemin de la côte Ste-Catherine, Montréal, Abraham Jacob Rosenstein, C.R., 5003, avenue Lacombe, Montréal, et Gérald Eugene Sullivan, C.R., 106, avenue Beaconfield, Beaconfield, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires pour dames, sous le nom de « Junior Charm Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 913-64 — 1210/103

Junior Charm Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lawrence Leonard Fligel, 4865 côte Ste-Catherine Road, Montreal, Abraham Jacob Rosenstein, Q.C., 5003 Lacombe Avenue, Montreal, and Gérald Eugene Sullivan, Q.C., 106 Beaconfield Avenue, Beaconfield, all three advocates, for the following purposes:

To deal in women's clothing and wearing apparel, under the name of "Junior Charm Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will beat Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 913-64 — 1210/103

Kuper Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1964, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en loi de la Reine, 5654, MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, avocat, 2860, avenue Ekers, Montréal, et John Michelin, avocat, 5715, chemin Hudson, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Kuper Investment Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 958-64 — 1211/29

Kuper Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, advocate, 2860 Ekers Avenue, Montreal, and John Michelin, advocate, 5715 Hudson Road, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Kuper Investment Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 958-64 — 1211/29

Laminated Wood Structures (Quebec) Inc. Structures de bois lamellé du Québec, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1964, constituant en corporation: Roland Durand, 1185, rue Quenneville, Saint-Laurent, Jean-Guy Riopel, 5850, Place Decelles, et John R. Laffoley, 1422, chemin Dunkirk, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fournitures de construction, sous le nom de « Laminated Wood

Laminated Wood Structures (Quebec) Inc. Structures de bois lamellé du Québec, inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roland Durand, 1185 Quenneville Street, St-Laurent, Jean-Guy Riopel, 5850 Decelles Place, and John R. Laffoley, 1422 Dunkirk Road, the latter two of Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To deal in building and construction supplies, under the name of "Laminated Wood Structures

Structures (Quebec) Inc. — Structures de bois lamellé du Québec, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8425, Mountain Sights, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1014-64 — 1210/89

(Quebec) Inc. — Structures de bois lamellé du Québec, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 8425 Mountain Sights, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1014-64 — 1210/89

Mace Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1964, constituant en corporation: Neil Phillips, 634, avenue Clarke, Westmount, Melvin Rothman, 638, avenue Roslyn, Westmount, tous deux avocats, Yvonne Belanger, 5640, avenue Madison, Montréal, et Lucie Trudeau, 7175, Christophe-Colomb, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Mace Development Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1127-64 — 1211/102

Mace Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Neil Phillips, 634 Clarke Avenue, Westmount, Melvin Rothman, 638 Roslyn Avenue, Westmount, both advocates, Yvonne Belanger, 5640 Madison Avenue, Montreal, and Lucie Trudeau, 7175 Christophe-Colomb, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Mace Development Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1127-64 — 1211/102

Mardi Gras Toy Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, parle lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1964, constituant en corporztion: John L. Liberman, 7487, chemin Spring, Côte-St-Luc, Gerald Freed, 1396, Carol Crescent, Chomedey, tous deux avocats, Monique Cohen, secrétaire, épouse séparée de biens de Jack Cohen, 5275, Dudemaine, Montréal, Mina Dimand, secrétaire, fille majeure, 4966, Décarie, Montréal, et Eleanor Rosenthal, secrétaire, fille majeure, 5200, Grenier, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de jouets, nouveautés, quincaillerie, lingerie, bonbons, confiseries, articles de sport, sous le nom de « Mardi Gras Toy Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7400, 18e avenue, St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 942-64 — 1210/92

Mardi Gras Toy Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John L. Liberman, 7487 Spring Road, Côte-St-Luc, Gerald Freed, 1396 Carol Crescent, Chomedey, both advocates, Monique Cohen, secretary, wife separate as to property of Jack Cohen, 5275 Dudemaine, Montreal, Mina Dimand, secretary, fille majeure, 4966 Décarie, Montreal, and Eleanor Rosenthal, secretary, fille majeure, 5200 Grenier, Montreal, for the following purposes:

To deal in toys, novelties, hardware, soft goods, candies, confectioneries, sporting equipment, under the name of "Mardi Gras Toy Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 350 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 7400, 18th Avenue, St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 942-64 — 1210/92

Meteor Homes (1964) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Meteor Homes (1964) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1964, constituant en corporation: Samuel Chait, 4, Surrey Gardens, Westmount, Harry Aronovitch, 5623, avenue Randall, Côte-St-Luc, et Nahum Gelber, 4115, Jean-Brillant, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Meteor Homes (1964) Ltd. », avec un capital total de $4,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 719, 1410, rue Stanley, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6166 1045-64 — 1211/4

bearing date the 5th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, 4 Surrey Gardens, Westmount, Harry Aronovitch, 5623 Randall Avenue, Côte-St-Luc, and Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Meteor Homes (1964) Ltd.", with a total capital stock of $4,000, divided into 400 common shares of the par value of $1 each and 3,600 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Suite 719, 1410 Stanley Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1045-64 — 1211/4

Mobile Electroplating Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de mars 1964, constituant en corporation: Mathias Kozina, 150, Ashton, Saint-Laurent, Roland Robillard, 446, Dandsdown, Rosemère, tous deux avocats, et Lucille Dubois, secrétaire, 6217, Drolet, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de métaux, sous le nom de « Mobile Electroplating Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Brossard, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6166 1055-64 — 1211/80

Mobile Electroplating Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Mathias Kozina, 150 Ashton, St-Laurent, Roland Robillard, 446 Dandsdown, Rosemère, both lawyers, and Lucille Dubois, secretary, 6217 Drolet, Montreal, for the following purposes:

To deal in metals, under the name of "Mobile Electroplating Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Brossard, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1055-64 — 1211/80

Morocco Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1964, constituant en corporation: Donald James Johnston, avocat, Diana Margaret Ronbeck, secrétaire, célibataire, et Helen Xenos, secrétaire, célibataire, tous trois de 1155, boul. Dorchester, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement, sous le nom de « Morocco Investments Inc. », avec un capital total de $500, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 307, avenue Monmouth, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6166 1126-64 — 1211/103

Morocco Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald James Johnston, advocate, Diana Margaret Ronbeck, secretary, spinster, and Helen Xenos, secretary, all three of 1155 Dorchester Blvd. West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Morocco Investments Inc.", with a total capital stock of $500, divided into 500 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 307 Monmouth Avenue, Mont-Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1126-64 — 1211/103

Motor Oil Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1964, constituant en corporation: Pierre Francoeur, vendeur, Huguette Lupien, ménagère, épouse commune en biens dudit Pierre Francoeur, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 7395, Beaudelair, Montréal, et Russell Francoeur, restaurateur, 3830, Décarie, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'huiles, pétroles, ou autres produits de l'huile de toutes sortes, et gaz naturel, sous le nom de « Motor Oil Distributors Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1008-64 — 1211/5

Motor Oil Distributors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Francoeur, salesman, Huguette Lupien, housewife, wife common as to property of the said Pierre Francoeur, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 7395 Beaudelair, Montreal, and Russell Francoeur, restaurateur, 3830 Décarie, Montreal, for the following purposes:

To deal in oils, petroleum or other oil products of every kind, and natural gas, under the name of "Motor Oil Distributors Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 300 common shares of a par value of $10 each and 700 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1008-64 — 1211/5

Norman Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1964, constituant en corporation: Julius Rosenblum, Joseph Helal, avocats, et Ann Fernandes, secrétaire, tous trois de 159, rue Craig ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de « Norman Enterprises Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 985-64 — 1211/34

Norman Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julius Rosenblum, Joseph Helal, advocates, and Ann Fernandes, secretary, all three of 159 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing, under the name of "Norman Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 2,500 common shares of a par value of $1 each and 7,500 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 985-64 — 1211/34

Olympic Sports Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1964, constituant en corporation: Paul Feldman, marchand, 5628, Greenwood, Côte-Saint-Luc, Hershie Frankel, avocat, 3110, avenue Linton, Montréal, et Sadie Gersovitz, secrétaire, célibataire, 6979, Querbes, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises de sport, sous le nom de « Olympic Sports Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5454, avenue Westminster, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1095-64 — 1211/54

Olympic Sports Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Feldman, merchant, 5628 Greenwood, Côte-St-Luc, Hershie Frankel, advocate, 3110 Linton Avenue, Montreal, and Sadie Gersovitz, secretary, spinster, 6979 Querbes, Montreal, for the following purposes:

To deal in sporting goods, under the name of "Olympic Sports Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5454 Westminster Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1095-64 — 1211/54

Osminco Holdings Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de mars 1964, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, 63, chemin Banstead, Montréal ouest, Samuel H. Shriar, 315, rue St-Aubin, St-Laurent, et Harvey M. Cooperstone, 3926, Carlton, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Osminco Holdings Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 600 actions ordinaires de $10 chacune et 3,400 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1011-64 — 1210/76

Osminco Holdings Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray B. Spiegel, 63 Banstead Road, Montreal West, Samuel H. Shriar, 315 St. Aubin Street, St-Laurent, and Harvey M. Cooperstone, 3926 Carlton, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Osminco Holdings Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 600 common shares of $10 each and 3,400 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 2nd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1011-64 — 1210/76

Paramode Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de mars 1964, constituant en corporation: Omer Paradis, manufacturier, 8181, De Gaspé, Montréal, Edward Lobel, manufacturier, 2710, Toupin, St-Laurent, et Isaac Kerzner, manufcturier, 1006, Marlatt, St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Paramode Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 173, avenue Van Horne ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 128-64 — 1211/6

Paramode Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Omer Paradis, manufacturer, 8181 De Gaspé, Montreal, Edward Lobel, manufacturer, 2710 Toupin, St-Laurent, and Isaac Kerzner, manufacturer, 1006 Marlatt, St-Laurent, for the following purposes:

To deal in clothing, under the name of "Paramode Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 173 Van Horne Avenue West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 128-64 — 1211/6

Al Pellatt's Service Station Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de février 1964, constituant en corporation: George Whelan, 201, rue Sherbrooke, Beaconsfield, Morton Bessner, 1775, rue Boudrias, St-Laurent, tous deux avocats, et Millie Tobenstein, secrétaire, fille majeure, 2105, avenue Van Horne, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles, de leurs pièces et, accessoires et agir comme garagistes, sous le nom de « Al Pellatt's Service Station Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7001, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1049-64 — 1211/7

Al Pellatt's Service Station Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Whelan, 201 Sherbrooke Street, Beaconsfield, Morton Bessner, 1775 Boudrias Street, St-Laurent, both advocates, and Millie Tobenstein, secretary, spinster of the full age of majority, 2105 Van Horne Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, their parts and accessories and to carry on business as garagekeepers, under the name of "Al Pellatt's Service Station Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7001 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1049-64 — 1211/7

Place Champlain Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1964, constituant en corporation: Harold Gossack, 3736, avenue Kent, Montréal, Rosa Gualtieri, fille majeure, usant de ses droits, 80, avenue Hudson, Mont Royal, et Pinja Blitt, 4505, Plamondon, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Place Champlain Corp. », avec un capital total de $20,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2084, rue Champlain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 933-64 — 1210/94

Place Champlain Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold Gossack, 3736 Kent Avenue, Montreal, Rosa Gualtieri, fille majeure, having full use of her legal rights, 80 Hudson Avenue, Mount Royal, and Pinja Blitt, 4505 Plamondon, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and construction, under the name of "Place Champlain Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2084 Champlain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 933-64 — 1210/94

Popular Health Studios Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1964, constituant en corporation: David M. Notkin, avocat et conseil en loi de la Reine, 3742, The Boulevard, Westmount, Maurice J. Boxer, 1411, Carol Crescent, Chomedey, Bernard S. Mergler, 4867, Cumberland, Montréal, tous deux avodats, et Mary Conner, secrétaire, célibataire, 4924, avenue Rosedale, Montréal, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et conduire des studios de culture physique, sous le nom de « Popular Health Studios Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1128-64 — 1211/84

Popular Health Studios Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David M. Notkin, advocate and Queen's Counsel, 3742 The Boulevard, Westmount, Maurice J. Boxer, 1411 Carol Crescent, Chomedey, Bernard S. Mergler, 4867 Cumberland, Montreal, both advocates, and Mary Conner, secretary, spinster, 4924 Rosedale Avenue, Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct physical culture studios, under the name of "Popular Health Studios Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of the par value of $10 each and 500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1128-64 — 1211/84

Ruthmac Mines Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de janvier 1964, constituant en corporation: Peter Joseph Usher, avocat et conseil en loi de la Reine, 1255, rue University, chambre 1627, Montréal, Suzanne Reiner, 5145, chemin côte Saint-Luc, app. 11, Montréal, et Winnifred Bates, 4, avenue Elmwood, Outremont, ces deux dernières secrétaires, célibataires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les opérations d'une compagnie minière, sous le nom de « Ruthmac Mines Limited », avec un capital total de $500, divisé en 500 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Ruthmac Mines Limited

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of January, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Peter Joseph Usher, advocate and Queen's Counsel, 1255 University Street, Room 1627, Montreal, Suzanne Reiner, 5145 côte St-Luc Road, apt. 11, Montreal, and Winnifred Bates, 4 Elmwood Avenue, Outremont, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business and operations of a mining company, under the name of "Ruthmac Mines Limited", with a total capital stock of $500, divided into 500 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1084-64 — 1211/57

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1084-64 — 1211/57

St. Kevin's Pioneer Recreation Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1964, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Arthur Cartwright, 71, chemin Devon, Baie-d'Urfé, Ian George Watson Lundie, 3420, rue St-Joseph, Lachine, et Donald Kujan, 8060, avenue Seine, Anjou, tous trois avocats et solliciteurs, pour les objets suivants:

Garder en communication les hommes et les femmes d'origine ou de parenté irlandaise pour fins sociales ou charitables, sous le nom de « St. Kevin's Pioneer Recreation Association ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 198-64 — 1211/10

St. Kevin's Pioneer Recreation Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond Arthur Cartwright, 71 Devon Road, Baie-d'Urfé, Ian George Watson Lundie, 3420 St-Joseph Street, Lachine, and Donald Kujan, 8060 Seine Avenue, Anjou, all three barristers and solicitors, for the following purposes:

To keep men and women of Irish parentage or origin in touch with one another for social and benevolent purposes, under the name of "St. Kevin's Pioneer Recreation Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the company may possess, is to be limited, is $5,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 198-64 — 1211/10

The Shawinigan Petrochemical Recreation Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de février 1964, constituant en corporation sans capital-actions: André Michaud, opérateur « E » Olefin Unit, 47, Jodoin, Varennes, Ross MacLean, ingénieur en traitement, 48, avenue Lorne, Saint-Lambert, Barbara N. Shettler, secrétaire, épouse séparée de biens de Hugh Garth Shettler, 28, avenue DeMons, Boucherville, Claude Bédard, chronométreur, 6, rue Massue, Varennes, Robert McNaughton, contremaître d'équipe, 41, Louis Robert, Boucherville, et J. Burt Poirier, surveillant d'expédition, 8385, Baillargé, Montréal, pour les objets suivants:

Encourager et initier tout mouvement ou action favorable à la bonne santé de ses membres; promouvoir et organiser des activités sportives, divertissantes et sociales, sous le nom de « The Shawinigan Petrochemical Recreation Club ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $2,000.

Le siège social de la corporation sera à Varennes, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 660-64 — 1210/24

The Shawinigan Petrochemical Recreation Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: André Michaud, operator "E" Olefin Unit, 47 Jodoin, Varennes, Ross MacLean, process engineer, 48 Lorne Avenue, St-Lambert, Barbara N. Shettler, secretary, wife separate as to property of Hugh Garth Shettler, 28 DeMons Avenue, Boucherville, Claude Bédard, timekeeper, 6 Massue Street, Varennes, Robert McNaughton, shift foreman, 41 Louis Robert, Boucherville, and J. Burt Poirier, shipping supervisor, 8385 Baillargé, Montreal, for the following purposes:

To foster and initiate any measure or action conducive to better health for its members; to promote and organize sports and recreational and social activities, under the name of "The Shawinigan Petrochemical Recreation Club".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $2,000.

The head office of the corporation will be at Varennes, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 660-64 — 1210/24

Ski Wear Contractors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en

Ski Wear Contractors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

date du 4e jour de mars 1964, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, avenue Iona, Brahm Campbell, 5500, avenue Snowdon, tous deux avocats, Shirlee Simon, 1780, rue Saint-Louis, et Susan Wiseman, 6705, chemin Merton, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de « Ski Wear Contractors Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1060-64 — 1211/38

Snowdon, Sauvé, DePretis, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1964, constituant en corporation: Donald James Johnston, avocat, Diana Margaret Ronbeck et Helen Xenos, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de 1155, boul. Dorchester, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de l'assurance, sous le nom de « Snowdon, Sauvé, DePretis, Ltd. », avec un capital total de $600, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur au par de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5890, avenue Monkland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1103-64 — 1211/85

Société d'administration municipale inc. Municipal Administration Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1964, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, Montréal, et Roma Cousineau, 5652, Drake, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de consultants municipaux, sous le nom de « Société d'administration municipale inc. — Municipal Administration Company Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1116-64 — 1211/58

Sterber Holdings Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Province of Quebec, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona Avenue, Brahm Campbell, 5500 Snowdon Avenue, both advocates, Shirlee Simon, 1780 St-Louis Street, and Susan Wiseman, 6705 Merton Road, the latter two secretaries, filles majeures, all four of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing, under the name of "Ski Wear Contractors Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1060-64 — 1211/38

Snowdon, Sauvé, DePretis, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald James Johnston, advocate, Diana Margaret Ronbeck and Helen Xenos, the latter two secretaries, spinsters, all three of 1155 Dorchester Blvd. West, Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of insurance, under the name of "Snowdon, Sauvé, DePretis, Ltd.", with a total capital stock of $600, divided into 600 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 5890 Monkland Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1103-64 — 1211/85

Société d'administration municipale inc. Municipal Administration Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, Montreal, adn Roma Cousineau, 5652 Drake, Montreal, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of municipal consultants, under the name of "Société d'administration municipale inc. — Municipal Administration Company Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1116-64 — 1211/58

Sterber Holdings Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1964, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, 7521, chemin Mountbatten, Côte-St-Luc, Theodore H. Polisuk, 144, chemin Finchley, Hampstead, Cyril E. Schwisberg, 4915, rue Fulton, Montréal, tous trois avocats, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, 4720, avenue Dupuis, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Sterber Holdings Corporation », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 1106-64 — 1211/107

bearing date the 9th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irwin S. Brodie, 7521 Mounbatten Rd., Côte-St-Luc, Théodore H. Polisuk, 144 Finchley Rd., Hampstead, Cyril E. Schwisberg, 4915 Fulton Street, Montreal, all three advocates, ans Sonya Schneyer, secretary, fille majeure, 4720 Dupuis Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Sterber Holdings Corporation", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1106-64 — 1211/107

Steve Arthur Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1964, constituant en corporation: John L. Liberman, 7487, chemin Spring, Côte-St-Luc, Irving I. Finkelberg, 652, avenue Outremont, Outremont, tous deux avocats, et Mina Dimand, secrétaire, fille majeure, 4966, boulevard Décarie, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers et agents d'immeubles, sous le nom de « Steve Arthur Realties Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 80 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5731, avenue Edgemore, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 916-64 — 1210/95

Steve Arthur Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John L. Liberman, 7487 Spring Road, Côte-St-Luc, Irving I. Finkelberg, 652 Outremont Avenue, Outremont, both advocates, and Mina Dimand, secretary, spinster of the full age of majority, 4966 Décarie Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To act as real estate agents and brokers, under the name of "Steve Arthur Realties Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of a par value of $10 each and 80 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 5731 Edgemore Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 916-64 — 1210/95

Town Cloak & Suit Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1964, constituant en corporation: Saul Goldberg, 2075, Nantel, Nat Kozloff, 387, Alexis-Nihon, tous deux de St-Laurent, et Max Shein, 5559, Glencrest, Côte-St-Luc, tous trois manufacturiers, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires pour dames, sous le nom de « Town Cloak & Suit Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 423, rue Mayor, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 995-64 — 1210/79

Town Cloak & Suit Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Saul Goldberg, 2075 Nantel, Nat Kozloff, 387 Alexis-Nihon, both of St-Laurent, and Max Shein, 5559 Glencrest, Côte-St-Luc, all three manufacturers, for the following purposes:

To deal in women's wearing apparel, under the name of "Town Cloak & Suit Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 423 Mayor Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 995-64 — 1210/79

Trade Routes Agencies Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de février 1964, constituant en corporation: Menashe Broder, avocat, 4750, Plamondon, C. Joshua Borenstein, avocat, 6255, Place Northcrest, et Brenda E. Boule, secrétaire, fille majeure, 1470, Summerhill, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits et sous-produits d'aluminium, sous le nom de « Trade Routes Agencies Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6166 986-64 — 1211/88

Trade Routes Agencies Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Menashe Broder, advocate, 4750 Plamondon, C. Joshua Borenstein, advocate, 6255 Northcrest Place, and Brenda E. Boule, secretary, fille majeure, 1470 Summerhill, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in products and by-products of aluminum, under the name of "Trade Routes Agencies Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 986-64 — 1211/88

Trans-Continental Distributing Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de mars 1964, constituant en corporation: John Lorne Liberman, avocat, 7487, chemin Spring, Côte-Saint-Luc, Gerald Freed, avocat, 1396, Carol Crescent, Chomedey, et Eleanor Rosenthal, secrétaire, fille majeure, 5200, avenue Grenier, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de jouets, nouveautés, quincaillerie, merceries, bonbons, confiserie, équipements de sport, accessoires d'emballage et équipement, sous le nom de « Trans-Continental Distributing Corp. », avec un capital total de $5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7401, rue Dante, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

6166 1105-64 — 1211/89

Trans-Continental Distributing Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of March, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John Lorne Liberman, advocate, 7487 Spring Road, Côte-St-Luc, Gerald Freed, advocate, 1396 Carol Crescent, Chomedey, and Eleanor Rosenthal, secretary, fille majeure, 5200 Grenier Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in toys, novelties, hardware, soft goods, candies, confectioneries, sporting equipment, packaging supplies and equipment, under the name of "Trans-Continental Distributing Corp.", with a total capital stock of $5,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 4,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 7401 Dante Street, St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 1105-64 — 1211/89

Trans Island Lanscaping Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de février 1964, constituant en corporation: Albert Malouf, avocat et conseil en Loi de la reine, 1100 Marlboro Drive, Mont Royal, Bruno Pateras, avocat, 11818, Frigon, Montréal et Yvan Macerola, avocat, 2090, place Étienne-Brûlé, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fleurs, herbes, arbres, et plants de toutes sortes et descriptions et aussi agir comme entrepreneurs généraux, sous le nom de « Trans Island Landscaping Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5586, rue Des Chrysanthèmes, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Trans Island Lanscaping Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Malouf, advocate and Queen's Counsel, 1100 Marlboro Drive, Mount Royal, Bruno Pateras, advocate, 11818 Frigon, Montreal, and Yvan Macerola, advocate, 2090 Étienne-Brûlé Place, Montreal, for the following purposes:

To deal in flowers, grasses, trees and plants of every kind and description; to carry on the business of general contractors, under the name of "Trans Island Lansdcaping Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5586 Des Chrysanthèmes Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 969-64 — 1210/98

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 969-64 — 1210/98

West End Radiator Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour de février 1964, constituant en corporation: William Rattner, vendeur, Sarah Greenberg, ménagère, épousé séparée de biens dudit William Rattner, tous deux de 5784, Hudson, Côte-St-Luc, et Léonard Mayer, marchand, 5175, côté St-Luc, app. 20, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vénicules automobiles, sous le nom de « West End Radiator Service Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,000 actlns privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5810, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 786-64 — 1210/26

West End Radiator Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Rattner, salesman, Sarah Greenberg, housewife, wife of the said William Rattner, both of 5784 Hudson, Côte-St-Luc, and Leonard Maver, merchant, 5175 Côte St-Luc, Apt. 20, Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, under the name of "West End Radiator Service Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 1,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at 5810, St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 786-64 — 1210/26

Bill Wong's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour de février 1964, constituant en corporation: Norman May, 7915, chemin de la côte St-Luc, Côte St-Luc, Harold Dermer, 47, White Pine Dr., Beaconsfield, tous deux avocats et Shirley Muggeridge, secrétaire, fille majeure, 59, rue Orchard, LaSalle, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant sous le nom de « Bill Wong's Inc. », avec un capital total de $5,350, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7965, boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 915-64 — 1210/81

Bill Wong's Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of February, 1964, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Norman May, 7915 côte St-Luc Road, Côte-St-Luc, Harold Dermer, 47 White Pine Drive, Beaconsfield, both advocates, and Shirley Muggeridge, secretary, spinster of the full age of majority, 59 Orchard Street, LaSalle, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "Bill Wong's Inc.", with a total capital stock of $5,350, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 350 preferred shares of the par value of $1 each.

The office of the company will be at 7965 Décarie Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 915-64 — 1210/81

Oxxford Trousers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes de constitution de la compagnie « Oxford Trousers Ltd. », datées du 29 janvier 1964, en y changeant, partout ou apparaît ledit nom, le mot « Oxford » par le mot « Oxxford », de manière que tel nom se lise « Oxxford Trousers Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166-o 545-64 — 1207/89

Oxxford Trousers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct the letters patent incorporating "Oxford Trousers Ltd.", dated January 29, 1964, by changing the word "Oxford", wherever the said name appears, by the word "Oxxford", in such a way that the name read "Oxxford Trousers Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary on April 3, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166 545-64 — 1207/89

Actions en séparation de biens

Monaco *vs* Bertone

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure No 637-883. Dame Carmela Monaco, épouse de Constantino Bertone, tous deux des cité et district de Montréal, a institué une action en séparation de biens.

Montréal, 2 avril, 1964.

Le Procureur de la demanderesse,

6167-o J. H. FREEDMAN.

Daigneault *vs* Lamothe

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 638 404. Dame Marguerite Daigneault, secrétaire, épouse commune en biens de Roméo Lamothe, tous deux de la cité de Verdun, district de Montréal, demanderesse, *vs* ledit Roméo Lamothe, de la cité de Verdun, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 2e jour d'avril 1964.

Montréal, le 3 avril 1964.

Le Procureur de la demanderesse,

6189-o Me JOHN M. SCHLESINGER, C.R.

Actions for separation as to property

Monaco *vs* Bertone

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court No. 637-883. Dame Carmela Monaco, wife of Constantino Bertone, grocer, of the city and district of Montreal, has instituted an action in separation as to property.

Montreal, April 2, 1964.

J. H. FREEDMAN,

6167 *Attorney for Plaintiff.*

Daigneault *vs* Lamothe

Canada, province of Quebec, district of Montréal, Superior Court, No. 638 404. Dame Marguerite Daigneault, secretary, wife common as to property of Roméo Lamothe, both of the city of Verdun, district of Montreal, plaintiff, *vs* the said Roméo Lamothe, of the city of Verdun, district of Montreal, defendant.

An Action in separation as to property has been instituted in this cause on 2nd day of April 1964.

Montreal, April 3, 1964.

Me. JOHN M. SCHLESINGER, Q.C.,

6189-o *Attorney for plaintiff.*

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 658

Québec, le 3 avril 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'usage des autos-neige et des avions.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE, par règlement fait en vertu du paragraphe neuvième de l'article 65 de la Loi de la chasse, il soit défendu de circuler avec des autos-neige parmi les troupeaux de caribous ou de survoler en avion ou en hélicoptère une concentration de ces animaux.

QUE ce règlement soit publié dans la *Gazette officielle de Québec.*

JACQUES PRÉMONT,

6215-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 659

Québec, le 3 avril 1964.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la constitution d'une réserve sous le nom de Réserve de chasse et de pêche de Causapscal.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe sixièmement de l'article 65 de la Loi de la chasse, le

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 658

Quebec, April 3, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the use of snow-mobiles and aeroplanes.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT, by the by-law made pursuant to paragraph nine of section 65 of the Game Laws, it is forbidden to drive snow-mobiles through herds of caribou, or to fly over a concentration of these animals in aeroplane or helicopter.

THAT this by-law be published in the *Quebec Official Gazette.*

JACQUES PRÉMONT,

6215 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 659

Quebec, April 3, 1964.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the constitution of a reserve under the name of the Fish and Game Reserve of Causapscal.

WHEREAS pursuant to paragraph six of section 65 of the Game Laws, the Lieutenant-Governor

lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des des règlements pour constituer des réserves de chasse et de pêche;

ATTENDU QU'il est opportun de constituer une réserve de chasse et de pêche dans la région de la vallée de la Matapédia.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche:

1° QU'un territoire d'environ 146 milles carrés dans les cantons de La Vérendrye, Fauvel et d'Assemetquagan soit constitué an réserve de chasse et de pêche sous le nom de Réserve de chasse et de pêche de Causapscal, le périmètre de ce territoire étant décrit comme suit:

« Partant d'un point situé à la rencontre de la ligne entre les rangs I et II du canton d'Assemetquagan avec la ligne séparative des cantons d'Assemetquagan et Casupscull et passent successivement par les lignes et démarcations suivantes: La ligne séparative des cantons d'Assemetquagan et Casupscull, la ligne séparative des cantons Casupscull et La Vérendrye, la ligne entre les rangs X et XI du canton de La Vérendrye, la ligne extérieure nord-est du lot 31 du rang X du canton de La Vérendrye et son prolongement au nord-ouest jusqu'au chemin Lacroix, le côté sud-est de l'emprise du chemin Lacroix, le côté sud-ouest de l'emprise d'un chemin qui relie le chemin Lacroix à une ligne joignant la ligne extérieure nord-ouest du canton de Fauvel au prolongement vers le nord-est de la ligne entre les rangs X et XI du canton de La Vérendrye, la ligne joignant le prolongement au nord-est de la ligne entre les rangs X et XI du canton de La Vérendrye avec la ligne extérieure nord-ouest du canton de Fauvel, une ligne parallèle à la rive droite de la rivière Assemetquagan et située à trois chaînes à l'ouest de cette dernière, la ligne entre les rangs I et II du canton d'Assemetquagan jusqu'au point de départ. »

2° QUE les règlements suivants s'appliquent dans cette réserve:

a) Nul ne peut pêcher, chasser, circuler ou séjourner dans la réserve de chasse et de pêche de Causapscal autrement que par l'intermédiaire d'un « outfitter », détenteur d'un permis;

b) Aucun « outfitter » ne peut exercer ses activités dans cette réserve sans la permission du ministre du tourisme, de la chase et de la pêche;

c) Les taux chargés par un « outfitter » aux chasseurs ou aux pêcheurs doivent au préalable être approuvés par le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche;

d) Nul ne peut, sans la permission du ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche, ériger des constructions dans cette réserve;

e) Le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche peut déterminer le nombre de chasseurs et de pêcheurs qui peuvent chasser ou pêcher dans cette réserve et leur assigner des secteurs particuliers;

3° QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec.*

JACQUES PRÉMONT,

6215-o *Greffier Adjoint du Conseil Exécutif.*

in Council may make by-laws constituting fish and game reserves;

WHEREAS it is expedient that a fish and game reserve be constituted in the region of the Matapedia Valley.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

1. THAT a territory having an area of approximately 146 square miles in the townships of La Vérendrye, Fauvel and Assemetquagan be constituted as a fish and game reserve under the name of the Fish and Game Reserve of Causapscal, the perimeter of this territory being described as follows:

"Starting at a point situated at the juncture of the line between Ranges I and II in the township of Assemetquagan and the line separating the townships of Assemetquagan and Casupscull and passing, successively, by the following lines and demarcations: the line separating the townships of Assemetquagan and Casupscull, the line separating the townships of Casupscull and La Vérendrye, and the line between ranges X and XI in the township of La Vérendrye, the exterior northeast line of lot 31 on range X in the township of La Vérendrye and its extension to the northwest as far as Lacroix Road, the southeast side of the right of way of Lacroix Road, the southwest side of a right of way of a road which links Lacroix Road to a line joining the exterior northwest line of the township of Fauvel with the extension to the northeast of the line between ranges X and XI in the township of La Vérendrye, the line joining the extension to the northeast of the line between ranges X and XI in the township of La Vérendrye with the exterior northwest line of the township of Fauvel a line parallel to the right bank of the Assemetquagan River and situated at a distance of three chains to the west of it, the line between ranges I and II in the township of Assemetquagan as far as the starting point."

2. THAT the following by-laws apply to this reserve:

a) No one may fish, hunt, travel or stay in the fish and game reserve of Causapscal other than through the intermediary of an outfitter, holder of a permit;

b) No outfitter may carry on his activities in this reserve without the permission of the Minister of Tourism, Fish and Game;

c) The rates charged by an outfitter to hunters or fishermen must first be approved by the Minister of Tourism, Fish and Game;

d) No one may, without the permission of the Minister of Tourism, Fish and Game, erect buildings in this reserve;

e) The Minister of Touris, Fish and Game may determine the number of hunters and fishermen which may hunt or fish in this reserve and assign to them particular sectors;

3. THAT publication be made in the *Quebec Official Gazette.*

JACQUES PRÉMONT,

6215 *Associate Clerk of the Executive Council.*

Association coopérative

Association Coopérative d'Assistance Funéraire de Ste-Anne de Beaupré

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association Coopérative d'Assistance Funéraire de Ste-Anne de Beaupré ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Ste-Anne de Beaupré, Québec, dans le district électoral de Montmorency.

Québec, le 26 mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6190-o

Cooperative Association

Association Coopérative d'Assistance Funéraire de Ste-Anne de Beaupré

(Cooperative association)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the "Association Coopérative d'Assistance Funéraire de Ste-Anne de Beaupré".

The head office of this cooperative association is situated at Ste-Anne de Beaupré, Quebec, in the electoral district of Montmorency.

Quebec, March 26, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6190

Avis divers

La Ville de Montréal

Avis de rachat

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie américaine de l'émission désignée « Obligations 5½% à fonds d'amortissement pour améliorations locales, échéant le 15 mai 1981 » de la ville de Montréal, province de Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que la ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera POUR FINS D'AMORTISSEMENT le 15 mai 1964, conformément aux dispositions du contrat obligataire en date du 15 mai 1961, les obligations suivantes payables en monnaie américaine de l'émission ci-dessus mentionnée échéant le 15 mai 1981 énumérées ci-dessous, à 100% de leur valeur nominale plus les intérêts courus à la date de rachat, à savoir:

Numéros des obligations:

E325021	E325121	E325730	E327094	E327239	E327424	E328523	E329449	E329469
E329471	E329479	E329483	E329493	E329693	E330227	E330789	E330819	E330982
E331011	E331782	E332427	E332629	E333035	E333115	E333211	E334144	E334412
E334519	E335039	E335063	E335144	E335519	E335593	E335795	E336099	E336591
E337734	E338013	E338068	E338329	E338678	E338723	E338944	E338945	E339382
E339478	E339593	E339761	E339841					

Les obligations ainsi rappelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées en telle monnaie des États-Unis d'Amérique qui aura cours légal au moment du paiement pour les dettes publiques et privées dans les États-Unis d'Amérique, au bureau de Bank of Montreal Trust Company ou au bureau de The Royal Bank of Canada Trust Company, Borough of Manhattan, Cité et État de New York, États-Unis d'Amérique, sur présentation et remise desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt échéant après le 15 mai 1964 attachés. Les obligations enregistrées quant au principal devront être accompagnées de transferts ou de procurations autorisant tels transferts dûment signés en blanc.

À compter du et après le 15 mai 1964, l'intérêt sur les obligations ainsi rappelées pour rachat cessera et les coupons d'intérêt échéant subséquemment à cette date seront nuls.

Daté à Montréal, ce troisième jour d'avril 1964.

Ville de Montréal,
L. ROBERGE, C.A.
Directeur des finances.

6202-o

Miscellaneous notices

The City of Montreal

Notice of redemption

To the holders of debentures payable in American Currency of the issue designated "5½% Sinking Fund Debentures for Local Improvements, due May 15, 1981" of the City of Montreal, Province of Quebec, Canada.

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that the City of Montreal intends to and will redeem FOR SINKING FUND PURPOSES on May 15, 1964, pursuant to the provisions of the debenture contract dated May 15, 1961, the following debentures payable in American Currency of the above-mentioned issue due on May 15, 1981, listed below at 100% of the face value thereof plus accrued interest to the redemption date, namely:

Debenture numbers:

E325021	E325121	E325730	E327094	E327239	E327424	E328523	E329449	E329469
E329471	E329479	E329483	E329493	E329693	E330227	E330789	E330819	E330982
E331011	E331782	E332427	E332629	E333035	E333115	E333211	E334144	E334412
E334519	E335039	E335063	E335144	E335519	E335593	E335795	E336099	E336591
E337734	E338013	E338068	E338329	E338678	E338723	E338944	E338945	E339382
E339478	E339593	E339761	E339841					

The debentures so called for redemption will become due and payable and will be paid in such coin or such currency of the United States of America as at the time of payment is legal tender for public and private debts in the said United States of America, at the office of Bank of Montreal Trust Company or at the office of The Royal Bank of Canada Trust Company, in the Borough of Manhattan, City and State of New York, United States of America, upon presentation and surrender of the said debentures with all interest coupons maturing after May 15, 1964 attached. Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments or transfer powers duly executed in blank.

From and after May 15, 1964, interest on the debentures so called for redemption will cease and interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Dated at Montreal, this third day of April 1964.

The City of Montreal,
L. ROBERGE, C.A.,
Director of Finance.

6202-o

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse d'économie capitale des employés du Pacifique Canadien

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé le changement de nom de « The Capital Employees Credit Union », en celui de « La Caisse d'économie capitale des employés du Pacifique Canadien ».

Québec, le 25 mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

6178-o RAYMOND DOUVILLE.

St. Edwards Parish Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « St. Edwards Parish Credit Union ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Bristol Mines, Québec, dans le district électoral de Pontiac.

Québec, le 25 mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

6179-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire de Rivière Portneuf, Saguenay

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse Populaire de Rivière Portneuf, Saguenay ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Rivière Portneuf, Québec, dans le district électoral de Saguenay.

Québec, le 26 mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

6220-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse d'Économie des Chevaliers de Maisonneuve

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse d'Économie des Chevaliers de Maisonneuve ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Jeanne-Mance.

Québec, le 2 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

6221-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse d'Économie des employés de Electric Reduction et de Chipman Lte.

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « La Caisse d'Économie des Employés de Electric Reduction et de Chipman Lte. ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Buckingham, Québec, dans le district électoral de Papineau.

Québec, le 2 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,

6222-o RAYMOND DOUVILLE.

Savings and Credit Unions

La Caisse d'économie capitale des employés du Pacifique Canadien

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the change of name of "The Capital Employees Credit Union" to "La Caisse d'économie capitale des employés du Pacifique Canadien".

Quebec, March 25, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

6178 *Assistant Secretary of the Province.*

St. Edwards Parish Credit Union

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "St. Edwards Parish Credit Union".

The head office of this savings and credit union is situated in Bristol Mines, Quebec, in the electoral district of Pontiac.

Quebec, March 25, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

6179 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire de Rivière Portneuf, Saguenay

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse Populaire de Rivière Portneuf, Saguenay".

The head office of this savings and credit union is situated at Rivière Portneuf, in the electoral district of Saguenay.

Quebec, March 26, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

6220 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse d'Économie des Chevaliers de Maisonneuve

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse d'Économie des Chevaliers de Maisonneuve".

The head office of this savings and credit union is situated in Montreal, Quebec, in the electoral district of Jeanne-Mance.

Quebec, April 2, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

6221 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse d'Économie des employés de Electric Reduction et de Chipman Lte.

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse d'Économie des Employés de Electric Reduction et de Chipman Lte.".

The head office of this savings and credit union is situated at Buckingham, Quebec, in the electoral district of Papineau.

Quebec, April 2, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,

6222 *Assistant Secretary of the Province.*

Compagnie autorisée à faire des affaires

Ridge-Nassau Corporation

Avis est donné que « Ridge-Nassau Corporation », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation sous et en vertu des lois de la Législature de l'état de New Jersey, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. René Drolet, 7418, rue De Laroche, en la cité de Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 1705, boulevard St-Elzéar, en la cité de Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de février 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6166 8-64 — 1206/138

Company Licensed to do Business

Ridge-Nassau Corporation

Notice is hereby given that "Ridge-Nassau Corporation", an extra-provincial company incorporated under and by virtue of the acts of Legislature of the State of New Jersey, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. René Drolet, of 7418 De Laroche Street, in the city of Montreal.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 1705 St. Elzéar Boulevard, in the city of Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of Febraury, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6166-o 8-64 — 1206/138

Chartes — Abandon de

Copca Construction Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que « Copca Construction Ltd. », compagnie constituée sous la Loi des compagnies du Québec et ayant son bureau chef dans la ville de Montréal, Province de Québec, demandera au Secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des clauses de la Loi des compagnies du Québec.

Daté à Montréal, ce 1er jour d'avril, 1964.

Le Secrétaire,
6168-o ALBERT L. BISSONNETTE.

De Morest Drillers Ltd.

Avis est donné que la compagnie « De Morest Drillers Ltd. », s'adressera au secrétaire de la Province, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

31 mars 1964.

Le Secrétaire,
6169 ALEX SAMSON.

General Oil Heating & Delivery Limited

Avis est par les présentes donné que « General Oil Heating & Delivery Limited », ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, demandera au Secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des clauses de la Loi des compagnie de Québec.

Daté à Montréal, ce 1er jour d'avril 1964.

General Oil Heating & Delivery Limited
Les Avocats,
O'BRIEN, HOME, HALL,
6170-o NOLAN & SAUNDERS.

Charters — Surrender of

Copca Construction Ltd.

Notice is hereby given that "Copca Construction Ltd.", a company incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary for permission to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of April, 1964.

ALBERT L. BISSONNETTE,
6168-o *Secretary.*

De Morest Drillers Ltd.

Notice is hereby given that "De Morest Drillers Ltd.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

March 31, 1964.

ALEX SAMSON,
6169-o *Treasurer.*

General Oil Heating & Delivery Limited

Notice is hereby given that "General Oil Heating & Delivery Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender tis charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of April, 1964.

General Oil Heating & Delivery Limited
O'BRIEN, HOME, HALL,
NOLAN & SAUNDERS,
6170-o *Attorneys for applicant.*

Genender-Grostern Corporation

Avis est par les présentes donné que « Genender-Grostern Corporation », ayant son bureau chef dans la cité et district de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de et après la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 3e jour d'avril 1964.

Les Procureurs de la requérante,

6191-o STEIN & STEIN.

Chester Sales Ltd.

Prenez avis que « Chester Sales Ltd. », s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 6 avril, 1964.

Chester Sales Ltd.,
Le Procureur,

6211-o N. A. LEVITSKY.

J. A. Tessier & Fils Limitée

Prenez avis que la compagnie « J. A. Tessier & Fils Limitée », demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,

6212-o PIERRE GASTON.

McGuire Realty Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « McGuire Realty Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 18e jour de mars 1964.

McGuire Realty Co. Ltd.,
Le Secrétaire,

6223 MORRIS LOBEL.

Dionne Dyeing Company (1960) Limited

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, « Dionne Dyeing Company (1960) Ltd. », fera application au Secrétaire de la Province de Québec, pour l'abandon de sa charte.

Daté à St-Georges Ouest, Province de Québec, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Secrétaire,

6231-o J. CLAUDE COUTURE.

Dionne Spinning Mills Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, « Dionne Spinning Mills Co. Ltd. », fera application au Secrétaire de la Province de Québec, pour l'abandon de sa charte.

Daté à St-Georges Ouest, Province de Québec, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Secrétaire,

6232-o J. CLAUDE COUTURE.

Les Industries Dionne Inc.

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, « Les Industries Dionne Inc. », fera application au Secrétaire de la Province de Québec, pour l'abandon de sa charte.

Daté à St-Georges Ouest, Province de Québec, ce 3e jour d'avril 1964.

Le Secrétaire,

6233-o J. CLAUDE COUTURE.

Genender-Grostern Corporation

Notice is hereby given that "Genender-Grostern Corporation", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 3rd day of April, 1964.

STEIN & STEIN,

6191-o *Attorneys for petitioner.*

Chester Sales Ltd.

Take notice that "Chester Sales Ltd.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, April 6, 1964.

Chester Sales Ltd.,
N. A. LEVITSKY,

6211-o *Attorney.*

J. A. Tessier & Fils Limitée

Notice is hereby given that "J. A. Tessier & Fils Limitée", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

PIERRE GASTON,

6212 *Attorney for the company.*

McGuire Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that "McGuire Realty Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 18th day of March, 1964.

McGuire Realty Co. Ltd.,
MORRIS LOBEL,

6223-o *Secretary.*

Dionne Dyeing Company (1960) Limited

Notice is hereby given that "Dionne Dyeing Company 1960) Ltd.", will apply to the Provincial Secretary of Quebec under the provisions of the Companies Act for leave to surrender its charter.

Dated at St. Georges West, Province of Quebec, this 3rd day of April, 1964.

J. CLAUDE COUTURE,

6231-o *Secretary,*

Dionne Spinning Mills Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Dionne Spinning Mills Co. Ltd.", will apply to the Provincial Secretary of Quebec under the provisions of the Companies Act for leave to surrender its charter.

Dated at St. Georges West, Province of Quebec, this 3rd day of April, 1964.

J. CLAUDE COUTURE,

6232-o *Secretary.*

Les Industries Dionne Inc.

Notice is hereby given that "Les Industries Dionne Inc.", will apply to the Provincial Secretary of Quebec under the provisions of the Companies Act for leave to surrender its charter.

Dated at St. Georges West, Province of Quebec, this 3rd day of April, 1964.

J. CLAUDE COUTURE,

6233-o *Secretary.*

Divers
Compagnies

Rockview Corp.

Avis est donné que « Rockview Corp. » a changé le nombre de ses directeurs de trois à sept.

Le Secrétaire,
S. SHUSTER, md.

6171 2341-52

Paragon Clothing Company Limited

Avis est donné que « Paragon Clothing Company Limited » a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
HARRY TKATCH.

6172 13851-62

The Fairview Corporation

Avis est donné que « The Fairview Corporation » a changé le nombre de ses directeurs de six à cinq.

Le Secrétaire,
RUPERT CARLETON.

6177 4861-63

Société de Développement de Baie-Comeau

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 26 mars 1964, approuvé le règlement No 1 (règlements généraux) de la « Société de Développement de Baie-Comeau », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6180-o 2723-63

The Lakeshore Drive Golf and Country Club

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a le 20 mars 1964, approuvé les règlements généraux de « The Lakeshore Drive Golf & Country Club », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31 mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6181-o 523-64

Théâtre Lyrique de Nouvelle-France

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 31 mars 1964, approuvé le règlement numéro 3 du « Théâtre Lyrique de Nouvelle-France », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6182-o 13421-61

École Cardinal Villeneuve inc.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 2 avril 1964, approuvé les règle-

Miscellaneous
Companies

Rockview Corp.

Notice is hereby given that "Rockview Corp." has changed the number of its directors from three to seven.

S. SHUSTER, md,
Secretary.

6171-o 2341-52

Paragon Clothing Company Limited

Notice is hereby given that "Paragon Clothing Company Limited" has changed the number of its directors from 3 to 4.

HARRY TKATCH,
Secretary.

6172-o 13851-62

The Fairview Corporation

Notice is hereby given that "The Fairview Corporation" has changed the number of its directors from six to five.

RUPERT CARLETON,
Secretary.

6177-o 4861-63

Société de Développement de Baie-Comeau

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 26, 1964, approved by-law No. 1 (general by-laws) of the "Société de Développement de Baie-Comeau", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 1, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6180 2723-63

The Lakeshore Drive Golf and Country Club

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 20, 1964, approved the general by-laws of "The Lakeshore Drive Golf & Country Club", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on March 31, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6181 523-64

Théâtre Lyrique de Nouvelle-France

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 31, 1964, approved by-law number 3 of the "Théâtre Lyrique de Nouvelle-France", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 1, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6182 13421-61

École Cardinal Villeneuve inc.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on April 2, 1964,

ments numéros 1, 2 et 3 de l'« École Cardinal Villeneuve inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6192-o 5016-63

Les Entreprises de J. Armand Bombardier ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises de J. Armand Bombardier ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le Secrétaire,
LAURENT BEAUDOIN.

6193-o 50690-53

Lasalle Steel Inc.

Avis est donné que la compagnie « Lasalle Steel Inc. », a diminué le nombre de ses directeurs de 6 à 3.

Le Secrétaire,
DAVE SINGERMAN.

6194 4972-63

Association des femmes diplômées des Universités (Québec)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 12 mars 1964, approuvé les amendements aux règlements de l' « Association des femmes diplômées des Universités (Québec) », et ce, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi des sociétés nationales de bienfaisance, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 305) et de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (*Ibid.*, chapitre 276).

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6203-o 424-59

Roy Marchand Limited

Avis est donné que « Roy Marchand Limited » a changé le nombre de ses directeurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
PAUL-ÉMILE JULIEN.

6204 3746-49

Le Club de golf du Lac Beauport inc.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 3 avril 1964, approuvé les deux règlements adoptés à une assemblée générale spéciale des membres de « Le Club de golf du Lac Beauport inc. », tenue le 16 mai 1963, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6224-o 14849-60

Emmaüs-Montréal

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le 23 mars 1964, approuvé les règlements généraux de « Emmaüs-Montréal », et ce,

approved by-laws numbers 1, 2 and 3 of "École Cardinal Villeneuve inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 3, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6192 5016-63

Les Entreprises de J. Armand Bombardier ltée

Notice is hereby given that "Les Entreprises de J. Armand Bombardier ltée", has changed the number of its directors from 3 to 6.

LAURENT BEAUDOIN,
Secretary.

6193 50690-53

Lasalle Steel Inc.

Notice is hereby given that "Lasalle Steel Inc.", has changed the number of its directors from 6 to 3.

DAVE SINGERMAN,
Secretary.

6194-o 4972-63

Association des femmes diplômées des Universités (Québec)

Notice is hereby given that the honourable Provincial Secretary has, on March 12, 1964, approved the amendments to the by-laws of l'"Association des femmes diplômées des Universités (Québec)", and that, in conformity with the provisions of section 6 of the National Benefit Societies Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 305) and of section 225 of the Quebec Companies Act (*Ibid.*, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of March, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6203 424-59

Roy Marchand Limited

Notice is hereby given that "Roy Marchand Limited", has changed the number of its directors from 3 to 5.

PAUL-ÉMILE JULIEN,
Secretary.

6204-o 3746-49

Le Club de golf du Lac Beauport inc.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on April 3, 1964, approved the two by-laws adopted at a special general meeting of the members of "Le Club de golf du Lac Beauport inc.", held on May 16, 1963, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 7, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6224 14849-60

Emmaüs-Montréal

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on March 23, 1964, approved the general by-laws of "Emmaüs-

conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6225-o 4013-63 — 1188/6

Montréal", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 6, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6225 4013-63 — 1188/6

Henry & Sons, Inc.

Avis est donné que la compagnie « Henry & Sons, Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
J.-BAPTISTE BOULET.

6234-o 7151-48

Henry & Sons, Inc.

Notice is hereby given that the company "Henry & Sons, Inc.", has changed the number of its executives from 3 to 5.

J.-BAPTISTE BOULET,
Secretary.

6234 7151-48

Lettres patentes

Couvent Jésus-Marie de Saint-Gervais

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17 janvier 1964, constituant en corporation « Couvent Jésus-Marie de Saint-Gervais ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en le village de Saint-Gervais et Protais.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de janvier 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6226-o 1-64 — 1203/128

Letters Patent

Couvent Jésus-Marie de Saint-Gervais

Notice is hereby given that under the provisions of Article 20 of the Roman Catholic Bishops Act, 14 George VI, chapter 76, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 17th day of January, 1964, incorporating "Couvent Jésus-Marie de Saint-Gervais".

The head office above mentioned of the corporation is situated in the Village of Saints-Gervais and Protais.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of January, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6226 1-64 — 1203/128

Sièges sociaux

Doré Fuel Oil Ltd

Avis est donné que la compagnie « Doré Fuel Oil Ltd » constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 décembre 1963 et ayant son bureau chef à Roxboro, district de Montréal, a établi son bureau chef au numéro 10445 ouest, Boulevard Gouin à Roxboro, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau chef.

Donné à Roxboro, ce 20 décembre 1963.

Le Président,
JEAN H. AUBIN.

6173-o

Head Offices

Doré Fuel Oil Ltd

Notice is hereby given that "Doré Fuel Oil Ltd", incorporated by letters patent dated December 18, 1963, and having its head office in Roxboro, district of Montreal, has established its head office at number 10445 Gouin Blvd. West, in Roxboro, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Roxboro on December 20, 1963.

JEAN H. AUBIN,
President.

6173

Poly Blue Print Co. Limited

Avis est donné que la compagnie « Poly Blue Print Co. Limited », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec en date du 22 août 1957 et ayant son bureau principal dans la cité et district de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 4205 rue St-Denis l'a transporté au numéro 511 Est rue Rachel.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 3e jour de mars 1964.

Le Président de la compagnie,
PAUL BROUSSEAU.

6174-o

Poly Blue Print Co. Limited

Notice is hereby given that "Poly Blue Print Co. Limited", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on August 22, 1957, and having its head office in the city and district of Montreal, where its office was situated until today at number 4205 St-Denis St., has moved it to number 511 East Rachel St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 3rd day of March, 1964.

PAUL BROUSSEAU,
President of the company.

6174

Hartland Acceptance Corp.

Avis est donné que « Hartland Acceptance Corp. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 30e jour de mai 1961, a transporté son siège social de 5430, rue Iberville, à 1435, rue Saint-Alexandre, en la cité de Montréal.

Montréal, 10 septembre 1963.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
6183 HERBERT STROHL.

Agences d'assurance générale Cadi-Lac limitée Cadi-Lac General Insurance Agencies Limited

Avis est donné que la compagnie « Agences d'assurance générale Cadi-Lac limitée — Cadi-Lac General Insurance Agencies Limited » a changé son siège social de 1297, rue St-Denis, Montréal à 335, rue St-Joseph, est, Québec.

Le Secrétaire,
Mme ONILDA BOLDUC LEVASSEUR.
6195-o 13310-57

Granolux Quebec Inc.

Avis est donné que la compagnie « Granolux Quebec Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 février 1964 et ayant son bureau principal dans Montréal, a établi son bureau au numéro 7210, rue St-Urbain.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 31ème jour de mars 1964.

(Sceau) *Le Président,*
6196-o GUY TURCOTTE.

J. N. Biron & fils ltée

Avis est donné que la compagnie « J. N. Biron & fils ltée », a changé son siège social de 1967, Dorchester, est, Montréal à 74, St-André, Longueuil.

Le Président,
J. N. BIRON.
6205-o 14177-57

Services de Recherches Psychologiques Inc. Psychological Research Services Inc.

Avis est donné que la compagnie « Services de Recherches Psychologiques Inc.— Psychological Research Services Inc. », a été constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes en date du 14 mai 1963.

Le siège social de la compagnie qui constitue également son bureau principal est présentement situé 9904 boulevard St-Laurent, à Montréal, et sera établi à compter du 25 avril 1964, au numéro 50 ouest de la rue Crémazie, à Montréal.

Montréal, 6 avril 1964.

Le Secrétaire,
6213-o BERNARD M. DESCHÊNES.

Paul Gendron Électrique Inc.

Avis est donné que la compagnie « Paul Gendron Électrique Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 18 novembre 1963 et ayant son bureau

Hartland Acceptance Corp.

Notice is hereby given that "Hartland Acceptance Corp.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 30th day of May, 1961, has moved its head office from 5430 Iberville street to 1435 St. Alexander Street, in the city of Montreal.

Montreal, September 10, 1963.

(Seal) HERBERT STROHL,
6183-o *Secretary.*

Agences d'assurance générale Cadi-Lac limitée Cadi-Lac General Insurance Agencies Limited

Notice is hereby that "Agences d'assurance générale Cadi-Lac limitée — Cadi-Lac General Insurance Agencies Limited" has changed its head office from 1297 St-Denis St., Montreal, to 335 St-Joseph St. Fast, Quebec.

Mrs. ONILDA BOLDUC LEVASSEUR,
Secretary.
6195 13310-57

Granolux Quebec Inc.

Notice is hereby given that "Granolux Quebec Inc.", company incorporated by letters patent on the 17th day of February, 1964, and having its head office in the town of Montreal, has established its offices at 7210, St-Urbain Street.

From and after the date of this notice, the said offices shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 31st day of March, 1964.

(Seal) GUY TURCOTTE,
6196-o *President.*

J. N. Biron & fils ltée

Notice is hereby given that "J. N. Biron & fils ltée", has changed its head office from 1967 Dorchester East, Montreal, to 74 St-André, Longueuil.

J. N. BIRON,
President.
6205 14177-57

Services de Recherches Psychologiques Inc. Psychological Research Services Inc.

Notice is hereby given that "Services de Recherches psychologiques Inc.— Psychological Research Services Inc.", incorporated in the Province of Quebec, by letters patent dated May 14, 1963.

The head office of the company that also represents its principal office is now situated at 9904, St. Lawrence Blvd., at Montreal, and shall be established on and from April 25, 1964, at number 50 Crémazie Street, West, at Montreal.

Montreal, April 6, 1964.

BERNARD M. DESCHÊNES,
6213 *Secretary.*

Paul Gendron Électrique Inc.

Notice is given that the company "Paul Gendron Électrique Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act dated November 18, 1963 and having its head office at Trois-Rivières, has established

principal à Trois-Rivières, a établi son bureau numéro 2184 de la rue St-Philippe en la cité de Trois-Rivières.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré comme étant son bureau principal.

Trois-Rivières, le 31 mars 1964.

Le Secrétaire,
LAURENT BOURASSA.

6227-o

its office at number 2184 St-Philippe St., in the city of Trois-Rivières.

From and after the date of the present notice, the said office is considered as being its head office.

Trois-Rivières, March 31, 1964.

LAURENT BOURASSA,
Secretary.

6227

Maheu & Frères Transport Ltée

La compagnie « Maheu & Frères Transport Ltée », a été constituée en corporation par lettres patentes émises selon les dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 13 février 1964.

Sa principale place d'affaires dans la Province de Québec, est située à Roxton Pond, district de Bedford.

En foi de quoi, cette déclaration est faite et signé par moi, Marc Maheu, domiciliée rue Dufferin, dans la ville de Granby, district de Bedford, ce 29e jour du mois de février 1964.

Le Président,
MARC MAHEU.

6235-o

Maheu & Frères Transport Ltée

Notice is hereby given that "Maheu & Frères Transport Ltée", incorporated by letters patent issued under Part I of the provisions of the Quebec Companies Act, dated February 13, 1964.

Its principal place of business in the Province of Quebec, is situated at Roxton Pond, district of Bedford.

In witness wehreof, this declaration is made and signed by me, Marc Maheu, domiciled Dufferin St., in town of Granby, district of Bedford, this 29th day of the month of February 1964.

MARC MAHEU,
President.

6235

Demandes à la Législature

Cité de Sherbrooke

Avis public est, par les présentes donné, que la « Cité de Sherbrooke », s'adressera à la Législation de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une Loi amendant sa charte, la loi 1 George VI, chapitre 105, aux fins suivantes:

1° Modifier l'article 95 de la loi 1 George VI, chapitre 105 et l'article 606 de la Loi des cités et villes, paragraphes 3 et 4, pour la cité de Sherbrooke, afin de lui permettre d'acquérir par voie d'expropriation:

a) des terrains appartenant à des corporations religieuses, à savoir: partie du lot 965 et partie des lots 952 et 955, dans le quartier nord de la cité de Sherbrooke;

b partie d'un terrain servant de cimetière, à savoir: partie du lot 794, dans le quartier nord de la cité de Sherbrooke.

2° Ratifier et légaliser le contrat intervenu entre la cité de Sherbrooke et l'E.T.A.A.

3° Autoriser un emprunt de $200,000. annuellement, pour améliorations urgentes au réseau électrique de la cité, pour une période de trois ans.

Et autres demandes.

Sherbrooke, ce 18 mars 1964.

Le Procureur de la requérante,
ALBERT RIVARD, C.R.

6063-13-4-o

Applications to Legislature

City of Sherbrooke

Notice is hereby given that the "City of Sherbrooke", will apply to the Legislation of the Province of Quebec at its present session, for the passing of an Act amending its charter, act 1 George VI, chapter 105, for the following purposes:

1. Modify article 95 of act 1 George VI, chapter 105 and article 606 of the Cities and Towns Act, paragraphs 3 and 4, for the city of Sherbrooke, in order to acquire by expropriation:

a) a strip of land belonging to religious institutions, being part of lots 965, 952 and 955, in the north ward, of the city of Sherbrooke;

b) a strip of cemetary land being part of lot 794, in the north ward, of the city of Sherbrooke.

2. To ratify and legalize a contract passed between the city of Sherbrooke and the E.T.A.A.

3. To borrow annually, a maximum amount of $200,000. for the next three consecutive years, said money to be used exclusively for urgent improvement works to the electrical power system.

And other purposes.

Sherbrooke, March 18, 1964.

ALBERT RIVARD, Q.C.,
Attorney for the petitioner.

6063-13-4-o

Cité de Québec

Nous donnons avis que la « cité de Québec », s'adressera au Comité des Bills Privés du Conseil Législatif, à la présente session de la Législature, pour demander de modifier sa charte de façon à lui permettre de vendre par soumissions les immeubles dont elle est devenue propriétaire et dont elle n'a pas besoin pour des fins municipales;

Pour demander de donner à la Cour municipale juridiction exclusive lorsqu'il s'agit de réclamer des frais encourus par la cité pour le remorquage

City of Quebec

Notice is hereby given that the "city of Quebec", will adress the Private Bills Committee of the Legislative Council at its present session to ask that its charter be modified in order to permit it to sell, by tenders, real estate of which the city has become proprietor and which is not needed for municipal purposes.

To ask that the municipal court be given exclusive juridiction as regards reclaiming costs incurred by the city for the towing away of

des véhicules stationnés illégalement ou qui sont une cause de nuisance dans les rues de la cité.

Québec, le 7 avril 1964.

Les Procureurs de la cité de Québec,
PELLETIER, GODBOUT,
LECLERC & BROCHU.

6229-15-4-o

vehicules which are illegally parked or which are a cause of nuisance on the streets of the city.

Quebec, April 7, 1964.

PELLETIER, GODBOUT,
LECLERC & BROCHU,
Attorneys for the city of Quebec.

6229-15-4-o

Liquidation — Avis de

Les Sablières Universelles ltée

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Les Sablières Universelles ltée », tenue le 28 septembre 1963, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 278), et que MM. Messier, Jacques, Gauthier, St-Denis & Cie, comptables agréés, ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6197-o 11430-58

Le Centre de la construction de Québec inc. Quebec Building Centre Inc.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Le Centre de la construction de Québec inc.— Quebec Building Centre Inc. », tenue le 18 août 1958, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, le tout conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation des compagnies à fonds social (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 278) et que Me Ross Drouin a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6228-o 10811-56

Winding up Notices

Les Sablières Universelles ltée

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the shareholders of "Les Sablières Universelles ltée", held on September 28, 1963, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said company be wound up voluntarily, and that it be dissolved, the whole in accordance with the provisions of the Winding-Up Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 278), and that Messrs Messier, Jacques, Gauthier, St-Denis & Cie, chartered accountants, have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary on April 3, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6197 11430-58

Le Centre de la construction de Québec inc. Quebec Building Centre Inc.

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the shareholders of "Le Centre de la construction de Québec inc.— Quebec Building Centre Inc.", held on August 18, 1958, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said company be wound up voluntarily, and that it be dissolved, the whole in accordance with the provisions of the Winding-Up Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 278), and Me Ross Drouin has been appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 7, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6228 10811-56

Ministère des Finances

The Royal Trust Company
Compagnie Trust Royal

Avis de changement de nom

Avis est donné, par les présentes, que « The Royal Trust Company », constituée en corporation par la Loi 55-56 Victoria, chapitre 79 et ses amendements, et enregistrée dans la Province sous le numéro 14, peut faire affaires soit sous le nom de « The Royal Trust Company » ou sous le nom de « Compagnie Trust Royal », tel qu'il est prévu à l'article I du Bill 194 de l'Assemblée Législative de Québec, sanctionné le 19 mars 1964.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 31 mars 1964.

Pour le Ministre des finances
de la province,
L'Inspecteur des compagnies de fidéicommis,
ROGER-A. CAMARAIRE.

6206-o

Department of Finance

The Royal Trust Company
Compagnie Trust Royal

Notice of Change of Name

Notice is hereby given that "The Royal Trust Company", incorporated by the Act 55-56 Victoria, chapter 79 and its amendments, and registered in the Province under number 14, may use, in the transaction of its business, either the name of "The Royal Trust Company" or the name of "Companie Trust Royal", pursuant to the provisions of section I of Bill 194 of the Legislative Assembly of Quebec, assented to on the 19th of March 1964.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 31st of March, 1964.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Inspector of Trust Companies.

6206-o

Ministère des Finances
Assurances

Palatine Insurance Company Limited

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Palatine Insurance Company Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec auprès de « The Canada Accident and Fire Assurance Company », dont le siège social est situé à Montréal, province de Québec, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 1er janvier 1964;

Attendu que « The Canada Accident and Fire Assurance Company » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Palatine Insurance Company Limited » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Palatine Insurance Company Limited » sont annulés à compter du 2 janvier 1964.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 25 mars 1964.

Pour le Ministre des finances de la province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

6131-14-2-o

Department of Finance
Insurance

Palatine Insurance Company Limited

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Palatine Insurance Company Limited", whose head office is situate in London, England, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "The Canada Accident and Fire Assurance Company", whose head office is situate in Montreal, Province of Quebec, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 1st of January 1964;

Whereas "The Canada Accident and Fire Assurance Company" is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "Palatine Insurance Company Limited" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Palatine Insurance Company Limited" are cancelled as from the 2nd of January, 1964.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 25th day of March, 1964.

For the Minister of Finance of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

6131-14-2-o

Département de l'Instruction publique

St-Charles

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Charles, dans le comté de St-Sauveur, en celui de Duberger, dans le même comté.

Québec, le 25 mars 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

6132-14-2-o 353-64

Aylmer Prot.

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 550, en date du 18 mars 1964, d'annexer pour les protestants seulement, le territoire actuel de la commission scolaire du canton de Hull, dans le comté de Gatineau, à la municipalité scolaire protestante d'Aylmer, dans le comté de Gatineau.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1964 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1964.

Québec, le 1er avril 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

6236-o 1561-63

Lac des Deux Montagnes Prot.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil, No 112, en date du 22 janvier 1964, d'annexer le territoire suivant actuellement non-organisé aux fins des écoles protestantes à la municipalité scolaire protes-

Department of Education

St-Charles

Notice is hereby given to change the name of the school municipality of St. Charles in the county of St. Sauveur, to Duberger, in the same county.

Quebec, March 25, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6132-14-2 353-64

Aylmer Prot.

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 550, dated March 18, 1964, to annex, for Protestants only, the present territory of the school commission of the township of Hull, in the county of Gatineau, to the Protestant school municipality of Aylmer, in the county of Gatineau.

This change will take effect, for election purposes, on June first, 1964, and for all other purposes, on July first, 1964.

Quebec, April 1, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6236 1561-63

Lake of Two Mountains Prot.

His honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 112, dated January 22, 1964, has been pleased to annex the following territory at present unorganized for protestatt school purposes, to the Protestant

tante du Lac des Deux-Montagnes, dans les comté des Deux-Montagnes et Laval:

Tout le territoire de la partie ouest de la paroisse de Ste-Rose (1941) (tel qu'indiqué sur la carte du comté de Laval émise en 1941 par le Département des terres et forêts) qui s'étend à l'ouest de la ligne allant de la rivière Jésus dans une direction sud-est entre les lots 135 et 136, les lots 133 et 138 et les lots 203 et 202 des rangs de la côté du Nord et de la petite côte Ste-Rose.

Québec, 31 mars 1964.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

6236 691-61

School Municipality of Lake of Two Mountains, in the counties of Deux-Montagnes and Laval:

All of the territory in the western part of the parish of Ste-Rose (1941) (as shown on the map of the county of Laval issued in 1941 by the Department of Lands and Forests) which lies west of the line running from Rivière Jésus in a south easterly direction between lots 135 and 136, lots 133 and 138 and lots 203 and 202 of the ranges of Côte du Nord and Petite Côte de Ste-Rose.

Quebec, March 31, 1964.
O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6236-o 691-61

Laurenvale Prot.

Il a plu à son honneur, le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil No 225, en date du 5 février 1964, d'annexer certains territoires à la municipalité des écoles protestantes de Laurenvale, dans le comté de Terrebonne.

1° Le territoire présentement sous la juridiction des syndics scolaires pour la ville de Terrebonne, dans le comté de Terrebonne, et le territoire présentement sous la juridiction des syndics des écoles protestantes pour la municipalité de Saint-Henri de Mascouche, dans le comté de L'Assomption, soient annexés, pour les fins des écoles protestantes seulement, à la municipalité des écoles protestantes de Laurenvale, dans le comté de Terrebonne;

2° Certains territoires dans la paroisse de Ste-Rose, lesquels sont présentement non organisés pour fins des écoles protestantes, soient annexés à la municipalité des écoles protestantes de Laurenvale, dans le comté de Terrebonne;

3° Les limites de la municipalité des écoles protestantes de Laurenvale, dans le comté de Terrebonne, soient changées de façon à comprendre, à la suite de l'annexion susmentionnée, le territoire suivant:

Dans le comté de Terrebonne, tout le territoire de la paroisse de Sainte-Thérèse, la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne et la ville de Terrebonne tel qu'indiqué sur la carte cadastrale de 1939 des Services cadastraux de la province de Québec.

Dans le comté de L'Assomption, tout le territoire de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche et tout le territoire s'étendant au nord-ouest du droit de passage des chemins de fer Canadien Pacifique dans la municipalité de Lachenaie tel qu'indiqué sur la carte de 1924 des Services cadastraux de la province de Québec.

Dans le comté de Laval, la ville de Sainte-Rose, la paroisse de Sainte-Rose de Lima, la municipalité de la partie ouest de la paroisse de Sainte-Rose, 1914 s'étendant au nord-est de la ligne allant de Rivière Jésus dans une direction sud-est entre les lots 135 et 136 du rang Côte du Nord, les lots 133 et 138 et les lots 203 et 202 du rang Petite Côte de Sainte-Rose, la paroisse de Saint-Elzéar de Laval s'étendant au nord-ouest de la ligne allant dans le centre du Chemin Saint-Elzéar à sa jonction avec la route 11, le long de la route 11 à la ligne divisant les rangs Côte Saint-Elzéar et Petite Côte de Sainte-Rose et le long de cette ilgne dans une direction nord-est à la limite de la paroisse mais excluant les lots 634 et 641 tel qu'indiqué sur la carte cadastrale de 1941 des Services cadastraux de la province de Québec.

Québec, 31 mars 1964.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

6236 270-63 269-63 651-63

Laurenvale Prot.

His honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 225, dated February 5, 1964, has been pleased to annex certain territories to the protestant school municipality of Laurenvale, in the county of Terrebonne.

1. The territory now under the jurisdiction of the school trustees for the town of Terrebonne, in the county of Terrebonne and the territory now under the jurisdiction of the protestant school trustees for the municipality of St. Henri de Mascouche, in the county of L'Assomption, be annexed, for the protestant school purposes only, to the Protestant School Municipality of Laurenvale, in the county of Terrebonne;

2. Certain territories in the parish of Ste Rose, which are at present unorganized for protestant school purposes, be annexed to the Protestant School Municipality of Laurenvale, in the county of Terrebonne;

3. The limits of the Protestant School Municipality of Laurenvale, in the county of Terrebonne, be changed so that it will comprise, after the three annexations above mentioned, the following territory:

In the county of Terrebonne, all of the territory of the Parish of Ste Thérèse, the Parish of St. Louis de Terrebonne and the town of Terrebonne as indicated on the 1939 cadastral map of the cadastral Services of the Province of Quebec.

In the county of L'Assomption, all of the territory of the parish of St. Henri de Mascouche and all of the territory lying north-west of the Canadian Pacific Railway's right of way in the municipality of Lachenaie as indicated on the 1924 map of the cadastral Services of the Province of Quebec.

In the county of Laval, the town of Ste Rose, the parish of Ste. Rose de Lima, the municipality of the west part of the parish of Ste. Rose, 1914 lying north-east of the line running from Rivière Jésus in a south-wasterly direction between lots 135 and 136 of the range côte du nord, lots 133 and 138 and lots 203 and 202 of the range Petite Côte de Ste-Rose, the parish of St. Elzéar de Laval lying north-west of the line which runs down the middle of the Chemin St. Elzéar to its junction with Route 11, along Route 11 to the line dividing the ranges Côte St. Elzéar and Petite Côte de Ste Rose and along this line in a north-eaterly direction to the parish boundary but excluding lots 634 and 641 as indicated on the 1941 cadastral map of the cadastral Services of the Province of Quebec.

Quebec, March 31, 1964.
O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6236-o 270-63 269-63 651-63

Les Écores Prot.

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 497, en date du 11 mars 1964, d'annexer les territoires suivants, pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire de Les Écores, dans le comté de Laval:

1) La paroisse de St-François-de-Sales;
2) La paroisse de St-Vincent-de-Paul;
3) Cette partie de la paroisse de St-Martin située au nord-est d'une ligne tracée au centre de la Route 11.

Québec, le 31 mars 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

6236-o 1376-63

Les Écores Prot.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by order in Council No. 497, dated March 11, 1964, has been pleased to annex the following territories for Protestants only, to the school municipality of Les Écores in the county of Laval:

1) The parish of St-François-de-Sales;
2) The parish of St-Vincent-de-Paul;
3) That part of the parish of St-Martin situated on the northeast of a line traced in the center of Route 11.

Quebec, March 31, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6236 1376-63

St-Thuribe

Il a plu au lieuteant-gouverneur, par arrêté en conseil No. 550, en date du 18 mars 1964, de détacher de la municipalité scolaire de St-Ubald, dans le comté de Portneuf, les lots 18 à 23 inclusivement des rangs II à IX St-Léon aussi inclusivement, compris dans les seigneuries de Grondines est et ouest; les lots 546 à 549 inclusivement du rang III St-Paul; les lots 26 à 32 inclusivement du rang du village Ste-Anne, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Thuribe, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1964 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1964.

Québec, le 2 avril 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

6236-o 232-64

St-Thuribe

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 550, dated March 18, 1964, to detach from the school municipality of St-Ubald, in the county of Portneuf, lots 18 to 23 inclusively on ranges II to IX St-Léon also inclusively, included in the seignories of Grondines east and west; lots 546 to 549 inclusively on range III in St-Paul; lots 26 to 32 inclusively on the range in the village of Ste-Anne, in order to annex them to the school municipality of St-Thuribe, in the same county.

This change will take effect, for election purposes, on June first, 1964, and for all other purposes on July first, 1964.

Quebec, April 2, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6236 232-64

Roxboro Cath.

Demande est faite d'annexer pour les catholiques seulement, le territoire actuel de la commission scolaire catholique de Roxboro, dans le comté de Jacques-Cartier, à la Commission des Écoles Catholiques de Pointe-Claire & Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier.

Québec, le 6 avril 1964.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O.-J. DESAULNIERS.

6237-15-2-o 274-64

Roxboro Cath.

Application is made to annex, for Catholics only, the present territory of the Catholic school commission of Roxboro, in the county of Jacques-Cartier, to the Catholic School Commission of Pointe-Claire & Beauconsfield, in the county of Jacques-Cartier.

Quebec, April 6, 1964.

O.-J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

6237-15-2 274-64

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de St-Antoine de Longueuil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, municipalité de la cité de Laflèche, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 208-360, 208-453, 208-497, 208-622, 208-627, 208-628, 208-690, 208-691, 208-750, 208-751, 209-612, 209-613, 209-710, 209-711 et 209-755 à 209-758 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 mars 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

6175-o

Canton de New-Richmond

Cadastre officiel du canton de New-Richmond, municipalité du canton de New-Rochmond, division d'enregistrement de Bonaventure No 1.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of St-Antoine de Longueuil

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil, municipality of the city of Laflèche, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 208-360, 208-453, 208-497, 208-622, 208-627, 208-628, 208-690, 208-691, 208-750, 208-751, 209-612, 209-613, 209-710, 209-711 and 209-755 to 209-758 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 18, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

6175-o

Township of New-Richmond

Official cadastre of the township of New-Richmond, municipality of the township of New-Richmond, registration division of Bonaventure No. 1.

Avis est par la présente donné que le lot 163 est annulé et le lot 902 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 mars 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

6175-o

Notice is hereby given that lot 163 is cancelled and lot 902 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March 19, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

6175-o

Paroisse de Notre-Dame du Sacré-Coeur

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Coeur, municipalité de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Coeur, division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que le lot 51 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 janvier 1964.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

6175-o

Parish of Notre-Dame du Sacré-Coeur

Official cadastre of the parish of Notre-Dame du Sacré-Coeur, municipality of the parish of Notre-Dame du Sacré-Coeur, registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that lot 51 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 15, 1964.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

6175-o

Ministère du Travail

Avis de modification

Garage — Rimouski

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes conformément aux dispositions de la Loi de la Convention Collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garage de la ville de Rimouski et un rayon de trois (3) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1255 du 10 novembre 1949 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret;

1° Le nouveau paragraphe « *n* » suivant sera ajouté à l'article I:

« *n*) *Gérant:* Le mot « gérant » désigne toute personne qui, à la place et au nom de son employeur, dirige et exploite, de façon permanente, l'établissement dudit employeur. »

2° Le premier alinéa du paragraphe « *a* » de l'article III sera remplacé par le suivant:

« *a*) *Mécanicien, ajusteur, machiniste, électricien, soudeur, peintre, débosseur:*

	Taux horaires		
		1/8/64	1/3/65
Classe « A »	$1.75	$1.80	$1.85
Classe « B »	1.59	1.64	1.69
Classe « C »	1.37	1.42	1.47»

3. Les paragraphes « *b* », « *c* », « *d* » et « *e* » de l'article III seront remplacés par les suivants:

« *b*) *Apprentis:*			
Première année	$0.94	$0.99	$1.04
Deuxième année	1.05	1.10	1.15
Troisième année	1.21	1.26	1.31
Quatrième année	1.32	1.37	1.42
c) Homme de service:			
Première année	0.94	0.99	1.04
Deuxième année	1.05	1.10	1.15
Troisième année	1.20	1.25	1.30
Quatrième année	1.30	1.35	1.40
d) Commis aux pièces de rechange et expéditeurs:			
Première année	0.94	0.99	1.04
Deuxième année	1.05	1.10	1.15
Troisième année	1.21	1.26	1.31
Quatrième année	1.32	1.37	1.42

Department of Labour

Notice of amendment

Garage — Rimouski

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to garage employees of the town of Rimouski and a radius of three (3) miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 1255 of November 10, 1949 and amendments, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1. The following new paragraph "*n*" will be added to article I:

"*n*) *Manager:* The word "manager" means any person who, in the place and stead of his employer, manages and operates, in a permanent manner, the establishment of said employer."

2. The first sub-paragraph of paragraph "*a*" of article III will be replaced by the following:

"*a*) *Mechanic, fitter, machinist, electrician, welder, painter, body worker:*

	Hourly rates		
		1/8/64	1/3/65
Class "A"	$1.75	$1.80	$1.85
Class "B"	1.59	1.64	1.69
Class "C"	1.37	1.42	1.47"

3. Paragraphs "*b*", "*c*", "*d*" and "*e*" of article III will be replaced by the following:

"*b*) *Apprentices:*			
1st year	$0.94	$0.99	$1.04
2nd year	1.05	1.10	1.15
3rd year	1.21	1.26	1.31
4th year	1.32	1.37	1.42
c) Service man:			
1st year	0.94	0.99	1.04
2nd year	1.05	1.10	1.15
3rd year	1.20	1.25	1.30
4th year	1.30	1.35	1.40
d) Spare parts clerk and shippers:			
1st year	0.94	0.99	1.04
2nd year	1.05	1.10	1.15
3rd year	1.21	1.26	1.31
4th year	1.32	1.37	1.42

	Taux horaires		
		1/8/64	1/3/65
e) Vulcanisateurs:			
Première année	$0.94	$0.99	$1.04
Deuxième année	1.05	1.10	1.15
Troisième année	1.21	1.26	1.31
Quatrième année	1.32	1.37	1.42
f) Commissionnaire:			
Première année	0.94	0.99	1.04
Deuxième année	1.05	1.10	1.15
Troisième année	1.21	1.26	1.31

Note: Les salaires supérieurs aux taux minima fixés dans le présent décret ne peuvent être diminués d'aucune façon pendant sa durée. »

4° L'article IV sera remplacé par le suivant:

« IV. *Durée du travail: a) Travail régulier:* 1° Pour tous les employés, sauf pour les employés des stations de service et débits d'essence, la semaine régulière de travail est de quarante-neuf (49) heures.

2° Pour l'équipe de jour, les heures régulières de travail sont réparties entre 8 a.m. et 6 p.m., avec un maximum de neuf (9) heures par jour du lundi au vendredi inclusivement et entre 8 a.m. et midi, le samedi.

3° Pour l'équipe de nuit, les heures régulières de travail sont réparties entre 7 p.m. et 6 a.m., avec un maximum de neuf (9) heures par nuit. Dans ce cas, le taux régulier de salaire est majoré à la hausse de dix pour cent (10%). Pour être considéré sur l'équipe de nuit, un salarié doit avoir fait six (6) jours consécutifs de travail aux heures mentionnées pour cette équipe.

4° Pour les employés des stations de service et débits d'essence, la semaine régulière de travail est de cinquante-quatre (54) heures, réparties suivant les besoins de l'établissement entre 7 a.m. et 11 p.m. du lundi au samedi inclusivement, avec un maximum de neuf (9) heures dans une même journée.

5° Au moins une (1) heure sera allouée à l'employé pour chaque repas.

b) Travail supplémentaire: 1° Sauf dans les stations de service et les débits d'essence, tout travail exécuté en dehors des heures régulières de chaque jour doit être rémunéré à raison de salaire et demi, sauf pour les premières trente (30) minutes, si le travail ne dépasse pas cette période.

2° Pour l'équipe de jour, tout travail exécuté en dehors ou en plus des heures régulières de travail, doit être rémunéré à raison de salaire et demi, sauf pour les premières trente (30) minutes, si le travail ne dépasse pas cette période. Cependant, le travail exécuté de minuit à 8 a.m. du lundi au samedi matin inclusivement et de 5 p.m. à minuit le samedi, doit être rémunéré à raison de salaire double.

3° Dans les stations de service et les débits d'essence, tout travail exécuté en dehors ou en plus des heures mentionnées doit être rémunéré à raison de salaire et demi.

4° Tout salarié qui travaille le dimanche ou les jours de fêtes chômées, doit être rémunéré à raison de salaire double.

5° Tout salarié qui travaille dans un débit d'essence le dimanche ou les jours de fêtes chômées doit être rémunéré de la façon suivante: soit à raison de salaire et demi s'il y a six débits d'essence au moins d'ouverts ou soit à raison de salaire double, s'il y a plus de six débits d'essence d'ouverts.

6° Tout employé qui doit revenir travailler après ses heures régulières de travail doit recevoir une rémunération minimum équivalente à deux (2) heures à temps simple. Cependant, pour les stations de service cette rémunération minimum sera d'une (1) heure. »

	Hourly rates		
		1/8/64	1/3/65
e) Vulcanizer:			
1st year	$0.94	$0.99	$1.04
2nd year	1.05	1.10	1.15
3rd year	1.21	1.26	1.31
4th year	1.32	1.37	1.42
f) Delivery man:			
1st year	0.94	0.99	1.04
2nd year	1.05	1.10	1.15
3rd year	1.21	1.26	1.31

Note: Wages higher than the minimum rates determined in the present decree shall not be reduced, in any way, for its entire duration."

4. Article IV will be replaced by the following:

"IV. *Duration of work: a) Regular work:* 1. For all employees, except for service men in service stations and gasoline stations, the standard work week shall consist of forty-nine (49) hours.

2. For the day shift, the regulars hours of work shall be distributed between 8:00 a.m. and 6:00 p.m. with a maximum of nine (9) hours per day from Monday to Friday inclusively and between 8:00 a.m. and noon on Saturday.

3. For the night shift, the regular hours of work shall be distributed between 7:00 p.m. and 6:00 a.m., with a maximum of nine (9) hours per night. In such case, the regular rate of wage is increased by ten percent (10%). To be considered as working on a night shift, the employee must have worked six (6) consecutive days at the hours determined for this shift.

4. For employees in service stations and gasoline stations, the regular work week shall consist of fifty-four (54) hours, distributed as required between 7:00 a.m. and 11:00 p.m. from Monday to Saturday inclusively, with a maximum of nine (9) hours in the same day.

5. At least one (1) hour shall be allowed to the employee for each meal.

b) Overtime: 1. Except in service stations and gasoline stations, all work executed outside the regular hours of each day shall be remunerated at the rate of time and one half, except for the first thirty (30) minutes if overtime does not exceed thirty (30) minutes.

2. For the day shift, all time worked outside or beyond the regular hours shall be remunerated at the rate of time and one half, except for the first thirty (30) minutes if overtime does not exceed thirty (30) minutes. However, the worked from midnight to 8:00 a.m. from Monday to Saturday morning inclusive and from 5:00 p.m. to midnight on Saturday, shall be remunerated at the rate of double time.

3. In service stations and gasoline stations, all time worked outside or beyond the hours mentioned shall be remunerated at the rate of time and one half.

4. Every employee working on Sunday or holidays shall be remunerated at the rate of double time.

5. Every employee working in a service station on Sunday or holidays shall be remunerated as follows: At the rate of time and one half if six gasoline stations or less are open or at the rate of double time if more than six gasoline stations are open.

6. Every employee called back after his regular hours of work shall be paid a remuneration equivalent to two (2) hours at straight time. However, in gasoline stations, this minimum remuneration shall be for one (1) hour."

5° Le paragraphe « *b* » de l'article V sera remplacé par les suivants:

« *b*) *Jours chômés et payés:* Dans tous les établissements régis par le présent décret, il n'y a pas de travail le Premier de l'An, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, le Jour de la fête du Travail et le Jour de Noël. Les salariés doivent être payés comme s'ils avaient travaillé toute la journée, mais à la condition que les fêtes mentionnées ne tombent pas un dimanche et à la condition qu'ils aient travaillé dans le mois de calendrier où tombe cette fête.

Cependant, les jours suivants: soit le 2 janvier, le 6 janvier et le 26 décembre seront considérés comme jours chômés et non payés. »

6° Le nouvel article VI suivant sera ajouté:

« VI. *Apprentissage: a*) Tout employeur professionnel doit faire connaître mensuellement au Comité paritaire la classification de chacun de ses employés.

b) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé, doivent recevoir un crédit proportionné à la moitié de la durée de leurs études et au résultat de leurs examens. »

7° L'article IX sera remplacé par les suivants:

« IX. *Assurance-groupe:* Chaque employeur s'engage à maintenir ou améliorer le plan d'assurance-collective actuellement en vigueur jusqu'à la signature d'une nouvelle convention.

De plus, un comité de six (6) membres, dont trois (3) membres seront nommés par le Syndicat et trois (3) membres par l'Association Patronale, sera formé pour étudier tout le problème de l'assurance-collective présentement en vigueur dans différents établissements et chaque employeur partie à la présente s'engage à fournir à ce comité, la police maîtresse détenue avec l'assureur, le coût total de la prime, la prime payée par chacun de ses salariés couvert par ledit plan et/ou tout autre renseignement dont aurait besoin le comité. Le comité se réunira une fois par mois ou au besoin. Le comité fera ses propres règlements ainsi que son plan de travail.

X. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 juillet 1966. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne un avis écrit à ce contraire à l'autre partie, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration ou avant le 31 juillet de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.

Le présent décret restera en vigueur durant les négociations et jusqu'à ce qu'une nouvelle entente soit signée. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 avril 1964. 6199-o

5. Paragraph "*b*" of article V will be replaced by the following:

"*b*) *Holidays with pay:* In all establishments governed by the decree, there shall be no work on New Year's Day, St-John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day and Christmas Day. The employees shall receive their full wages as if they had worked all day providing the said holidays do not fall on Sunday and providing also that they have worked in the calendar month where the holiday occurs.

However, the following days: to wit January 2, January 6 and December 26 shall be considered as holidays without pay."

6. The following new article VI will be added:

"VI. *Apprenticeship: a*) Every professional employer shall submit to the Parity Committee the classification of every one of his employee.

b) The apprentices who have attended a school regulated by the Specialized Schools Act shall be given an apprenticeship credit based on half the duration of their studies and the results of their examinations."

7. Article IX will be replaced by the following ones:

"IX. *Group Insurance:* Every employer agrees to maintain or improve the collective insurance plan actually in force until the signing of a new agreement.

Also, a Committee of six (6) members, three (3) of which to be designated by the Union and three (3) by the employers' association, shall be formed to study the whole problem of the collective insurance now in force in various establishments, and every employer who is a contracting party agrees to supply such Committee with the master policy issued by the underwriter, and mention the total cost of the premium, the premium paid by every employee covered by the said plan and/or any other information that may be required by the Committee. The Committee shall meet once a month or as required. The Committee shall draft its own by-laws as well as its working plan.

X. *Duration of the decree:* The present decree shall remain in force until July 31, 1966. It then renews itself automatically from year to year, unless either contracting party notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the rhirtieth (30th) day prior to the date of its expiration or prior to July 31, of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

The present decree shall remain in force during the negotiations and until a new agreement is signed."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which cannot come into force before the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 11, 1964. 6199-o

Avis de modification

Industrie de la boîte de carton
Province de Québec

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton de la province de Québec lui a présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes au décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal.

« 1° Le paragraphe « D'une part », concernant les parties contractantes patronales sera modifié comme suit:

a) Ajouter le nom suivant: « Standard Paper Box (1964) Ltd. »

b) Biffer les noms suivants: « Standard Paper Box Mfg. Ltd., Cartons Limited, Altantic Paper Box Co. Ltd., Cormier Paper Box Co. Ltd. ».

2° Le paragraphe « Et d'autre part », concernant les parties contractantes syndicales sera modifié comme suit:

a) Biffer les noms suivants: « Le Syndicat Catholique et National des Ouvriers de Spécialités en Bois de l'Épiphanie, Cartons Employees' Amical Association.

3° Les paragraphes « *a* », « *b* », « *d* », « *e* », « *f* » et « *g* » de l'article III, (Salaires minima) seront remplacé par les suivants:

a) *Salariées (Femmes):*

Notice of amendment

Paper Box Industry
Province of Quebec

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec has petitioned him to submit to the approval and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree No. 1884 of November 12, 1947 and its amendments, relating to the paper box industry in the district of Montreal, to wit:

1. Paragraph "on the one part" relatign to the employer contracting parties will be modified as follows:

a) Add the name of the following firm: "Standard Paper Box (1964) Ltd."

b) Delete the names of the following firms: "Standard Paper Box Mfg. Ltd., Cartons Limited Atlantic Paper Box Co. Ltd., Cormier Paper Box Co. Ltd.".

2. Paragraph "and, on the other part," relating to the employee contracting parties will be modified as follows:

a) Delete the names of the following Syndicates: "Le Syndicat Catholique et National des Ouvriers de Spécialités en Bois de l'Épiphanie, Cartons Amical Employees Association."

3. Paragraphs "*a*", "*b*", "*d*", "*e*", "*f*" and "*g*" of article III, (Minimum Wage Rates) will be replaced by the following ones:

a) *Female employees:*

DÉPARTEMENT DES BOITES RIGIDES — SET-UP BOX DEPARTMENT

	Taux horaires minima — Minimum hourly rates					
	Zone I			*Zone II*		
	Publication Décret — *Decree*	*À compter du 1 mars* — *From March 1 1965*	*À compter du 1 août* — *From Aug. 1 1965*	*Publication Décret* — *Decree*	*À compter du 1 mars* — *From March 1 1965*	*À compter du 1 août* — *From Aug. 1 1965*
Contremaîtresse — Forelady	$1.22	$1.24	$1.27	$1.17	$1.19	$1.22
Travailleuse à la main, classe « A » — Hand worker, class "A"	1.16	1.18	1.21	1.11	1.13	1.16
Travailleuse à la main, classe « B » — Hand worker, class "B"	1.07	1.09	1.12	1.03	1.05	1.08
Travailleuse posant étiquettes à la main — Hand labeller	1.05	1.07	1.10	1.01	1.03	1.06
Mécanicienne, machine à couvrir — Covering machine operator	1.07	1.09	1.12	1.03	1.05	1.08
Mécanicienne, machine à renforts — Staying machine operator	1.07	1.09	1.12	1.03	1.05	1.08
Mécanicienne, machine « enchemisage » — Wrapper operator	1.07	1.09	1.21	1.03	1.05	1.08
Mécanicienne, machine à poser les dessus — Top-piece machine operator	1.07	1.09	1.12	1.03	1.05	1.08
Mécanicienne, machine à poser les étiquettes — Labelling machine operator	1.07	1.09	1.12	1.03	1.05	1.08
Mécanicienne, gommeuse filée à la main — Hand-fed gummer operator	1.03	1.05	1.08	0.99	1.01	1.04
Préposée à l'emballage et ficelage — Packer and tier	1.05	1.07	1.10	1.01	1.03	1.06
Fileuse machine à renforts à 4 coins — Feeder, four-corner staying machine	1.03	.105	1.08	0.99	1.01	1.04
Mécanicienne, machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator	1.07	1.09	1.12	1.03	1.05	1.08
Fileuse, machine auto. à assembler ou former les boîtes — Feeder auto. box assembling or forming machine	1.03	1.05	1.08	0.99	1.01	1.04

	Taux horaires minima — Minimum hourly rates Zone I			Zone II		
	Publication Décret — Decree	À compter du 1 mars — From March 1 1965	À compter du 1 août — From Aug. 1 1965	Publication Décret — Decree	À compter du 1 mars — From March 1 1965	À compter du 1 août — From Aug. 1 1965
Mécanicienne sur machines non classifiées plus haut — Operator on machines not classified above	$1.04	$1.06	$1.09	$1.00	$1.02	$1.05
Fileuse sur machines non classifiées plus haut — Feeders on machines not classified above.	1.03	1.05	1.08	0.99	1.01	1.04
DÉPARTEMENT DES BOITES PLIANTES — FOLDING BOX DEPARTMENT						
Contremaîtresse — Forelady	$1.27	$1.29	$1.32	$1.22	$1.24	$1.27
Mécanicienne de machine à piquer — Stitcher operator	1.12	1.14	1.17	1.08	1.10	1.13
Colleuse à la main — Hand gluer	1.08	1.10	1.13	1.04	1.06	1.09
Éplucheuse — Stripper	1.10	1.12	1.15	1.06	1.08	1.11
Plieuse — Folder	1.10	1.12	1.15	1.06	1.08	1.11
Préposée à l'emballage et ficelage — Packer and tier	1.10	1.12	1.15	1.06	1.08	1.11
Fileuse, machine auto. à coller — Auto. glueing machine feeder	1.08	1.10	1.13	1.04	1.06	1.09
Fileuse, machine auto. cellophane — Auto. cello. macine feeder	1.08	1.10	1.13	1.04	1.06	1.09
Fileuse, machine Brightwood — Brightwood machine feeder	1.08	1.10	1.13	1.04	1.06	1.09
Mécanicienne, machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator	1.12	1.14	1.17	1.08	1.10	1.13
Fileuse, machine auto. à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto. box assembling or forming machine	1.08	1.10	1.13	1.04	1.06	1.09
Mécanicienne sur machines non classifiées plus haut — Operators on machines not classified above	1.09	1.11	1.14	1.05	1.07	1.10
Fileuse sur machines non classifiées plus haut — Feeders on machines not classified above.	1.08	1.10	1.13	1.04	1.06	1.09

b) Échelle de base: Salariées (Femmes): L'échelle de base des salariées est la suivante:

b) Basic wage scale: Female: The basic wage scale of female employees shall be as follows:

Premier six (6) mois — First six (6) months	$0.80	$0.77
Deuxième six (6) mois — Second six (6) months	0.82	0.79
Par la suite — Thereafter	0.86	0.82

Le temps de service acquis par chacune des salariées au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

The period of service of an employee at the time of coming into force of the present decree shall be taken into consideration to determine her wage rate in accordance with the above wage scale.

d) Salariés (Hommes):

d) Male employees:

DÉPARTEMENT DES BOITES RIGIDES — SET-UP BOX DEPARTMENT						
Contremaître — Foreman	$1.98	$2.02	$2.06	$1.90	$1.94	$1.98
Assistant contremaître — Assistant foreman	1.81	1.85	1.89	1.73	1.77	1.81
Mécanicien « Creaser » — Creasing operator	1.68	1.72	1.76	1.61	1.65	1.69
Mécanicien, marqueuse mitrailleuse — Scorer	1.68	1.72	1.76	1.61	1.65	1.69
Mécanicien, guillotine, 1ère classe — Cutter on knife, first class	1.71	1.75	1.79	1.64	1.68	1.72
Mécanicien, guillotine, 2ième classe — Cutter on knife second, class	1.59	1.63	1.67	1.53	1.57	1.61
Mécanicien, monteuse simple — End-piece operator, single	1.55	1.59	1.63	1.49	1.53	1.57
Mécanicien, monteuse double — End-piece operator, double	1.58	1.62	1.66	1.52	1.56	1.60
Mécanicien, machine à renforts à 4 coins — Four-corner stayer operator	1.63	1.67	1.71	1.56	1.60	1.64
Fileur, machine à renforts à 4 coins — Feeder, four-corner staying machine	1.42	1.46	1.50	1.36	1.40	1.44
Mécanicien, machine emporte-pièce — Punch operator	1.45	1.49	1.53	1.39	1.43	1.47

	Taux horaires minima — Minimum hourly rates Zone I			Zone II		
	Publication Décret — Decree	À compter du 1 mars — From March 1 1965	À compter du 1 août — From Aug. 1 1965	Publication Décret — Decree	À compter du 1 mars — From March 1 1965	À compter du 1 août — From Aug. 1 1965
Préposé à la mise en train Stoke & Smith — Wrapper make-ready man	$1.62	$1.66	$1.70	$1.55	$1.59	$1.63
Préposé à la scie circulaire — Circular saw operator	1.46	1.50	1.54	1.40	1.44	1.48
Bobineur — Slitter operator	1.49	1.53	1.57	1.43	1.47	1.51
Presseur de rebuts — Bale press operator	1.44	1.48	1.52	1.38	1.42	1.46
Mécanicien, machine à assembler ou fermer les boîtes — Box assembling or forming machine operator	1.55	1.59	1.63	1.49	1.53	1.57
Préposé à la mise en train machine auto. à assembler ou former les boîtes — Auto. box assembling or forming machine make-ready man	1.73	1.77	1.81	1.66	1.70	1.74
Fileur, machine auto. à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto. box assembling or forming machine	1.42	1.46	1.50	1.36	1.40	1.44
Mécanicien sur machines non classifiées plus haut — Operators on machines not classified above	1.43	1.47	1.51	1.37	1.41	1.45
Fileur sur machines non classifiées plus haut — Feeders on machines not classified above	1.42	1.46	1.50	1.36	1.40	1.44
Département des Boites Pliantes — Folding Box Department						
Contremaître — Foreman	$2.04	$2.08	$2.12	$1.95	$1.99	$2.03
Assistant contremaître — Assistant foreman	1.86	1.90	1.94	1.78	1.82	1.86
Faiseur de matrice — Die maker	1.90	1.94	1.98	1.82	1.86	1.90
Assistant faiseur de matrice — Assistant die-maker	1.51	1.55	1.59	1.45	1.49	1.53
Préposé à la mise en train machine auto. à coller — Auto. glueing machine makeready man	1.78	1.82	1.86	1.71	1.75	1.79
Préposé à la mise en train machine Brightwood — Brightwood machine makeready man	1.68	1.72	1.76	1.61	1.65	1.69
Fileur machine Brightwood — Feeder, Brightwood machine	1.47	1.51	1.55	1.41	1.45	1.49
Préposé à la mise en train, machine Indman — Indman machine makeready man	1.68	1.72	1.76	1.61	1.65	1.69
Préposé à la mise en train, machine à cirer — Waxing machine makeready man	1.48	1.52	1.56	1.42	1.46	1.50
Préposé à la mise en train, machine auto. cellophane — Auto. cellophane machine make-ready man	1.78	1.82	1.86	1.71	1.75	1.79
Fileur, machine auto. cellophane — Feeder, auto. cellophane machine	1.47	1.51	1.55	1.41	1.45	1.49
Mécanicien guillotine, 1ère classe — Cutter on knife, 1st class	1.76	1.80	1.84	1.69	1.73	1.77
Mécanicien guillotine, 2ième classe — Cutter on knife, 2nd class	1.64	1.68	1.72	1.58	1.62	1.66
Mécanicien de machine à transporter et empiler motorisée — Power staker lift truck operator	1.54	1.58	1.62	1.48	1.52	1.56
Pressier, presse, cylindrique à découper — Cylinder Box pressman	1.76	1.80	1.84	1.69	1.73	1.77
Fileur, presse cylindrique à découper — Feeder, cylinder box press	1.50	1.54	1.58	1.44	1.48	1.52
Pressier, presse plateau à découper — Platen die cutting pressman	1.67	1.71	1.75	1.60	1.64	1.68
Fileur, presse plateau à découper — Feeder, platen die cutting press	1.50	1.54	1.58	1.44	1.48	1.52
Éplucheur — Stripper	1.46	1.50	1.54	1.40	1.44	1.48
Presseur de rebuts — Bale press operator	1.49	1.53	1.57	1.43	1.47	1.51
Préposé à l'emballage et ficelage — Packer and tier	1.41	1.45	1.49	1.36	1.40	1.44
Mécanicien, machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator	1.60	1.64	1.68	1.54	1.58	1.60

	Taux horaires minima — Minimum hourly rates					
	Zone I			Zone II		
	Publication Décret — Decree	À compter du 1 mars — From March 1 1965	À compter du 1 août — From Aug. 1 1965	Publication Décret — Decree	À compter du 1 mars — From March 1 1965	À compter du 1 août — From Aug. 1 1965
Préposé à la mise en train, machine auto. à assembler ou former les boîtes — Auto. box assembling or forming machine make-ready man	$1 78	$1.82	$1.86	$1.71	$1.75	$1.79
Fileur, machine auto. à assembler ou former les boîtes — Feeder auto. box assembling or forming machine	1.47	1.51	1.55	1.41	1.45	1.49
Mécanicien sur machines non classifiées plus haut — Operators on machines not classified above	1.48	1.52	1.56	1.42	1.46	1.50
Fileur sur machines non classifiées plus haut — Feeders on machines not classified above	1.47	1.51	1.55	1.41	1.45	1.49
Général — General:						
Électricien — Electrician	1.73	1.77	1.81	1.66	1.70	1.74
Machiniste, 1ère classe — Machinist, 1st class	1.73	1.77	1.81	1.66	1.70	1.74
Préposé à l'entretien et réparation — Maintenance and repairman	1.56	1.60	1.64	1.50	1.54	1.58
Expéditeur — Shipper	1.67	1.71	1.75	1.60	1.64	1.68
Assistant expéditeur — Assistant shipper	1.48	1.52	1.56	1.42	1.46	1.50
Chauffeur de camion — Truck driver	1.56	1.60	1.64	1.50	1.54	1.58
Gardien — Watchman	1.44	1.48	1.52	1.39	1.43	1.47
Chauffeur de bouilloires — Boiler fireman	1.50	1.54	1.58	1.43	1.47	1.51
Mécanicien de machines fixes — Stationary engineman	1.57	1.61	1.65	1.50	1.54	1.58
	Par semaine — Per week					
Chef-mécanicien:						
2e classe — 2nd class	$84.23	$86.39	$88.55	$81.10	$83.26	$85.42
3e classe — 3rd class	76.18	78.34	80.50	73.63	75.79	77.95

e) *Échelle de base (salariés):* 1° L'échelle de base des salariés est la suivante pour les employés de 18 ans et plus:

e) *Basic wage scale: male employees:* 1° The basic wage scale of male employees being 18 years of age or over shall be as follows:

Premier six (6) mois — First six (6) months	$1.04	$1.00
Deuxième six (6) mois—Second six (6) months	1.08	1.04
Par la suite — Thereafter	1.15	1.11

2° L'échelle de base des salariés est la suivante pour les employés de moins de 18 ans:

2° The basic wage scale of male employees being under 18 years of age shall be as follows:

Premier six (6) mois — First six (6) months	$0.80	$0.77
Deuxième six (6) mois—Second six (6) months	0.82	0.79
Par la suite — Thereafter	0.85	0.82

Le nombre d'employés masculins n'ayant pas 18 ans et remunérés sous cet article ne doit pas dépasser 10% du nombre total des salariés au travail.

Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, tout salarié n'ayant pas 18 ans et travaillant à une opération classifiée ne doit pas recevoir moins que le taux de salaire minimum de cette opération, sujet à la clause d'apprentissage.

3° Le temps de service acquis par chacun des salariés au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut metnionnée. »

The number of male employees under 18 years of age and remunerated under this section shall not exceed 10% of the total number of employees at work.

Notwithstanding the provisions of the above paragraphs, any male under 18 years of age employee and working at a classified operation shall not receive less than the minimum wage rate of the said operation, subject to the apprenticeship clause.

3° The period of service of employees at the date of the coming into force of the present decree shall be taken into consideration to determine their wages in the relation to the above basic scale."

f) *Salariées — Femmes:*

f) *Female employees:*

DÉPARTEMENT DES BOITES DE MÉTAL — METAL BOX DEPARTMENT

1. Mécanicienne de machines, fileuse, colleuse à la main — Operator on machines, feeder, hand gluer	$1.03	$1.05	$1.08	$1.03	$1.05	$1.08

	Taux horaires minima — Minimum hourly rates					
	Zone I			Zone II		
	Publication Décret — Decree	À compter du 1 mars — From March 1 1965	À compter du 1 août — From Aug. 1 1965	Publication Décret — Decree	À compter du 1 mars — From March 1 1965	À compter du 1 août — From Aug. 1 1965
2. Aide général (Échelle de base) — General helper (Basic Wage Scale):						
Premier six (6) mois — First six (6) months	$0.80			$0.80		
Deuxième six (6) mois—Second six (6) months	0.82			0.82		
Par la suite — Thereafter	0.85			0.85		

Le temps de service acquis par chacune des salariées au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

3° *Apprentissage: salariées (femmes):*

Premier semestre:

20% moins que le minimum.

Deuxième semestre:

10% moins que le minimum.

Le nombre des apprenties ne doit pas dépasser 25% du nombre total des salariées au travail pour les opérations classifiées ci-haut mentionnées.

Nonobstant les dispositions de cet article, aucune apprentie ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel elle a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base a préséance en tout temps.

The period of service of an employee at the time of coming into force of the present decree shall be taken into consideration to determine her wage rate in accordance with the above wage scale.

3. *Apprenticeship, Female employees:*

First six (6) months:

20% less than minimum rate.

Second six (6) months:

10% less than minimum rate.

The number of female apprentices shall not exceed 25% of the total number of female employees engaged on the above classified operations.

Notwithstanding the provisions of the present section, no female apprentice shall receive a remuneration less than the basic wage rate to which she is normally entitled the basic wage rate shall prevail at all times."

g) Salariés: Hommes:				*g) Male employees:*		
1. Mécanicien de machine à découper, marqueuse-mitrailleuse, guillotine, press « clicker », presse à rebuts, chauffeurs de camion, hommes de métier et autres machines du genre.— Operator on die cut machines, scorer, cutter on knife, clicker press, waste press, truck driver, tradesman and other machines of comparable type	$1.29	$1.33	$1.37	$1.29	$1.33	$1.37
2. Mécanicien de machine à couvrir, machine à enchemisage (wrapper), éplucheur, préposé à l'emballage et ficelage, machine à marquer (stamping), machine à percer et autres machines du genre.— Operator on covering machines, wrapper, stripper packer and tier, stamping machine and other machines of comparable type	1.08	1.12	1.16	1.08	1.12	1.16
3. Aide général (Échelle de base) — General helper (Basic wage scale):						
a) Employés ayant 18 ans et plus — Employees 18 years of age or over:						
Premier six (6) mois — First six (6) months	0.99			0.99		
Deuxième six (6) mois—Second six (6) months	1.04			1.04		
Par la suite — Thereafter	1.09			1.09		
b) Employés ayant moins de 18 ans — — employees under 18 years of age:						
Premier six (6) mois — First six (6) months	0.80			0.80		
Deuxième six (6) mois—Second six (6) months	0.82			0.82		
Par la suite — Thereafter	0.85			0.85		

Le nombre d'employés masculins n'ayant pas 18 ans et rémunérés sous cet article ne doit pas dépasser 10% du nombre total d s salariés au travail.

Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, tout salariés n'ayant pas 18 ans te travaillant à une opération classifiée ne doit pas recevoir moins que le taux de salaire minimum de cette opération, sujet à la clause d'apprentissage.

Le temps de service acquis par chacun des salariés au moment de l'entrée en vigueur du

The number of male employees under 18 years of age and remunerated under this section shall not exceed 10% of the total number of employees at work.

Notwithstanding the provisions of the above paragraphs, any male employee under 18 years of age and working at a classified operation shall not receive less than the minimum wage rate of the said operation, subject to the apprenticeship clause.

The period of service of employees at the date of the coming into force of the present

présent décret, doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

4° *Apprentissage: Salariés (hommes):*

Premier semestre:

20% moins que le minimum.

Deuxième semestre:

10% moins que le minimum.

Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser 25% du nombre total des salariés au travail pour des opérations classifiées ci-haut mentionnées, excepté pour les chauffeurs de bouilloires et les mécaniciens de machines fixes.

Nonobstant les dispositions de cet article, aucun apprenti ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel il a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base a préséance en tout temps.

Sauf pour les dispositions précitées, les dispositions régissant les heures et les jours de la semaine de travail, la prime pour surtemps et le travail de nuit, les fêtes payées, les vacances payées et autres conditions de travail stipulées au décret, seront les mêmes que celles régissant la fabrication des boîtes de carton.

h) Opérations différentes: Un salarié occupé au cours de la semaine, mais de façon régulière, à divers travaux pour lesquels des taux horaires différents sont spécifiés dans le décret, est considéré comme appartenant à la catégorie des salariés les mieux rémunérés et doit être payé au tarif de cette catégorie.

Cependant, lorsque par exception, un salarié au cours d'une semaine est appelé à faire un travail autre que celui de son emploi régulier et classifié dans une catégorie différente à un taux supérieur à la sienne, il doit être payé à ce taux supérieur pour le temps seulement qu'il a fait dans cette occupation occasionnelle. »

4° Les paragraphes « *e* » (Travail de nuit) et « *f* », de l'article IV, heures de travail, seront biffés et remplacés par les suivants:

« *e*) *Travail de nuit:* Les salariés d'une équipe de nuit doivent être rémunérés sur la base de quinze pour cent (15%) de plus que les taux de l'équipe de jour, mais cette prime pour travail de nuit ne doit pas excéder un maximum de trente-deux cents ($0.32) de l'heure. Tout rémunération pour travail supplémentaire doit comprendre ce quinze pour cent (15%).

Nonobstant les stipulations ci-haut mentionnées, cette prime pour travail de nuit ne s'applique pas dans le cas des gardiens, chauffeurs de bouilloires (stokers) ainsi que des mécaniciens de machines fixes, lesquels doivent être rémunérés sur la base d'une équipe de jour, en autant que ces salariés exécutent exclusivement les fonctions de leur classification et ne sont pas affectés à des opérations ayant trait à la production. »

« *f*) Nonobstant les stipulations ci-haut mentionnées, dans toute semaine contenant une des fêtes statutaires énumérées à l'article V du présent décret, il est permis de travailler un total de neuf heures et trois quart (9¾) à temps simple en surplus et au delà des heures régulières de travail, pourvu que ces heures soient travaillées au cours d'une période de six (6) jours précédant ou suivant une telle fête statutaire observée et que pas plus d'une heure et trois quarts (1¾) soient travaillées chaque jour en surplus et au delà des heures régulières de chaque jour et pas plus de quatre (4) heures le samedi jusqu'à 12.00 a.m. (midi). Les heures ainsi travaillées à temps simple ne doivent en aucun temps excéder un total de neuf heures et trois quarts (9¾) pour chaque congé observé, ou excéder un total de quarante (40) heures travaillées au cours de ladite semaine.

decree shall be taken into consideration to determine their wages in relation to the above basic scale.

4. *Apprenticeship, Male employees:*

First six (6) months:

20% less than minimum rate.

Second six (6) months:

10% less than minimum rate.

The number of male apprentices shall not exceed 25% of the total number of male employees engaged on the above classified operations, except stokers and stationary enginemen.

Notwithstanding the provisions of the present article, no male apprentice shall receive a remuneration less than the basic wage rate to which he is normally entitled. The basic wage rate shall prevail at all times.

With the exception of the above, the provisions regulating the hours of work, work week, overtime and night premium, paid holidays, paid vacations and other working conditions stipulated by the decree, shall be the same as those regulating the manufacture of paper boxes."

h) Various operations: An employee who regularly performs, during the week, various operations for which different hourly rates are specified in the decree, shall be considered as belonging to that category of employees receiving the highest rate of pay, and paid accordingly.

However, should an employee be called occasionally during one week, to perform an operation other than his regular work and classified in a different category for which a higher rate than his is established, he shall receive such higher rate only for the time worked in the said occasional occupation.

4. Paragraphs "*e*" (Night Work), and "*f*" of article IV, (Hours of Work) will be deleted and replaced by the following ones:

"*e*) *Night Work:* Night work shall be paid on the basis of fifteen per cent (15%) in excess of the regular rate of pay of the day shift, but such premium for night work shall not exceed a maximum of thirty-two ($0.32) cents per hour. Any remuneration for overtime work shall include this fifteen per cent (15%).

Notwithstanding the above provision, this premium for night work shall not apply to watchmen, boiler firemen (stokers) and stationary enginemen, they shall be remunerated on the basis of a day shift providing they are employed exclusively as such and are not performing any operation pertaining to production work."

"*f*) Notwithstanding the above provisions, any week in which occurs a statutory holiday mentioned in Section V of this Decree, it will be permitted to work a total of nine and three quarters (9 ¾) hours at regular time rate over and above the regular hours, providing such hours are worked over a six-day (6) period preceding and following the observed holiday and that not more than one and three quarters (1¾) hours are worked each day over and above the regular daily hours and not more than four (4) hours on Saturday morning up till twelve o'clock noon. Hours so worked at regular time, shall not exceed at any time a total of nine and three quarters (9 ¾) hours for each observed holiday, nor a total of forty (40) hours worked during that week.

Tout travail exécuté le samedi après-midi ainsi que tout travail exécuté le dimanche, doit être rémunéré aux taux double de salaire.

Toutefois, les préposés à l'entretien et à la réparation peuvent travailler à temps simple le samedi après-midi, en autant que pas plus de neuf heures et trois quarts (9¾) soient travaillées au cours de cette journée là.

Cette clause ne s'applique pas dans le cas d'une fête tombant un samedi ou un dimanche. »

5° Le sous-paragraphe suivant sera ajouté au paragraphe « *c* » de l'article V, (Jours de fêtes chômées):

« Les salariés éligibles pour un congé payé et qui sont requis de travailler lorsque l'atelier est fermé à la suite de l'observance d'un tel congé, doivent recevoir la valeur du congé payé en surplus du taux de surtemps à temps et demi, ou bien pourront, à la discrétion de l'employeur, recevoir une journée de congé payée à une date mutuellement acceptable au salarié et à l'employeur. Toutefois, une telle journée de congé payée doit être accordée ou prise au cours d'une période de quatre (4) semaines suivant la date du congé impliqué, incluant la semaine contenant le congé en question. »

6° Le sous-paragraphe suivant sera ajouté au paragraphe « *d* » (Fêtes payées) de l'article VI, (Travail d'imprimerie):

« 6° Les salariés éligibles pour un congé payé et qui sont requis de travailler lorsque l'atelier est fermé à la suite de l'observance d'un tel congé, doivent recevoir la valeur du congé payé en surplus du taux de surtemps à temps et demi, ou bien pourront, à la discrétion de l'employeur, recevoir une journée de congé payée à une date mutuellement acceptable au salarié et à l'employeur. Toutefois, une telle journée de congé payée doit être accordée ou prise au cours d'une période de quatre (4) semaines suivant la date du congé impliqué, incluant la semaine contenant le congé en question. »

7° Le sous-paragraphe 3 du paragraphe « *c* » (Surtemps), le sous-paragraphe 2 du paragraphe « *g* » (Vacances payées), et le paragraphe « *h* » (Taux minima) de l'article VI, (Travail d'imprimerie), sont biffés et remplacés par les suivants:

« 3° Nonobstant les stipulations ci-haut mentionnées, dans toutes semaines contenant une des fêtes statutaires énumérées au paragraphe « *d*-1 » du présent article, il est permis de travailler un total de neuf heures et trois-auarts (9¾) à temps simple en surplus et au delà des heures régulières de travail, pourvu que ces heures soient travaillées au cours d'une période de six (6) jours précédant ou suivant une telle fête statutaire observée et que pas plus d'une heure et trois quarts (1¾) soient travaillées chaque jour en surplus et au delà des heures régulières de chaque jour et pas plus de quatre (4) heurs le samedi jusqu'à 12.00 (midi) a.m., Les heures ainsi travaillées à temps simple ne doivent en aucun temps excéder un total de neuf heures et trois quarts (9¾) pour chaque congé observé, ou excéder un total de quarante (40) hures travaillées au cours de ladite semaine.

Tout travail exécuté le samedi après midi ainsi que tout travail exécuté le dimanche, doit être rémunéré au taux double de salaire.

Cette clause ne s'applique pas dans le cas d'une fête tombant un samedi ou un dimanche. »

« 2° Tout salarié qui compte au 1er mai de chaque année, deux (2) ans de service ou plus avec le même employeur, a droit au cours de ladite année à des vacances payées tel que déterminé ci-après:

2 ans de service: 7 jours de vacances.
3 ans de service: 8 jours de vacances.

All work performed on Saturday after twelve (12) o'clock noon and all work performed on Sunday shall be paid at double time rate.

However maintenance and repairmen may work at regular rate on Saturady afternoon providing not more than nine and three quarters (9¾) hours are worked on that day.

This clause shall not apply to legal holidays falling on a Saturday or a Sunday."

5. The following sub-paragraph will be added to paragraph "*c*" of article V, (Observed Holidays):

"Employee eligible for a paid holiday who are required to work during the shutdown on such paid holiday, shall receive their holiday pay in addition to an overtime rate of time and one half or at the discretion of the employer shall be given a day off with pay on a date mutually satisfactory to the employee and the employer. Such a day off, however, must be granted or taken within a four week period after the holiday, including the week in which the holiday occured".

6. The following sub-paragraph will be added to paragraph "*d*" (Holidays with pay) of Article VI (Printing Work):

"6. Employees eligible for a paid holiday who are required to work during the shutdown on such paid holiday, shall receive their holiday pay in addition to an overtime rate of time and one half or at the discretion of the employer shall be given a day off with pay on a date mutually satisfactory to the employee and the employer. Such a day off, however, must be granted or taken within a four (4) week period after the holiday, including the week in which the holiday occured."

7. Sub-paragraph 3 of paragraph "*c*" (Overtime), sub-paragraph 2 of paragraph "*g*" (Vacation with pay), and paragraph "*h*" (Minimum Rates) of article VI (Printing Work) will be deleted and replaced by the following:

"3. Notwithstanding the above provisions, any week in which occurs a staturoty holiday mentioned in paragraph "*d*-1" of the present article, it will be permitted to work a total of nine and three quarters (9 ¾) hours at regular time rate, over and above the regular hours, providing such hours are worked over a six-day (6) period preceding and following the observed holiday and that not nore than one and three quarters (1 ¾) hours are worked each day over and above the regular daily hours and not more than four (4) hours on Saturday morning up till twelve o'clock noon. Hours so worked at regular time, shall not exceed at any time a total of nine and three quarters (9 ¾) hours for each obeserved holiday, nor a total of forty (40) hours worked during that week.

All work performed on Saturday after twelve (12) o'clock noon and all work performed on Sunday shall be paid at double time rate.

This clause shall not apply to legal holidays falling on a Saturday or a Sunday."

"2. An employee who, on May 1st of any year, has had two (2) or more years' service with the same employer, shall be entitled to a vacation with pay, in that year, as follows:

2 years' service: 7 days' vacation.
3 years' service: 8 days' vacation.

4 ans de service: 9 jours de vacances.
5 ans de service: 10 jours de vacances.
10 ans de service: 11 jours de vacances.
11 ans de service: 12 jours de vacances.
12 ans de service: 13 jours de vacances.
13 ans de service: 14 jours de vacances.
(x) 14 ans de service: 15 jours de vacances.
(x) (à compter du 1er mai 1965).

15 ans de service: 10 jours de vacances, plus deux pour cent (2%) du salaire annuel gagné par le salarié l'année précédente, ou l'équivalent en vacances payées, basé sur la période s'étendant du 1er mai au 30 avril.

Dans le cas où un salarié a droit au cours d'une année à un ou plusieurs jours additionnels de vacances en vertu du présent paragraphe, il est laissé à la discrétion de l'employeur, après avoir pris avis du salarié, de déterminer à quelle date ce ou ces jours additionnels de vacances seront pris au cours de ladite année. »

« *h*) *Taux minima:*

4 years' service: 9 days' vacation.
5 years' service: 10 days' vacation.
10 years' service: 11 days' vacation.
11 years' service: 12 days' vacation.
12 years' service: 13 days' vacation.
13 years' service: 14 days' vacation.
(x) 14 years' service: 15 days' vacation.
(x) (from May 1st 1965 only).

15 years' service: 10 days' vacation, plus two per cent (2%) of his annual earnings or its equivalent in paid vacation, such annual earnings to be for the preceding year covering the period from May 1st to April 30.

In the case where an employee is entitled in any year to one or more additional days' vacation in virtue of this subsection, it will be left to the discretion of the employer, after notification by the employee, to determine when such additional day or days of vacation shall be taken during the course of the said year."

"*h*) *Minimum rate:*

	Taux horaires minima — Minimum hourly rates					
	Zone I			*Zone II*		
	Publication Décret — *Decree*	*À compter du 1 mars* — *From March 1 1965*	*À compter du 1 août* — *From Aug. 1 1965*	*Publication Décret* — *Decree*	*À compter du 1 mars* — *From March 1 1965*	*À compter du 1 août* — *From Aug. 1 1965*
Atelier de composition — Composing room:						
Compagnon typographe — Journeyman compositor	$2.41	$2.45	$2.49	$2.08	$2.12	$2.16
Presses à plateau — Platen presses:						
Compagnon pressier — Journeyman pressman	2.11	2.15	2.19	1.79	1.83	1.87
Margeur sur presses ci-dessus — Feeder on above presses	1.66	1.70	1.74	1.46	1.50	1.54
Presses cylindre (une couleur) — Cylinder press (1 colour):						
Compagnon pressier — Journeyman pressman:						
1ère année — 1st year	2.25	2.29	2.33	1.92	1.96	2.00
2e année — 2nd year	2.32	2.36	2.40	1.99	2.03	2.07
3e année — 3rd year	2.41	2.45	2.49	2.08	2.12	2.16
Assistant-pressier — Assistant pressman	2.11	2.15	2.19	1.79	1.83	1.87
Margeur sur presses ci-dessus — Feeder on above presses	1.79	1.83	1.87	1.53	1.57	1.61
Presses cylindre (deux couleurs et plus — Cylinder presses (multi-colour):						
Compagnon pressier — Journeyman pressman:						
1ère année — 1st year	2.52	2.56	2.60	2.05	2.09	2.13
2e année — 2nd year	2.59	2.63	2.67	2.12	2.16	2.20
3e année — 3rd year	2.66	2.70	2.74	2.19	2.23	2.27
Assistant-pressier ou margeur sur presses ci-dessus — Assistant pressman or Feeder on above presses	2.11	2.15	2.19	1.79	1.83	1.87
Apprenti masculin — Apprentice male:						
1ère année — 1st year:						
Premier six (6) mois — First six (6) months	0.84	0.88	0.92	0.80	0.84	0.88
Deuxième six (6) mois — Second six (6) months	0.98	1.02	1.06	0.94	0.98	1.02
2e année — 2nd year:						
Premier six (6) mois — First six (6) months	1.13	1.17	1.21	1.08	1.12	1.16
Deuxième six (6) mois — Second six (6) months	1.30	1.34	1.38	1.23	1.27	1.31
3e année — 3rd year:						
Premier six (6) mois — First six (6) months	1.45	1.49	1.53	1.33	1.37	1.41
Deuxième six (6) mois — Second six (6) months	1.60	1.64	1.68	1.44	1.48	1.52
4e année — 4th year:						
Premier six (6) mois — First six (6) months	1.76	1.80	1.84	1.56	1.60	1.64
Deuxième six (6) mois — Second six (6) months	1.91	1.95	1.99	1.67	1.71	1.75

8° Le sous-paragraphe 2 du paragraphe « *a* », Vacances payées de l'article VII, Clause générale, est biffé et remplacé par le suivant:

« 2° Tout salarié qui compte au 1er mai de chaque année, deux (2) ans ou plus de service avec le même employeur, a droit au cours de ladite année à des vacances payées tel que déterminé ci-après:

2 ans de service: 6 jours de vacances.
3 ans de service: 7 jours de vacances.
4 ans de service: 8 jours de vacances.
5 ans de service: 10 jours de vacances.
10 ans de service: 11 jours de vacances.
11 ans de service: 12 jours de vacances.
12 ans de service: 13 jours de vacances.
13 ans de service: 14 jours de vacances.
(x) 14 ans de service: 15 jours de vacances.
(x) (à compter du 1er mai 1965)

15 ans de service: 10 jours de vacances plus deux pour cent (2%) du salaire annuel gagné par le salarié l'année précédente, ou l'équivalent en vacances payées, basé sur la période s'étendant du 1er mai au 30 avril.

Comme rémunération pour la période de ses vacances, le salarié doit recevoir un montant égal à celui qu'il aurait reçu s'il avait travaillé pendant ladite période.

La première semaine de vacances doit être accordée et prise pendant la période s'étendant du 1er mai au 1er octobre de l'année courante.

Les jours additionnels et la deuxième semaine de vacances sont pris à une époque mutuellement convenue entre l'employeur et le salarié concerné entre le 1er mai d'une année et le 30 avril de l'année subséquente. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail, recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 avril 1964. 6199-o

8. Sub-paragraph No. 2 of paragraph "*a*" Vacation with pay of article VII general provisions, is deleted and replaced by the following one:

"2. Every employee who, during the year, has completed two (2) years or more of service for the same employer, is entitled to a vacation with pay, as follows:

2 years' service: 6 days' vacation.
3 years' service: 7 days' vacation.
4 years' service: 8 days' vacation.
5 years' service: 10 days' vacation.
10 years' service: 11 days' vacation.
11 years' service: 12 days' vacation.
12 years' service: 13 days' vacation.
13 years' service: 14 years' vacation.
(x) 14 years' service: 15 days' vacation.
(x) (From May 1st, 1965)

15 years' service: 10 days' vacation plus two per cent (2%) of his annual earnings or its equivalent in paid vacation, such annual earnings to be for the preceding year covering the period from May 1st to April 30th.

The employee shall receive, as vacation pay, an amount equal to the one he would have received if he had worked during the vacation period.

The first week of vacation shall be granted and taken during the period extending from May 1st to October 1st of the current year.

The additional days and the second week of vacation are taken at a date mutually agreed upon between the employer and the employee concerned."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 11, 1964. 6199-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 1255 du 10 novembre 1949, a été autorisé par le règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 618 du 24 mars 1964, section « I », à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 13 avril 1964 au 13 avril 1965; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

Notice of levy

The Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Automobile Industry of Rimouski, formed under decree number 1255 of November 10, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 618 of March 24, 1964, section "I", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. *Assessments*

The period of levy extends from April 13, 1964 to April 13, 1965; the levy is laid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1255 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rimouski, pour la période comprise entre le 13 avril 1964 et le 13 avril 1965.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE RIMOUSKI

Siège social: Rimouski

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 13 avril 1964 et le 13 avril 1965.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$4,000.00
Artisans	125.00
Salariés	4,000.00
	$8,125.00

a) The professional employers governed by the said decree, number 1255 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll in respect of employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 1255 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wage rate established in the decree for journeymen.

c) The employees governed by the said decree, number 1255 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report, and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Parity Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his assessments or to give the necessary information, five (5) days' notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report of its activities to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry of Rimouski for the period between April 13, 1964 and April 13, 1965.

THE PARITY COMMITTEE FOR THE AUTOMIBILE INDUSTRY OF RIMOUSKI

Head office: Rimouski

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 13, 1964 and April 13, 1965.

Receipts:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$4,000.00
Artisans	125.00
Employees	4,000.00
	$8,125.00

Déboursés:

Salaires, inspecteur et secrétaire	$3,000.00
Frais de déplacement	480.00
Loyer de bureau	600.00
Frais légaux	200.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	500.00
Ameublement, accessoires de bureau	250.00
Vérification des livres	200.00
Assurance cautionnement	10.00
Jetons de présence	360.00
Publicité	50.00
Apprentissage	2,000.00
Dépenses diverses et imprévues	475.00
	$8,125.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 mars 1964. 6199-o

Disbursements:

Salaries of the Secretary and inspector	$3,000.00
Travelling expenses	480.00
Office rent	600.00
Legal fees	200.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	500.00
Furniture and office equipment	250.00
Audition	200.00
Fidelity Bond	10.00
Attendance fees	360.00
Publicity	50.00
Apprenticeship	2,000.00
Various and unforeseen expenses	475.00
	$8,125.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 11, 1964. 6199-o

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 26 février 1964.

M. Marcel Montambault, directeur du personnel à l'Office du Crédit agricole du Québec: commissaire *per dedimus potestatem.*

Québec, le 4 mars 1964.

MM. Jean-Paul Adam, directeur du Service des expropriations au ministère de la voirie, de Québec, et Roland Matte, protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Couronne, greffier de la paix et greffier de la Cour de magistrat du district de Labelle, de Mont-Laurier: commissaires *per dedimus potestatem.*

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
6166-o RAYMOND DOUVILLE.

Appointments

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Commission under the Great Seal of the Province, to make the following appointments:

Quebec, February 26, 1964.

Mr. Marcel Montambault, director of personnel at the Quebec Farm Credit Bureau: commissioner *per dedimus potestatem.*

Quebec, March 4, 1964.

Messrs Jean-Paul Adam, director of the Expropriation Service of the Department of Roads, of Quebec, and Roland Matte, prothonotary of the Superior Court, Clerk of the Crown, Clerk of the Peace and Clerk of the Magistrate's Court of the district of Labelle, of Mont-Laurier; commissioners *per dedimus potestatem.*

Given at the office of the Provincial Secretary, on April 6, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
6166 *Assistant Secretary of the Province.*

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Le Plan conjoint des producteurs de lait nature de la région de Roberval

Avis de sanction de plan conjoint de mise en marché

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Marchés Agricoles du Québec, la Régie des Marchés Agricoles du Québec a sanctionné le plan conjoint suivant; et a ordonné sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

I — *Objet du plan conjoint:*

1. Obtenir pour les producteurs régis, le prix le plus avantageux pour le produit agricole visé par le plan conjoint;
2. Rechercher de nouveaux débouchés et améliorer les débouchés existants;

Quebec Agricultural Marketing Board

The Joint Plan of producers of raw milk for the Roberval Region

Notice of sanction of the joint plan for marketing

Notice is given that under the Quebec Agricultural Marketing Act, the Quebec Agricultural Marketing Board has sanctioned the following joint plan; and has ordered its publication in the *Quebec Official Gazette.*

I — *Purpose of the joint plan:*

1. To obtain for the producers under the Board the most favorable price for the farm product referred to by the joint plan;
2. To find new markets and improve the existing markets;

3. Mettre ordre à la production du produit visé afin d'éviter une production de qualité inférieure et une surproduction;

4. Étudier et appliquer les moyens de réduire le coût et d'améliorer les modes de transport;

5. Coopérer avec les acheteurs pour accroître et améliorer l'écoulement de ce produit;

6. Rechercher les moyens d'améliorer le coût de revient ainsi que les conditions de production et mener des enquêtes sur ces coûts et conditions;

7. Rechercher les moyens d'accroître la qualité, augmenter le rendement de la production et mener des enquêtes à ces fins;

8. Coopérer avec tout organisme sur les plans provincial et national pour la mise en marché de ce produit dans les limites et hors de la province de Québec.

II — *Désignation:*

Le plan conjoint est désigné sous le nom de « Plan conjoint des producteurs de lait nature de la région de Roberval ».

III — *Produit visé et juridiction:*

Les produits agricoles visés par ce plan conjoint sont le lait et la crème provenant du troupeau des producteurs intéressés, et destinés aux usines de pasteurisation sises dans les villes et villages de Roberval, St-Félicien, Normandin, Albanel, Dolbeau et Chibougamau, et à tous les autres établissements laitiers achetant les surplus de lait de ces mêmes producteurs.

Les producteurs de lait nature et de crème nature, fournisseurs aux usines de pasteurisation sus-mentionnées, ainsi que toute personne engagée dans la mise en marché de ces produits agricoles, sont régis par le plan conjoint.

IV — *Conditions requises pour être un producteur intéressé:*

Aux fins des présentes, et tel qu'il appert au règlement adopté à cette fin par la Régie des Marchés Agricoles du Québec, un producteur intéressé est toute personne qui remplit les exigences requises par la Loi pour être fournisseur de lait et de crème à une usine de pasteurisation de la région concernée, et qui vend tout ou partie de la production de son troupeau à une usine de pasteurisation sise dans les villes et villages de Roberval, St-Félicien, Normandin, Albanel, Dolbeau et Chibougamau.

V — *Extension juridique:*

À compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, le plan conjoint est exécutoire, régit et lie tous les producteurs actuels et à venir qui possèdent la qualité et rencontrent les conditions définies aux paragraphes précédents, ainsi que toute personne engagée dans la mise en marché des produits agricoles visés par le plan conjoint.

VI — *Surveillance et contrôle:*

L'application, la conduite, le contrôle et l'administration du plan conjoint sont confiés à L'Office des producteurs de lait nature de la région de Roberval qui a sa principale place d'affaires à Chicoutimi, comté de Chicoutimi.

VII — *Agent de négociation et de vente:*

L'agent de négociation et l'agent de vente est L'Office des producteurs de lait nature de la région de Roberval, ou son délégué.

3. To promote the orderly production of the product referred to so as to avoid any inferior production in quality and overproduction;

4. To study and apply means to reduce the cost and to improve methods of transportation;

5. To co-operate with buyers to increase and improve the rapid disposal of this product;

6. To find means of lowering the cost price as well as improving conditions of production and to conduct inquiries on such costs and conditions.

7. To find means of bettering the quality, increasing the production and to conduct inquiries for these purposes;

8. To co-operate with any organism on the provincial and national plans for the marketing of this product within the limits and outside of the Province of Quebec.

II — *Designation:*

The joint plan is designated under the name of "Joint plan of producers of raw milk for the Roberval region".

III — *The product referred to and jurisdiction:*

The farm products referred to in this joint plan are the milk and cream derived from the herds of interested producers and destined for pasteurization plants situated in the towns and villages of Roberval, St-Félicien, Normandin, Albanel, Dolbeau and Chibougamau, and for any other dairy establishment purchasing surplus molk from these producers.

The raw milk and raw cream producers, suppliers for the above mentioned pasteurization plants, as well as any person engaged in the marketing of these farm products, are governed by this joint plan.

IV — *Conditions required to be an interested producer:*

For these presents and as shown on the by-law adopted for this purpose by the Quebec Agricultural Marketing Board, an interested producer is any person who fulfils the exigencies of the Act to supply milk and cream to a pasteurization plan of the region concerned and who wells all or part of his herd's production to a pasteurization plant situated in the towns and villages of Roberval, St-Félicien, Normandin, Albanel, Dolbeau and Chibougamau.

V — *Judicial extension:*

From and after its publication in the *Quebec Official Gazette*, the joint plan is enforceable, governs and binds all the present and future producers who have the quality and meet with the conditions defined in the preceding paragraphs, as well as any person engaged in marketing the farm products referred to in the joint plan.

VI — *Supervision and control:*

The application, conduct, control and administration of the joint plan are entrusted to the Board of Raw Milk Producers of the region of Roberval who have their head office at Chicoutimi, County of Chicoutimi.

VII — *Transaction and sales agent:*

The transaction agent and the sales agent is the Board of Raw Milk Producers for the Region of Roberval, or his delegate.

VIII — *Devoirs, obligations et engagements des producteurs:*

1. Se conformer à toutes les décisions et à tous les règlements adoptés par l'office des producteurs;
2. Honorer toute convention et tout contrat faits par l'Office des producteurs ou son délégué, dans l'exercice de ses fonctions d'agent de négociation et/ou d'agent de vente;
3. Écouler, sur demande, toute ou une partie déterminée de leur production laitière auprès de l'acheteur ou de l'agent-acheteur désigné par l'Office des producteurs;
4. Confier à l'Office des producteurs, l'exclusivité de la vente de leur production;
5. Recourir au mode de transport et au voiturier, au mode d'entreposage et à l'entrepositaire désignés par l'Office des producteurs;
6. Respecter les quotas de production et de livraison établis par l'Office des producteurs;
7. Payer les frais d'administration du plan conjoint, y compris les frais de négociation et de mise en marché, selon le montant et les modalités modalités que l'Office des producteurs établira, et autoriser l'Office des producteurs à recevoir ce montant, qui sera prélevé par l'acheteur sur le prix de vente du produit agricole visé par le plan conjoint.
8. Payer sa quote-part de toute somme due à un voiturier ou un entrepositaire désigné par l'Office des producteurs, conformément aux modalités établies par ce dernier, et autoriser tout acheteur à prélever cette part sur le prix de vente et à en faire remise à l'Office des producteurs, ou à toute personne désignée par lui;
9. Se conformer aux normes de qualité établies par l'autorité compétente et l'Office des producteurs, et se soumettre à toute inspection visant à vérifier la qualité de son produit;

10. N'expédier son produit qu'à l'endroit désigné par l'Office des producteurs;

11. Utiliser les contenants pour fin de livraison répondant aux normes établies par l'Office des producteurs, en conformité avec les lois en vigueur;
12. Marquer tout contenant pour fin de livraison de la marque arrêtée par l'Office des producteurs, pour distinguer son produit comme étant visé par le plan conjoint;
13. Fournir à l'Office des producteurs tout renseignement jugé utile à la bonne application du plan conjoint, et plus spécialement sur la composition de leur troupeau laitier, ainsi que sur toute maladie affectant une ou plusieurs bêtes de leur troupeau ayant comme conséquence d'en réduire considérablement la production ou de la rendre impropre à la consommation.

IX — *Devoirs de l'Office des producteurs en tant qu'agent de négociation et agent de vente:*

1. Tous devoirs et obligations que la Loi des Marchés Agricoles du Québec impose à un Office de producteurs;
2. Profiter des débouchés existants et orienter la production selon les besoins des marchés régionaux, provincial et national;
3. Mener des enquêtes pour rechercher de nouveaux débouchés, bonifier les débouchés existants, ainsi que pour améliorer les conditions de mise en marché du produit visé par le plan conjoint;
4. Viser à assurer la mise en marché d'un produit de qualité conforme aux exigences des règle-

VIII — *Duties, obligations and commitments of products:*

1. To conform with all the decisions and with all the regulations adopted by the Board of Producers;
2. To honor any convention and any contract made by the Board of Producers or its delegate, in the exercice of its duties as transaction and/or as sales agent;
3. To dispose of, upon request, or all or of a part of their dairy product with the purchaser or the purchasing agent designated by the Board of Producers;
4. To entrust to the Board of Producers the exclusive sale of their production;
5. To resort to whatever mode of transportation and carriage, to whatever warehousing or bonding the Board of Producers may designate;
6. To respect production quotas and deliveries established by the Board of Producers;
7. To pay the administration expenses of the joint plan, including the costs of transactions and marketing, according to the amount and methods that the Board of Producers will establish, and to authorize the Board of Producers to receive this amount which shall be collected by the purchaser on the selling price of the farm product referred to on the joint plan.
8. To pay one's share of any amount due to a carrier or warehouseman designated by the Board of Producers pursuant to the methods established by the latter and to authorize any purchaser to collect this share on the selling price and to remit same to the Board of Producers, or to anyone designated by it;
9. To conform to the standard of quality established by competent authority and the Board of Producers, and to submit to any inspection relative to verifying the quality of their product;
10. To ship their product only to the place designated by the place designated by the Board of Producers;
11. To use containers for delivery purposes which correspond with the standards established by the Board of Producers, pursuant to the laws in force;
12. To mark all containers for delivery purposes with the mark settled upon by the Board of Producers relative to the joint plan;

13. To supply the Board of Producers with any information deemed useful for the proper application of the joint plan, and most especially on the composition of their dairy herds, as well as on any illness affecting one or more beasts of their herds, which would thereby considerably reduce production or render it unfit for consumption.

IX — *Duties of the Boards of Producers in its capacity as transaction agent and sales agent:*

1. All duties and obligations that the Quebec Agricultural Marketing Act imposes on the Board of Producers;
2. To benefit by all existing markets and to direct production according to regional marketing needs of the product referred to in the joint plan;
3. To carry on inquiries to find new markets, to improve existing markets, also to better the marketing conditions of the product referred to in the joint plan;

4. To aim towards assuring the marketing of a quality product which conforms with the exigen-

ments et des normes d'inspection décrétés par les autorités compétentes.

X — *Pouvoirs et attributions de l'Office des producteurs en tant qu'agent de négociation et agent de vente:*

1. Coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché, hors de la province de Québec, de tout produit visé par le plan conjoint et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction;

2. Déterminer la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan conjoint, ainsi que le mode de perception de cette participation;

3. Assumer le paiement des services rendus par les voituriers, les entrepositaires et autres personnes, et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception;

4. Établir des postes de ramassage en vue de la livraison du produit visé par le plan conjoint, ainsi que des postes de vente en commun;

5. Garantir les quantités requises par les acheteurs et obliger les producteurs à rencontrer ces exigences;

6. Arrêter les conditions de production, de conservation, de manutention ou de déplacement du produit visé par le plan conjoint;

7. Contingenter la production et la vente et prohiber la mise en marché en violation du contingent ou quota établi;

8. Retenir les services de voituriers, d'entrepositaires, et de tout autre intermédiaire dont l'intervention est nécessaire pour la mise en marché du produit;

9. Exiger des voituriers, entrepositaires ou autre personne, une police d'assurance-responsabilité couvrant tout risque de perte ou de détérioration du produit en leur possession;

10. Établir un Comité de « Bonne Entente » pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan conjoint et en déterminer les règlements;

11. Établir une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends, et en négocier l'application et la portée avec les parties intéressées;

12. Dans les limites de ses pouvoirs, signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur concerné, régi par le plan conjoint;

13. Déterminer la durée des contrats qu'il négocie, ainsi que les conditions de renouvellement;

14. Faire toute enquête de nature à l'aider à atteindre les buts visés par le plan conjoint;

15. Obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à la bonne application du plan conjoint. Ces renseignements devront être tenus pour confidentiels;

16. Arrêter une ou des marques distinctives permettant d'identifier le produit des producteurs comme produit visé par le plan conjoint, et imposer l'usage de telles marques;

17. Négocier avec toute personne accréditée par la Régie des Marchés Agricoles du Québec, ou détenant une licence émise par elle, ou engagée dans la mise en marché du produit visé par le plan conjoint, y compris les coopératives qui achètent ou reçoivent ce produit, généralement, toutes les conditions de mise en marché, et spécialement:

a) Le prix de vente du produit et de tout service requis pour la mise en marché.

cies of the regulations and standards of inspection exacted by competent authorities.

X — *Powers and attributions of the Board of Producers in its capacity as transaction agent and sales agent:*

1. To co-operate with similar organisms in Canada for the marketing, outside of the Province of Quebec, of any product referred to in the joint plan and to exercise, for this purpose, the duties and to carry out the duties incumbent thereto resulting from any law through another jurisdiction;

2. To determine the financial participation of each producer in the administration of the joint plan, as well as the mode of collection in this participation;

3. To assume payment of services rendered by the carriers, warehousemen, and other persons, and to determine the share each producer shall carry, as well as the mode of collection;

4. To establish collecting stations for the delivery of the product referred to in the joint plan, as well as stations for sales in common;

5. To guarantee quantities required by buyers and to oblige producers to meet these requirements;

6. To settle conditions dealing with production, conservation, manipulation or displacement of the product referred to in the joint plan;

7. To apportion production and sale and to forbid marketing in violation of the fixed apportions or established quotas;

8. To retain the services of carriers, warehousemen and of any other intermediary whose intervention is necessary for the marketing of the product;

9. To exact from carriers, warehousemen or any other persons a responsibility insurance policy convering all risks of loss or deterioration of the product in their possession;

10. To establish a committee of "Bonne Entente" to study the complaints of producers relative to the execution of the joint plan and to determine regulations pertaining thereto;

11. To establish a procedure of ruling and arbritration covering complaints and differences and to negociate the application and implications with the interested parties;

12. To sign, within the limits of its powers, any contract and thereby bind each producer concerned who is governed by the joint plan;

13. To determine the duration of the contracts it negotiates, as well as the conditions of renewal;

14. To carry on any inquiry of a nature to help attain the objectives aimed at by the joint plan;

15. To obtain from producers any information deemed useful for the proper application of the joint plan; All such information shall be considered as confidential;

16. To establish one or more distinctive marks permitting the identification of the producers products as referred to in the joint plan, and to impose the use of such marks;

17. To negociate with any person accredited by the Quebec Agricultural Marketing Act, or holding a license from the Board, or engaged in the marketing of the product referred to in the joint plan, included therein the co-operatives which buy or receive this product, generally, all marketing conditions, and especially:

a) The sales price of the product and of any service required for marketing;

b) Les conditions d'admission et de renvoi des producteurs.

c) Les conditions, modalités et prix du transport;

d) Les conditions, modalités et prix de l'entreposage, ou pour tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé par le plan conjoint;

e) L'appréciation de la qualité, de la quantité et de la teneur en gras ou autre constituant du lait, des producteurs régis par le plan conjoint, par les représentants attitrés de l'Office des producteurs;

f) Les normes de qualité, d'inspection et de pesage;

g) Les priorités à donner aux producteurs régis par le plan conjoint pour ce qui est des sources d'approvisionnement;

h) L'élaboration et l'application d'un système de quota;

i) Les modes de retenue, par l'acheteur, de la contribution nécessaire pour financer le plan conjoint et leur remise à l'Office des producteurs, ainsi que de toute somme requise pour assurer le paiement de services rendus par des intermédiaires et leur remise à l'Office des producteurs, ou à son délégué;

j) Les conditions de surveillance du paiement du prix du produit visé par le plan conjoint suivant son utilisation;

k) Les conditions du paiement du prix de vente;

l) La durée des contrats et les conditions de renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

m) Tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage.

18. Confier une partie de ses pouvoirs et attributions à un représentant dûment mandaté.

XI — *Administration du plan conjoint:*

1. L'Office des producteurs chargé de l'application du plan conjoint est formé de sept (7) administrateurs, dont un président, un vice-président et un trésorier. Les administrateurs doivent être des producteurs intéressés au sens de l'article IV des présentes.

2. Le Conseil d'administration de l'Office des producteurs est présentement constitué des personnes suivantes:

MM: Alfred Privé, Rang St-Stanislas, Roberval.
René Lévesque, R.R. No 3, Normandin.
Alexandre Gaudreault, Village, Albanel.
Wilfrid Tremblay, Rang 4, Albanel.
Paul-Émile Gagnon, Rang Double, St-Félicien.
Jean-Guy Dallaire, Rang St-Eugène, Notre-Dame de la Doré.
Jean-Baptiste Laprise, R.R. No 1, Albanel.

Ces administrateurs resteront en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle des producteurs régis par le plan conjoint, à la date qui sera fixée par l'Office des producteurs.

3. Les administrateurs subséquents de l'Office des producteurs de lait nature de la région de Roberval seront élus à l'assemblée générale annuelle de tous les producteurs régis par le plan conjoint.

4. Tout administrateur dudit office de producteurs qui cesse d'être un producteur intéressé, ou

b) Conditions for admission and the dismissal of producers.

c) Conditions, methods and cost price of transportation.

d) Conditions, methods and cost price of warehousing or, for any other service relative to the marketing of the product referred to by the joint plan;

e) Appreciation of the quality, quantity and fat content or other component of milk, producers governed by the joint plan, by appointed representatives of the Board of Producers;

f) The standards of quality, inspection and weight;

g) The priorities to be given to the producers governed by the joint plan in that which concerns the sources of supply;

h) Elaboration and application of a quota system;

i) Methods of withholding, by the purchaser, from the necessary contribution to finance the joint plan and their remittance to the Board of Producers, as well as of any sum required to insure payment of services rendered by intermediaries and their remittance to the Board of Producers or to its delegate;

j) Conditions of supervision in the payment of the price of the product referred to in the joint plan according to its utilization;

k) Conditions of payment in the selling price;

l) Duration of the contracts and conditions of renewal, as well as those which allow for the resumption of negociations;

m) At the time of the signing of the agreement as well as during the course of its execution, a procedure of regulations and arbritration.

18. To entrust a part of its powers and attributions to a duly commissioned representative.

XI — *Administration of the joint plan:*

1. The Board of Producers charged with the application of the joint plan is formed of seven (7) administrators, — a President, a Vice-President and a Treasurer. The administrators should be interested producers according to Section IV of these presents.

2. The Administration Council of the Board of Producers is presently made up of the following persons:

Messrs: Alfred Privé, St-Stanislas range, Roberval.
René Lévesque, R.R. No. 3, Normandin.
Alexandre Gaudreault, Village, Albanel.
Wilfrid Tremblay, range 4, Albanel.
Paul-Émile Gagnon, double range, St-Félicien.
Jean-Guy Dallaire, St-Eugène range, Notre-Dame de la Doré.
Jean-Baptiste Laprise, R.R. No. 1, Albanel.

These administrators shall remain in function until the next general annual meeting of the producers governed by the joint plan, on the date which shall be fixed by the Board of Producers.

3. Subsequent administrators of the Board of Producers of Raw Milk for the Roberval region shall be elected at the general annual meeting of all the producers elected by the joint plan.

4. Any administrator of the said Board of Producers who ceases to become an interested

qui devient autrement inapte à remplir ses fonctions, doit être remplacé par les autres administrateurs en fonction.

XII — *Mode de financement:*

L'administration du plan conjoint est financé par une contribution de deux cents (.02¢) le cent livres de lait, ou l'équivalent pour le cent livres de crème nature, ou pour toute autre contribution que les administrateurs de l'Office des producteurs jugeront nécessaire. Cette contribution doit être payée par tous les producteurs intéressés et sera prélevée par l'acheteur sur la somme qu'il doit aux producteurs intéressés pour l'achat de produits agricoles visés par le plan conjoint. La contribution perçue par l'Office des producteurs doit servir à défrayer les dépenses de l'administration efficace et prévoyante du plan conjoint.

Montréal, ce 24ième jour de mars 1964.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire exécutif,
GILLES PRÉGENT.

6230-o

producer, or who becomes otherwise inapt to fulfil his duties, whall be replaced by the other administrators in function.

XII — *Method of financing:*

The administration of the joint is financed by a contribution of two cents (.02¢) per one hundred pounds of milk, or the equivalent of one hundred pounds of raw cream, or for any other contribution that the administrators of the Board of Producers may deem necessry. This contribution shall be paid by all interested producers and shall be collected by the buyer on the amount be owes to the producers interested in the purchase of the farm products referred to in the joint plan. The contribution collected by the Board of Producers shall serve to defray the expenses of the efficient and provident administration of the joint plan.

Montreal, this 24th day of March, 1964.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Executive Secretary.

6230

Soumissions

Ville de Châteauguay-Centre
Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-Sarto Blais, secrétaire-trésorier, jusqu'à 8 heures p.m., 25 boulevard d'Anjou, Châteauguay-Centre ou jusqu'à 8.30 heures p.m., 19, rue Narcisse, Châteauguay-Centre, lundi, le 27 avril 1964 pour l'achat de $511,000 d'obligations de la ville de Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, datées du 1er mai 1964 et remboursables par séries du 1er mai 1965 au 1er mai 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 291 — $135,000 — aqueduc, égouts, voirie; 299 — $7,000 — aqueduc, égouts, voirie; 312 — $2,500 — achat de terrain; 314 — $90,000 — voirie; 318 — $10,000 — pavage; 329 — $16,000 — drainage; 330 — $56,000 — voirie; 335 — $68,000 — voirie; 337 — $5,000 — voirie; 359 — $18,000 — égouts; 377 — $19,000 — aqueduc; 381 — $38,000 — voirie; 382 — $39,500 — voirie; 388 — $7,000 — égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1964.

Tableau d'amortissement — $511,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1965	$16,000
1er mai 1966	17,000
1er mai 1967	18,000
1er mai 1968	18,000
1er mai 1969	19,000
1er mai 1970	20,000
1er mai 1971	21,000
1er mai 1972	21,000
1er mai 1973	22,000
1er mai 1974	22,000
1er mai 1975	28,000
1er mai 1976	28,000
1er mai 1977	30,000

Tenders

Town of Châteauguay-Centre
County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-Sarto Blais, secretary-treasurer, until 8:00 o'clock p.m., 25 Anjou Boulevard, Châteauguay-Centre, or until 8:30 o'clock p.m., 19 Narcisse Street, Châteauguay-Centre, Monday, April 27, 1964, for the purchase of an issue of $511,000 of bonds for the town of Châteauguay-Centre, county of Châteauguay, dated May 1, 1964, and redeemable serially from May 1, 1965 to May 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 291 — $135,000 — aqueduct, sewers, readwork; 299 — $7,000 — aqueduct, sewers, roadwork; 312 — $2,500 — purchase of land; 314 — $90,000 — roadwork; 318 — $10,000 — paving; 329 — $16,000 — drainage; 330 — $56,000 — roadwork; 335; — $68,000 — roadwork; 337 — $5,000 — roadwork; 359 — $18,000 — sewers; 377 — $19,000 — aqueduct: 381 — $38,000 — roadwork; 382 — $39,500 — roadwork; 388 — $7,000 — sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1964.

Table of recemption — $511,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1965	$16,000
May 1, 1966	17,000
May 1, 1967	18,000
May 1, 1968	18,000
May 1, 1969	19,000
May 1, 1970	20,000
May 1, 1971	21,000
May 1, 1972	21,000
May 1, 1973	22,000
May 1, 1974	22,000
May 1, 1975	28,000
May 1, 1976	28,000
May 1, 1977	30,000

1er mai 1978	$30,000
1er mai 1979	30,000
1er mai 1980	31,000
1er mai 1981	33,000
1er mai 1982	34,000
1er mai 1983	36,000
1er mai 1984	37,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay-Centre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égale à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Le soumission seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 27 avril 1964, à 8.30 heures du soir, 19, rue Narcisse, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay-Centre, (Comté de Châteauguay), ce 3 avril 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-SARTO BLAIS.

25, Boulevard D'Anjou, C. P. 25,
Châteauguay-Centre, (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 692-6521 — code 514. 6207-o

May 1, 1978	$30,000
May 1, 1979	30,000
May 1, 1980	31,000
May 1, 1981	33,000
May 1, 1982	34,000
May 1, 1983	36,000
May 1, 1984	37,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay-Centre.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, April 27, 1964, at 8:30 o'clock p.m., at 19 Narcisse Street, Châteauguay-Centre, county of Châteauguay.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay-Centre, (County of Châteauguay), April 3, 1964.

J.-SARTO BLAIS,
Secretary-Treasurer.

25 Anjou Boulevard, P.O. Box 25,
Châteauguay-Centre, (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 692-6521 — code 514. 6207

Cité de Granby
Comté de Shefford

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Donat Brosseau, greffier, Hôtel de Ville, 87, rue Principale, Granby, comté de Shefford, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 27 avril 1964, pour l'achat de $838,000 d'obligations de la cité de Granby, comté de Shefford, datées du 1er mai 1964 et remboursables par séries du 1er mai 1965 au 1er mai 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 406 — $620,000 — pavage, aqueduc, égouts, etc; 413 — $10,000 — aqueduc et égouts; 414 — $6,500 — aqueduc, égouts; 415 — $11,000 — aqueduc, égouts; 416 — $8,000 — aqueduc, égouts; 417 — $46,500 — aqueduc, égouts; 419 — $23,000 — aqueduc, égouts; 420 — $10,000 — aqueduc, égouts; 423 — $5,500 — aqueduc, égouts; 424 — $4,500 — aqueduc, égouts; 445 — $13,000 — aqueduc, égouts; 449 — $80,000 — fonds de roulement.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1964.

City of Granby
County of Shefford

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Donat Brosseau, city clerk, City Hall, 87 Main St., Granby, county of Shefford, until 8:00 o'clock p.m., Monday, April 27, 1964, for the purchase of an issue of $838,000 of bonds for the city of Granby, county of Shefford, dated May 1, 1964, and redeemable serially from May 1, 1965 to May 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 406 — $620,000 — paving, aqueduct, sewers, etc.; 413 — $10,000 — aqueduct and sewers; 414 — $6,500 — aqueduct, sewers; 415 — $11,000 — aqueduct, sewers; 416 — $8,000 — aqueduct, sewers; 417 — $46,500 — aqueduct, sewers; 419 — $23,000 — aqueduct, sewers; 420 — $10,000 — aqueduct, sewers; 423 — $5,500 — aqueduct, sewers; 424 — $4,500 — aqueduct, sewers; 445 — $13,000 — aqueduct, sewers; 449 — $80,000 — working capital.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1964.

Tableau d'amortissement — $838,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1965	$25,000
1er mai 1966	26,000
1er mai 1967	28,000
1er mai 1968	29,000
1er mai 1969	31,000
1er mai 1970	33,000
1er mai 1971	35,000
1er mai 1972	36,000
1er mai 1973	39,000
1er mai 1974	41,000
1er mai 1975	42,000
1er mai 1976	45,000
1er mai 1977	48,000
1er mai 1978	51,000
1er mai 1979	54,000
1er mai 1980	49,000
1er mai 1981	52,000
1er mai 1982	54,000
1er mai 1983	58,000
1er mai 1984	62,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Granby.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 27 avril 1964, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 87, rue Principale, Granby, comté de Shefford.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Granby, (Comté de Shefford), ce 6 avril 1964.

Le Greffier,
DONAT BROSSEAU.

Hôtel de Ville, 87, rue Principale, C.P. 37,
Granby, (Shefford), P.Q.
Téléphone: 372-5825 — code 514. 6208-o

Table of redemption — $838,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1965	$25,000
May 1, 1966	26,000
May 1, 1967	28,000
May 1, 1968	29,000
May 1, 1969	31,000
May 1, 1970	33,000
May 1, 1971	35,000
May 1, 1972	36,000
May 1, 1973	39,000
May 1, 1974	41,000
May 1, 1975	42,000
May 1, 1976	45,000
May 1, 1977	48,000
May 1, 1978	51,000
May 1, 1979	54,000
May 1, 1980	49,000
May 1, 1981	52,000
May 1, 1982	54,000
May 1, 1983	58,000
May 1, 1984	62,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Granby.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, April 27, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in the City Hall, 87 Main St., Granby, county of Shefford.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Granby, (County of Shefford), April 6, 1964.

DONAT BROSSEAU,
City Clerk.

City Hall, 87 Main St., P.O. Box 37,
Granby, (Shefford), P.Q.
Telephone: 372-5825 — code 514. 6208

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de La Tuque
Comté de Laviolette

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Henri Légaré, secrétaire-trésorier, 376, rue St-Joseph, La Tuque, comté de Laviolette, jusqu'à 7.30 heures p.m., mercredi, le 29 avril 1964, pour l'achat de $167,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de La Tuque, comté de Laviolette, datées du 1er mai 1964 et remboursables par séries du 1er mai 1965 au 1er mai 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

The school commissioners for the municipality of La Tuque
County of Laviolette

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Henri Légaré, secretary-treasurer, 376 St-Joseph Street, La Tuque, county of Laviolette, until 7:30 o'clock p.m., Wednesday, April 29, 1964, for the purchase of an issue of $167,500 of bonds for the school commissioners for the municipality of La Tuque, county of Laviolette, dated May 1, 1964, and redeemable serially from May 1, 1965 to May 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Résolution en date du 19 février 1964 — $167,500 — consolidation du déficit accumulé au fonds d'administration au 30 juin 1963.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1964.

Tableau d'amortissement — $167,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1965	$ 4,500
1er mai 1966	5,000
1er mai 1967	5,000
1er mai 1968	5,500
1er mai 1969	6,000
1er mai 1970	6,000
1er mai 1971	6,500
1er mai 1972	7,000
1er mai 1973	7,500
1er mai 1974	7,500
1er mai 1975	8,000
1er mai 1976	8,500
1er mai 1977	9,000
1er mai 1978	9,500
1er mai 1979	10,500
1er mai 1980	11,000
1er mai 1981	11,500
1er mai 1982	12,000
1er mai 1983	13,000
1er mai 1984	14,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Tuque.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 29 avril 1964, à 7.30 heures du soir, 376, rue St-Joseph, La Tuque, comté de Laviolette.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Tuque, (Comté de Laviolette), ce 6 avril 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
HENRI LÉGARÉ.

376, rue St-Joseph, C.P. 367,
La Tuque, (Laviolette), P.Q.
Téléphone: 523-4513 — code 819. 6209-o

Village de Val-David
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-Arthur St-Louis, secrétaire-trésorier, Val-David, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 27 avril 1964, pour l'achat de $54,000 d'obligations du village de Val-David, comté de Terrebonne, datées du 1er mai 1964

Resolution dated February 19, 1964 — $167,500 — consolidation of accumulated deficit to the administration funds to June 30, 1963.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1964.

Table of redemption — $167,500 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1965	$ 4,500
May 1, 1966	5,000
May 1, 1967	5,000
May 1, 1968	5,500
May 1, 1969	6,000
May 1, 1970	6,000
May 1, 1971	6,500
May 1, 1972	7,000
May 1, 1973	7,500
May 1, 1974	7,500
May 1, 1975	8,000
May 1, 1976	8,500
May 1, 1977	9,000
May 1, 1978	9,500
May 1, 1979	10,500
May 1, 1980	11,000
May 1, 1981	11,500
May 1, 1982	12,000
May 1, 1983	13,000
May 1, 1984	14,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at La Tuque.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the main office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, April 29, 1964, at 7:30 o'clock p.m., at 376 St-Joseph Street, La Tuque, county of Laviolette.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

La Tuque, (Councy of Laviolette), April 6, 1964.

HENRI LÉGARÉ,
Secretary-Treasurer.

376 St-Joseph Street, P.O. Box, 367,
La Tuque, (Laviolette), P.Q.
Telephone: 523-4513 — code 819. 6209

Village of Val-David
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-Arthur St-Louis, secretary-treasurer, Val-David, county of Terrebonne, until 8:00 o'clock p.m., Monday, April 27, 1964, for the purchase of an issue of $54,000 of bonds for the village of Val-David, county of Terrebonne, dated May 1, 1964, and redeemable

et remboursables par séries du 1er mai 1965 au 1er mai 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement le 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 91 — $54,000 — achat de machinerie, agrandissement du garage municipal et consolidation de dette.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1964.

Tableau d'amortissement — $54,000 — 15 ans

Année	*Capital*
1er mai 1965	$2,500
1er mai 1966	2,500
1er mai 1967	2,500
1er mai 1968	3,000
1er mai 1969	3,000
1er mai 1970	3,000
1er mai 1971	3,500
1er mai 1972	3,500
1er mai 1973	3,500
1er mai 1974	4,000
1er mai 1975	4,000
1er mai 1976	4,500
1er mai 1977	4,500
1er mai 1978	5,000
1er mai 1979	5,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Agathe-des-Monts.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 27 avril 1964, à 8 heures du soir, en la salle de l'École Ste-Marie, Val-David, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Val-David, (Comté de Terrebonne), ce 6 avril 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-Arthur St-Louis.

Val-David, (Terrebonne), P. Q.
Téléphone: 322-3227 — code 819. 6210-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Anjou
Comté de Bourget

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Paul Pilon, secrétaire-trésorier, 6695, Avenue Merriam, Anjou, comté de Bourget, jusqu'à 6.30 heures p.m., mardi, le 28 avril 1964, pour l'achat de $600,000 d'obligations des

serially from May 1, 1965 to May 1, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law. No. 91 — $54,000 — purchase of machinery, enlarging of the municipal garage and consolidation of a debt.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1964.

Table of redemption — $54,000 — 15 years

Year	*Capital*
May 1, 1965	$2,500
May 1, 1966	2,500
May 1, 1967	2,500
May 1, 1968	3,000
May 1, 1969	3,000
May 1, 1970	3,000
May 1, 1971	3,500
May 1, 1972	3,500
May 1, 1973	3,500
May 1, 1974	4,000
May 1, 1975	4,000
May 1, 1976	4,500
May 1, 1977	4,500
May 1, 1978	5,000
May 1, 1979	5,000

Please note that tenders are called for bonds, redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Agathe-des-Monts.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, April 27, 1964, at 8:00 o'clock p.m., in Ste-Marie school hall, Val-David, county of Terrebonne.

The Council not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Val-David, (County of Terrebonne), April 6, 1964.

J.-Arthur St-Louis,
Secretary-Treasurer.

Val-David, (Terrebonne), P. Q.
Telephone: 322-3227 — code 819. 6210

The school commissioners for the municipality of the town of Anjou
County of Bourget

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Paul Pilon, secretary-treasurer, 6695 Merriam Avenue, Anjou, county of Bourget, until 6.30 o'clock p.m., Tuesday, April 28, 1964, for the purchase of an issue of $600,000 of bonds for school commis-

commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Anjou, comté de Bourget, datées du 1er mai 1964 et remboursables par séries du 1er mai 1965 au 1er mai 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 29 août 1963 — $600,000 — consolidation du déficit accumulé au fonds d'administration au 30 juin 1963.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1964.

Tableau d'amortissement — $600,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1965	$16,500
1er mai 1966	17,000
1er mai 1967	18,500
1er mai 1968	19,500
1er mai 1969	20,500
1er mai 1970	22,000
1er mai 1971	23,000
1er mai 1972	24,500
1er mai 1973	26,000
1er mai 1974	27,500
1er mai 1975	29,000
1er mai 1976	31,000
1er mai 1977	33,000
1er mai 1978	34,500
1er mai 1979	37,000
1er mai 1980	39,000
1er mai 1981	41,500
1er mai 1982	44,000
1er mai 1983	46,500
1er mai 1984	49,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 28 avril 1964, à 6.30 heures du soir, 6695, avenue Merriam, Anjou, comté de Bourget.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Anjou, (Comté de Bourget), ce 7 avril 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL PILON.

6695, Avenue Merriam,
Anjou, (Bourget), P.Q.
Téléphone: 352-4440 — code 514. 6238-o

sioners for the municipality of the town of Anjou, county of Bourget, dated May 1, 1964, and redeemable serially from May 1, 1965 to May 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated August 29, 1963 — $600,000 — consolidation of the accumulated deficit to the administration fund to the 30th of June, 1963.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1964.

Table of redemption — $600,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1965	$16,500
May 1, 1966	17,000
May 1, 1967	18,500
May 1, 1968	19,500
May 1, 1969	20,500
May 1, 1970	22,000
May 1, 1971	23,000
May 1, 1972	24,500
May 1, 1973	26,000
May 1, 1974	27,500
May 1, 1975	29,000
May 1, 1976	31,000
May 1, 1977	33,000
May 1, 1978	34,500
May 1, 1979	37,000
May 1, 1980	39,000
May 1, 1981	41,500
May 1, 1982	44,000
May 1, 1983	46,500
May 1, 1984	49,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the main office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, April 28, 1964, at 6.30 o'clock p.m., at 6695 Merriam Avenue, Anjou, county of Bourget.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Anjou, (County of Bourget), April 7, 1964.

JEAN-PAUL PILON,
Secretary-Treasurer.

6695 Merriam Avenue,
Anjou, (Bourget), P.Q.
Telephone: 352-4440 — code 514. 6238

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Baie-Comeau
Comté de Saguenay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Clément Paré, secrétaire-trésorier, Baie-Comeau, comté de Saguenay, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 27 avril 1964, pour l'achat de $185,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Baie-Comeau, comté de Saguenay, datées du 1er mai 1964 et remboursables par séries du 1er mai 1965 au 1er mai 1984 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 27 janvier 1964 — $185,000 — consolidation du déficit accumulé au fonds d'administration au 30 juin 1963.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er mai 1964.

Tableau d'amortissement — $185,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1965	$ 5,000
1er mai 1966	5,500
1er mai 1967	5,500
1er mai 1968	6,000
1er mai 1969	6,500
1er mai 1970	7,000
1er mai 1971	7,000
1er mai 1972	7,500
1er mai 1973	8,000
1er mai 1974	8,500
1er mai 1975	9,000
1er mai 1976	9,500
1er mai 1977	10,000
1er mai 1978	10,500
1er mai 1979	11,500
1er mai 1980	12,000
1er mai 1981	13,000
1er mai 1982	13,500
1er mai 1983	14,500
1er mai 1984	15,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises enconsidération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Baie-Comeau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 27 avril 1964, à 8 heures du soir, en l'École McCormick, Baie-Comeau, comté de Saguenay.

The school commissioners for the municipality of the town of Baie-Comeau
County of Saguenay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Clément Paré, secretary-treasurer, Baie-Comeau, county of Saguenay, until 8:00 o'clock p.m., on Monday, April 27, 1964, for the purchase of an issue of $185,000 of bonds for the municipality of the town of Baie-Comeau, county of Saguenay, dated May 1, 1964, and redeemable serially from May 1, 1965 to May 1, 1984 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on November 1 and May 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated January 27, 1964 — $185,000 — Consolidation of the accumulated deficit of administrative fund to June 30, 1963.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from May 1, 1964.

Table of redemption — $185,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1, 1965	$ 5,000
May 1, 1966	5,500
May 1, 1967	5,500
May 1, 1968	6,000
May 1, 1969	6,500
May 1, 1970	7,000
May 1, 1971	7,000
May 1, 1972	7,500
May 1, 1973	8,000
May 1, 1974	8,500
May 1, 1975	9,000
May 1, 1976	9,500
May 1, 1977	10,000
May 1, 1978	10,500
May 1, 1979	11,500
May 1, 1980	12,000
May 1, 1981	13,000
May 1, 1982	13,500
May 1, 1983	14,500
May 1, 1984	15,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Baie-Comeau.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, April 27, 1964, at 8:00 o'clock p.m., at the McCormick School, Baie-Comeau, county of Saguenay.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Baie-Comeau, (Comté de Saguenay), ce 7 avril 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
CLÉMENT PARÉ.

C. P. 1477,
Baie-Comeau, (Saguenay), P.Q.
Téléphone: 584-3827 — code 418. 6239-o

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Baie-Comeau, (County of Saguenay), April 7, 1964.

CLÉMENT PARÉ,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 1477
Baie-Comeau, (Saguenay), P.Q.
Telephone: 584-3827 — code 418. 6239

Syndicats coopératifs

La Coopérative de Santé des Employés de Moulins à Papier

J'autorise le syndicat coopératif « La Coopérative de Santé des Employés de Moulins à Papier », dont le territoire comprend actuellement Trois-Rivières, Cap de la Madeleine, et district, à étendre ses oprations à Grand'Mère, comté de Laviolette, et Shawinigan, comté de St-Maurice.

Québec, le 1er avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
6166-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire des Saints-Anges de Lachine

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 290), le secrétaire de la province décrète la fin de l'existence corporative de « La Caisse Populaire des Saints-Anges de Lachine ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 2 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
6166-o RAYMOND DOUVILLE.

La Caisse Populaire Desjardins de l'Université de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 290), le secrétaire de la province décrète la fin de l'existence corporative de « La Caisse Populaire Desjardins de l'Université de Montréal ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 2 avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
6166-o RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Syndicates

La Coopérative de Santé des Employés de Moulins à Papier

I authorize the cooperative syndicate "La Coopérative de Santé des Employés de Moulins à Papier", whose territory contains presently Trois-Rivières, Cap de la Madeleine, and district, to extend its operations to Grand'Mère, county of Laviolette, and Shawinigan, county of St-Maurice.

Quebec, April 1, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
6166 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire des Saints-Anges de Lachine

Notice is hereby given that under the Quebec Cooperative Syndicates Act (Revised Statutes, 1941, chapter 290), the provincial Secretary enacts the termination of the cooperative existence of "La Caisse Populaire des Saints-Anges de Lachine".

Given at the office of the provincial Secretary, April 2, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
6166 *Assistant Secretary of the Province.*

La Caisse Populaire Desjardins de l'Université de Montréal

Notice is hereby given that under the Quebec Cooperative Syndicates Act (Revised Statutes, 1941, chapter 290), the provincial Secretary enacts the termination of the corporative existence of "La Caisse Populaire Desjardins de l'Université de Montréal".

Given at the office of the provincial Secretary, April 2, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
6166 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicats professionnels

L'Association des éleveurs Standardbred du Québec The Standardbred Breeders Association of Quebec

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des éleveurs Standardbred du Québec — The Standardbred Breeders Association of Quebec », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 26 mars 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 1er avril 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
6176-o RAYMOND DOUVILLE.

Professional Syndicates

L'Association des éleveurs Standardbred du Québec The Standardbred Breeders Association of Quebec

(*Professional Syndicate Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des éleveurs Standardbred du Québec — The Standardbred Breeders Association of Quebec", has been authorized by the Provincial Secretary on March 26, 1964.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, April 1, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
6176 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicat Madelinot inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat Madelinot inc. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 20 mars 1964.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Cap-aux-Meules, comté des Iles-de-la-Madeleine.

Québec, le 23 mars 1964.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

6214-o 12-64

Syndicat Madelinot inc.

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat Madelinot inc.", has been authorized by the Provincial Secretary on March 20, 1964.

The office of the said professional syndicate is situated at Cap-aux-Meules, county of des Iles-de-la-Madeleine.

Quebec, March 23, 1964.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

6214 12-64

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Express Company

Avis est par les présents donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1963, et non réclamés aux bureaux de la « Canadian Pacific Express Company », a divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 128 rue King est, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le septième jour de mai 1964, a moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Québec, le 23 mars 1964.

Canadian Pacific Express Company,
Le Surintendant général,
E. M. THRASHER.

6064-13-6-o

Sale of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1963, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Express Company" at different points in the province of Quebec, will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at eleven o'clock in the forenoon, on the seventh day of May 1964, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Quebec, Que., March 23, 1964.

Canadian Pacific Express Company,
E. M. THRASHER,
General Superintendent.

6064-13-6-o

Vente par licitation

Pellissier *vs* Allard *et al*

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 561 000, Georges Pellissier, demandeur, *vs* Louis Allard *et al.*, défendeurs, et A. Ouimet *et al.*, mis-en-cause.

Avis de licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal et rendu par l'honorable Juge René Duranleau le 10 février 1964, dans une cause dans laquelle Georges Pellissier, administrateur de la ville de Montréal, district de Montréal est demandeur et Louis Allard, Henri Allard *et al* de New-York et de Montréal sont défendeurs; ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit:

« *a*) Du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux de la resubdivision du lot numéro six de la subdivisation du lot numéro quatre cent soixante-trois (463-6-2) sur le plan et au livre de renvoi officiels du Village Incorporé de St-Jean Baptiste;

b) Des lots de terre connus et désignés sous les numéros un et deux de la resubdivision du lot numéro un de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante-quatre (464-1-1) sur lesdits plan et livre de renvoi officiels;

c) Du lot de terre connu et désigné sous le numéro un de la resubdivision du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante-quatre (464-2-1) sur lesdits plan et

Sale by Licitation

Pellissier *vs* Allard *et al*

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 561 000, Georges Pellissier, plaintiff, *vs* Louis Allard *et al.*, defendants, and A. Ouimet *et al.*, mise-en-cause.

Notice of licitation

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal in the district of Montreal on February 10, 1964, in the case where Georges Pellissier, administrator of the city and district of Montreal is plaintiff and the defendants Louis Allard, Henri Allard *et al* of New York and the city of Montreal are the defendants; ordering the licitation of the immoveable designated as follows:

"*a*) The lot of land known and designated under the number two of the resubdivision of lot number six of subdivision of lot number four hundred sixty-three (463-6-2) of the officials plan and book of references for the Incorporated Village of St-Jean Baptiste;

b) The lots of land known and designated under the numbers one and two of the resubdivision of lot number one of the subdivision of lot number four hundred sixty-four (464-1-1 and 2) of the officials plan and book of references for the Incorporated Village of St-Jean Baptiste;

c) The lot of land known and designated under the number one of the resubdivision of lot number two of the subdivision of lot number four hundred and sixty-four (464-2-1) of the

livre de renvoi officiels, situés sur la rue St-Urbain dans les cité et district de Montréal. »

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DOUZIÈME jour de MAI 1964, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, dans la salle d'audience chambre 31 au Palais de Justice à Montréal, cour tenante, sujet aux charges, causes et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charges, ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les 6 jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses de droit de le faire.

Un dépôt de $2,000.00 sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 23 mars 1964.

Les Procureurs du demandeur,
GUÉRIN, AUCLAIR, TAILLEFER & BRUNET.
6198-15-2-o

official plan and book of references for the Incorporated Village of St-Jean Baptiste, situated on St-Urbain St. in the city and district of Montreal."

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWELFTH day of MAY, 1964, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, Montreal Court sitting in the Court Room No. 31 in the Court House of Montreal, the said sale to be made subject to the charges clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charged or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the sait Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment be filed within six days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be fireclosed from so doing.

A deposit of $2,000.00 shall be exacted from each and every bidder.

Montreal, the March 24, 1964.

GUÉRIN, AUCLAIR, TAILLEFER & BRUNET,
Attorneys for the plaintiff.
6198-15-2-o

Ventes — Loi de faillite

Fernand Heppell

Canada, Province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure No F-241 (Siégeant en matière de Faillite), Dans l'affaire de la faillite de Fernand Heppell, commerçant de St-Anaclet, comté de Rimouski, Québec.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le SIXIÈME jour de MAI 1964, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de St-Anaclet, comté de Rimouski, l'immeuble de cette faillite, comme suit:

« Partie du lot numéro cinquante et (p. No 51) au cadastre officiel de la paroisse de St-Anaclet, étant un terrain situé au deuxième rang, mesurant soixante pieds de front sur deux cents pieds de profondeur, borné au nord à la succession Romuald Chassé, à l'est au représentant de Hubert Brisson, au sud au chemin public et à l'ouest à Thomas Desjardins représentant François Desjardins, avec la maison et toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ».

Cet immeuble sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titres et certificats de recherche peuvent être examinés en tout temps et s'adressant au bureau du Syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 710, 717 et 719A du code de procédure civil et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le shérif avec l'effet du décret, et faite conformément au jugement rendu par Monsieur J.-Bte Desjardins, régistraire des faillites le 18e jour de mars 1964.

Condition de Paiement: Comptant.

Rimouski, Québec, ce 30e jour de mars 1964.

Le Syndic Licencié,
HENRI-A. MARTIN.
6134-14-2-o

Sales — Bankruptcy Act

Fernand Heppell

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court No. F-241 (Sitting in the matter of bankruptcy), in the matter of bankruptcy of Fernand Heppell, merchant of St-Anaclet, county of Rimouski, Quebec.

Notice is hereby given that WEDNESDAY, the SIXTH day of MAY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon, will be sold by public auction, at the parochial church door of St-Anaclet, county of Rimouski, the immoveable of this bankruptcy, as follows:

"Part of lot number fifty and (Pt. No. 51) on the official cadaster of the parish of St-Anaclet, being a terrain situated in the second range, measuring sixty feet in front by two hundred feet in depth, bounded on the north by the estate of Romuald Chassé, on the east by the representative of Hubert Brisson, on the south by the public road and on the west by Thomas Desjardins representing François Desjardins, with the house and all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies".

This immoveable will be offered on sale to the highest and last bidder.

The titles and certificates of research may be examined any time by going to the office of the undersigned trustee.

This sale is made according to sections 710, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and also to section 55 of the Bankruptcy Act. This sale is equal to a sheriff's sale and made in conformity to the judgment rendered by Mr. J.-Bte Desjardins, registrar of bankruptcies the 18th day of March, 1964.

Condition of payment: Cash.

Rimouski, Que., this 30th day of March, 1964.

HENRI-A. MARTIN,
Licensed Trustee.
6134-14-2

Guy Desjardins

Canada, province de Québec, district de Terrebonne, Cour Supérieure « En faillite » No 191 (1963). Dans l'affaire de la faillite de Guy Desjardins, boulanger, faisant affaires sous les nom et raison sociales de « Boulangerie Mont-Rolland Enrg. », à Mont-Rolland, dans le comté de Terrebonne, débiteur.

Avis public est par le présent, donné qu'en vertu d'une ordonnance du Tribunal rendu le 19e jour de mars 1964, je vendrai l'immeuble ci-après décrit par encan public avec l'effet du décret:

« Un emplacement situé à Mont-Rolland, comté de Terrebonne, connu et désigné sous le numéro vingt-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf « B » (No. 9B-23) dans le Dixième rang du canton d'Abercrombie, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Adèle; avec maison, boulangerie et toutes constructions érigées sur ledit emplacement. »

Pour être vendus à l'enchère publique à la place d'affaires à Mont-Rolland, Province de Québec, le SEIZIÈME jour de MAI 1964, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée.

Conditions: Comptant ou à la satisfaction du syndic.

Pour autres renseignements et cahier de charges, s'adresser au syndic soussigné.

Montréal, ce 7e jour d'avril 1964.

Le Syndic,
JEAN-PAUL LEDUC.

6240-15-2-o

Guy Desjardins

Canada, Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court No. 191 (1963) "Bankruptcy". In the matter of bankruptcy of Guy Desjardins, baker, carrying on business, under name and style of "Boulangerie Mont-Rolland Enrg.", at Mont Rolland, in the county of Terrebonne, insolvent debtor.

Public notice is hereby given that in virtue of an ordinance of the Court rendered on the 19th day of March, 1964, I shall sell the hereinafter described immoveable by public auction as a sheriff's sale.

"An emplacement situated in Mont Rolland, county of Terrebonne, known and designated number twenty-three of the official subdivision of original lot number nine "B" (No. 9B-23) in the tenth range of the township of Abercrombie, in the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Adèle; with house, bakery and all buildings erected on the said emplacement.

To be sold by public auction at the place of business in Mont Rolland, Province of Quebec, on the SIXTEENTH day of MAY, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon, daylight saving time.

Conditions: cash or to the trustee requirements.

For other informations and book of charges apply to the undersigned trustee.

Montreal, this 7th day of April 1964.

JEAN-PAUL LEDUC,
Trustee.

6240-15-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 13301. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur saisissant *vs* LOUIS FORTIER, Ste-Gertrude, comté d'Abitibi-est, défendeur saisi et JACQUES ANGERS, 8 Gamble ouest, Rouyn, comté de Rouyn Noranda, en sa qualité de syndic à la cession de biens de Louis Fortier, mis en cause.

Avis de vente

Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Villemontel, sous les numéros quarante-huit (48) du rang huit (8), et vingt-six (26) du rang neuf (9), ave les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de Ste-Gertrude, comté d'Abitibi est, le VINGT-NEUVIÈME jour d'avril 1964 à DEUX heures de l'après-midi.

Amos, ce 16e jour de mars 1964.

Le Shérif,
R. COSSETTE.

6035-12-2-o

ABITIBI

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 13301. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate having its head office at Quebec, plaintiff, seizing, *vs* LOUIS FORTIER, Ste-Gertrude, county of Abitibi-East, defendant seized and JACQUES ANGERS, 8 Gamble West, Rouyn, county of Rouyn Noranda, in his quality of trustee to the assignment of property to creditors of Louis Fortier, mis en cause.

Notice of sale

Lots of land known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the township of Villemontel, uder numbers forty-eight (48) of range eight (8), and twenty-six (26) of range nine (9), with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochail church door of Ste-Gertrude, county of Abitibi East, the TWENTY-NINTH day of APRIL, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

Amos, this 16th day of March, 1964.

R. COSSETTE,
Sheriff.

6035-12-2

Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 12,558. DAME GRACIA BÉGIN, ménagère, domicilié à St-Janvier, épouse contractuellement séparée de biens de Dorilla Lavalières cultivateur également de St-Janvier, ce dernier pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, demandeur saisissant, *vs* Dame ANNA LANGEVIN, ménagère, de La Sarre district d'Abitibi ouest P.Q., épouse contractuellement séparée de biens de Lévi Gagnon, avocat de La Sarre P.Q. également, ce dernier pour autoriser et assister son épouse aux fins des présentes, défendeur saisie.

Les droits acquis sur le lot dix-sept (17), Bloc deux (2) Village de La Sarre, P.Q., avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ainsi qu'il appert aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de La Sarre, P.Q.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La Sarre, district d'Abitibi ouest, P.Q., le DOUZIÈME jour de MAI 1964 à TROIS heures de l'après-midi.

Amos, ce 6e jour d'avril 1964.

Le Shérif,
R. COSSETTE.

6241-15-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 12,558. DAME GRACIA BÉGIN, housewife, domiciled at St-Janvier, wife contractually separate as to property of Dorilla Lavalières, farmer, also of St-Janvier, the latter to authorize and assist his wife for these presents, plaintiff-seizing creditor, *vs* Dame ANNA LANGEVIN, housewife, of La Sarre, district of Abitibi-West, P.Q., wife contractually separate as to property of Lévi Gagnon, advocate, of La Sarre, P.Q., also the latter to authorize and assist his wife for these presents, defendant seized.

The rights acquired on lot seventeen (17), block two (2), village if La Sarre, P.Q., with buildings thereon constructed, circumstances and dependancies, as it appears on the official plan and in the book of reference of the town of La Sarre, P.Q.

To be sold at the parochial church door of La Sarre, district of Aibitibi-West, P.Q., on the TWELFTH day of MAY, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

Amos, this 6th day of April, 1964.

R. COSSETTE,
Sheriff.

6241-15-2

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 17-683. JULIEN LECLAIR, cultivateur de St-Théodore d'Acton comté de Bagot, ès-qualité d'exécuteur testamentaire de feu Thomas Leclair et ès-qualité de procureur de Dame Ursule Duff, demandeur *vs* LA CIE DE DÉVELOPPEMENT JO LAV INC., corps légalement constitué, défenderesse.

« Une lisière de terrain situé à St-Nicéphore, côté nord-est du Chemin du troisième rang, mesurant cent quatre-vingts pieds de largeur par la profondeur du lot, ladite dimention; à prendre en mesure anglaise, borné comme suit; en front, au sud-ouest par le chemin du troisième rang, d'un côté au sud-est par Mme Henri Lacroix, au nord-est par les lots 91 et 92, et au nord-ouest par M. Germain Caya, ladite lisière de terrain connue comme partie non subdivisée du lot numéro cent dix-neuf (Ptie 119) du cadastre du canton de Wickham, comté de Drummond, avec toutes les bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Nicéphore, comté de Drummond, SAMEDI le SEIZIÈME jour de MAI 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, le 2 avril 1964.

6200-15-2-o

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 17-683. JULIEN LECLAIR, farmer, of St-Théodore d'Acton, county of Bagot, in his capacity as testamentary executor of the late Thomas Leclair and in his capacity as attorney for Dame Ursule Duff, plaintiff, *vs* LA CIE DE DÉVELOPPEMENT JO LAV INC., legally incorporated body, defendant.

"A strip of land situated at St-Nicéphore, northeast side of the road of the third range, measuring one hundred and eighty feet in width by the depth of the lot, the said dimension; to take in English measure, bounded as follows: in front, on the southwest by the road of the third range; on one side, on the southeast by Mrs. Henri Lacroix, on the northeast, by lots 91 and 92 and on the northwest, by Mr. Germain Caya, the said strip of land known as the non-subdivided part of lot No. one hundred and nineteen (Pt. 119) of the cadaster of the township of Wickham, county of Drummond, with all the buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of St-Nicéphore, county of Drummond, SATURDAY, the SIXTEENTH day of MAY, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Arthabaska, April 2, 1964.

6200-15-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Arthabaska

Cour Superieure, No 18-873. YVES GAUTHIER, agent d'assurance de Warwick, demandeur, *vs* JEAN-PAUL MORIN, 988 Ave Manrèse, Québec, défendeur.

« Un emplacement situé à Arthabaska, sur le côté sud-ouest de la rue Girouard, mesurant soixante-quinze pieds (75′) de largeur sur une

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, No. 18-873. YVES GAUTHIER, insurance agent of Warwick, plaintiff, *vs* JEAN-PAUL MORIN, 988 Manrèse Avenue, Quebec, defendant.

"An emplacement situated at Arthabaska, on the southwest side of Girouard Street, measuring seventy-five feet (75′) in width by a depth of one

profondeur de cent pieds (100′), mesure anglaise, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre amendé du canton d'Arthabaska, pour une partie de la paroisse de Ste-Victoire, comme étant le lot cinq de la subdivision du lot originaire numéro cinq cent (500-5) et le lot cent vingt-sept de la subdivision du lot originaire numéro cinq cent un (501-127); avec les bâtisses y érigées et à la charge des servitudes actives et passives, apparentes ou occultres pouvant l'affecter ».

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, SAMEDI le SEIZIÈME jour de MAI 1964 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
LÉO FAUCHER.

Bureau du Shérif,
Arthabaska, 6 avril 1964.
6216-15-2-o

hundred feet (100′), English measure, known and designated on the official plan and in the book of reference of the amended cadaster of the township of Arthabaska, for part of the parish of Ste-Victoire, as being lot five of the subdivision of the original lot number five hundred (500-5) and lot one hundred and twenty-seven of the subdivision of the original lot number five hundred and one (501-127); with the buildings thereon erected and charged to the active and passive servitudes, apparent or unapparent which could affect it".

To be sold at the parochial church door of Arthabaska, county of Arthabaska, SATURDAY, the SIXTEENTH day of MAY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉO FAUCHER,
Sheriff.

Sheriff's office,
Arthabaska, April 6, 1964.
6216-15-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, No 29,897. à savoir: L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur, *contre* ARTHUR BOUCHER et ANDRÉ BOUCHER, autrefois cultivateur de St-Éphrem, comté de Beauce, et maintenant domiciliés à Lac Mégantic, comté de Frontenac, P.Q., défendeurs, à savoir:

« Les lots numéros dix-neuf-A et dix-neuf-B (19-A et 19-B) rang X, canton Shenley-Nord, en le comté de Beauce.

Avec toutes bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Shenley, comté de Beauce, le TREIZIÈME jour du mois de MAI 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député Shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce,
28 mars 1964.
6184-15-2-o

[Première insertion: 11 avril 1964]
[Deuxième insertion: 25 avril 1964]

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Beauce

St-Joseph de Beauce, No. 29,897. to wit: QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate having its head office at Quebec, plaintiff, *vs* ARTHUR BOUCHER and ANDRÉ BOUCHER, heretofore farmer of St-Éphrem, county of Beauce, and now domiciled at Lake Megantic, county of Frontenac, P.Q., defendants, to wit:

"Lots numbers nineteen-A and nineteen-B (19-A and 19-B) range X, township of Shenley-North, in the county of Beauce.

With all buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Shenley, county of Beauce, the THIRTEENTH day of the month of MAY, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce,
March 28, 1964.
6184-15-2

[First insertion: April 11, 1964]
[Second insertion: April 25, 1964]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 13,174. EDEAS GAUDREAU, employé de chemin de fer, domicilié au 17 rue Dupuis à Farnham, district de Bedford, demandeur, *vs* Dame CÉCILE DUFORD, veuve de Léon Coderre, autrefois de Farnahm P.Q., en sa qualité de tutrice à leurs six enfants héritiers de la succession Léon Coderre, laquelle réside au rang Mangenta, Farnham P.Q. district de Bedford, défenderesse.

« Un emplacement désigné comme étant partie du lot numéro cent quarante-deux (P-142) du cadastre officiel de la paroisse Saint-Romuald de Farnham, borné comme suit: vers le nord par le chemin de fer vers le sud-est et vers le sud-ouest par l'ancien chemin de Cowansville et vers l'ouest par partie du lot cent quarante et un « A » (P. 141 « A ») et par le lot cent quarante-et-un (141), tous du même cadastre, le tout tel que

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 13,174. EDEAS GAUDREAU, railroad employee, domiciled at 17 Dupuis St., at Farnham, district of Bedford, plaintiff, *vs* Dame CÉCILE DUFORD, widow of Léon Coderre, formerly of Farnham, P.Q., in her quality of tutrix for their six children heirs to the Léon Coderre estate, residing at Mangenta Range, Farnham, P.Q., district of Bedford, defendant.

"An emplacement designated as being a part of lot number one hundred and forty-two (P-142) of the official cadaster of Saint-Romuald parish of Farnham, bounded as follows: towards the north by the Railroad, towards the south-east and towards the south-west by a part of lot one hundred and forty one "A" (P. 141 "A") and by lot one hundred and forty-one (141), all of the same cadaster, the whole as described in the deed

décrit dans l'acte de vente passé devant Me Claude Mercier, notaire, et enregistre à Bedford, P.Q., sous le numéro 106,219. »

Pour être vendu à la porte de l'église Saint-Romuald de Farnham, comté de Missisquoi district de Bedford, MERCREDI, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL 1964, à deux heures de l'après-midi.

Le Shérif,
PAUL ST. MARTIN.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, P.Q. ce 14 mars 1964. 6010-12-2-o

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 11,529. { ALTON LADUKE, résidant et domicilié à Stanbridge Est, district de Bedford, demandeur, *vs* J. ARTHUR BERNIER, autrefois de Dunham et maintenant de Cowansville, district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

« Une certaine propriété décrite aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge, comme lots numéros vingt-huit cent quarante-et-un, vingt-huit cent quarante-deux, vingt-huit cent quarante-trois et vingt-huit cent cinquante-six (2841-2842-2843-2856) moins cependant celle du lot numéro 2842 réservée par Allan Cornell dans une vente enregistrée sous le numéro 81984; avec bâtisses dessus érigées. »

À être vendue à la porte de l'église paroissiale de Ste-Jeanne d'Arc, à Stanbridge Est, comté de Missisquoi, district de Bedford, MARDI, le VINGT-ET-UNIÈME jour d'AVRIL 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
PAUL ST. MARTIN.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, P.Q., 6011-12-2

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 13,448. { LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DU QUÉBEC LTÉE, corps politique et incorporé, ayant sa place d'affaires à L'Assomption, district de Joliette, demanderesse; *vs* ROGER DAIGNEAULT, cultivateur, domicilé à Noyan, district de Bedford, *et* Dame CLARA LACROIX, veuve d'Émile Daigneault, domiciliée à La Baie Missisquoi, district de Bedford, défendeur.

Comme appartenant aux défendeurs:

« Une terre connue et désignée comme étant le lot numéro cent vingt et un (121) du cadastre officiel de la paroisse de St-Thomas, district de Bedford, supposé mesurer cent douze arpents en superficie, sans garantie de mesure précise, et bornée comme suit: à l'ouest par le chemin public, à l'est par Marshall Young et les représentants de feu Molson Derick, au nord par Alexander F. Derick, et au sud par William F. Mosher; avec toutes les bâtisses y érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Thomas, à Noyan, district de Bedford, MARDI, le DOUZIÈME jour de MAI 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
P. ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, Qué. 6217-15-2-o

of sale done and passed before notary Claude Mercier, and registered in bedford, Quebec, under number 106,219."

To be sold at the church door of Saint-Romuald of Farnham, county of Missisquoi, district of Bedford, WEDNESDAY the TWENTY-SECOND day of APRIL 1964, at two o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
PAUL ST. MARTIN,
Court House, *Sheriff.*
Sweetsburg, P.Q. March 14th, 1964. 6010-12-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 11,529. { ALTON LADUKE, residing and domiciled at Stanbridge East, district of Bedford, plaintiff, *vs* J. ARTHUR BERNIER, formerly of Dunham and now of Cowansville, district of Bedford, defendant.

As belonging to the defendant.

"A certain property described on the official plan and book of reference for the township of Stanbridge, as lots numbers twenty-eight hundred and forty-one, twenty-eight hundred and forty-two, twenty-eight hundred and forty-three, and twenty-eight hundred and fifty-six (2841-2842-2843-2856) less however that of lot number 2842 reserved by Allan Cornell in a sale registered under number 81984: with buildings erected thereon."

To be sold at the parochial church door of Ste-Jeanne d'Arc, in Stanbridge East, county of Missisquoi, district of Bedford, on TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of APRIL, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST. MARTIN,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Court House,
Sweetsburg, P.Q., 6011-12-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 13,448. { LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DU QUÉBEC LTÉE, body politic and corporate having its place of business at L'Assomption, district of Joliette, plaintiff; *vs* ROGER DAIGNEAULT, farmer, domiciled at Noyan, district of Bedford, *and* Dame CLARA LACROIX, widow of Émile Daigneault, domiciled at La Baie Missisquoi, district of Bedford, defendants.

As belonging to the defendants:

"A piece of land known and designated as being lot number one hundred and twenty-one (121) of the official cadaster of the parish of St-Thomas, district of Bedford, supposed to measure one hundred and twelve arpents in area, without guarantee of exact measure, and bounded as follows: on the west by the public road, on the east by Marshall Young and the representatives of the late Molson Derick, on the north by Alexander F. Derick, and on the south by William F. Mosher; with all the buildings thereon erected."

To be sold at the door of the catholic church of St-Thomas, at Noyan, district of Bedford, TUESDAY, the TWELFTH day of MAY 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

P. ST-MARTIN,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Court House,
Sweetsburg, Que. 6217-15-2

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 34617. J. H. DUCHESNE LTÉE, corporation légalement constituée ayant son siège social à Bagotville, demanderesse; *vs* RENÉ VILLENEUVE, autrefois domicilié à 3A rue Gaudreault, Bagotville, présentement domicilié à 9325 Boul. Pie IX, appartement 2, cité St-Michel, district de Montréal, défendeur.

Un terrain mesurant cinquante pieds de largeur par toute la profondeur du lot dont il fait partie, faisant partie du lot numéro trois cent quarante-trois-neuf (Ptie 343-9), au cadastre officiel du village de Bagotville, borné comme suit: en front au Nord-ouest, à la rue Gaudreault ou au lot trois cent quarante-trois-huit en profondeur, au sud-ouest, à une partie non subdivisée du lot numéro trois cent quarante-trois, d'un côté vers le nord-ouest ainsi que de l'autre côté vers le sud-est, à la balance dudit lot trois cent quarante-trois neuf, appartenant à L. Gauthier, avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, la ligne sud-est de ce terrain se trouvant à une distance parallèle au côté nord-ouest de la rue Bagot, en distance de quatre-vingt-deux pieds de cette dite ligne, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Marc, ville de Bagotville, le VINGT-TROISIÈME jour du mois d'AVRIL 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 16 mars 1964.
6012-12-2-o

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 34,861. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* PAUL-ÉMILE MAILHOT, fils Rémi, cultivateur, demeurant en la paroisse de St-Léon, comté de Jonquière-Kénogami, P.Q., défendeur.

« Les lots de terre connus et désignés au cadastre officiel du canton Labrecque, comté de Jonquière-Kénogami division d'enregistrement de Chicoutimi, sous les numéros douze du rang cinq (12 rg V) et neuf du rang quatre, à distraire cependant l'emplacement appartenant à la Commission Scolaire de St-Léon et mesurant cent pieds (100′) sur cent vingt-cinq pieds (125′).

Le tout avec les bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes actives et sujet aux servitudes passives, le cas échéant; lesdits lots contenant une superficie d'environ deux cent onze (211) acres, et ledit lot douze, rang V, notamment sujet à un acte de servitude en faveur de la Cie Électrique du Saguenay, passé devant J. J. Turcotte, notaire, le 3 juillet 1951, enregistré le 9 juillet 1951, sous le numéro 104,726. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Léon, le QUATORZIÈME jour du mois de MAI 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 3 avril 1964.
6201-15-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 34617. J. H. DUCHESNE LTÉE, corporation legally incorporated having its head office at Bagotville, plaintiff, *vs* RENÉ VILLENEUVE, heretofore domiciled at 3A Gaudreault Street, Bagotville, now domiciled at 9325 Pie IX Blvd., apartment 2, city of St. Michel, district of Montreal, defendant.

A piece of land measuring fifty feet in width by all the depth of the lot of which it is part, being part of lot number three hundred and forty-three-nine (P. 343-9), on the official cadaster of the village of Bagotville, bounded as follows: in front to the north-west, by Gaudreault Street or by lot three hundred and forty-three-eight in depth, on the south-west by non subdivided part of lot number three hundred and forty-three, on one side toward the north-west as well as the other side toward the south-east, by the balance of said lot belonging to L. Gauthier, with together three hundred and forty-three-nine all the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, the south-east line of this piece of land being at a distance parallel to the north-west side of Bagot Street, a distance of eighty-two feet of the said line, the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St-Marc, town of Bagotville, the TWENTY-THIRD day of the month of APRIL, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, March 16, 1964.
6012-12-2

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 34,861. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff, *vs* PAUL-ÉMILE MAILHOT, Rémi's son, farmer, domiciled in the parish of St-Léon, county of Jonquière-Kénogami, P.Q., defendant.

"Lots of land known and designated on the official cadaster of the township of Labrecque, county of Jonquière-Kénogami, registry division of Chicoutimi, under numbers twelve of range five (12 rg V) and nine of range four, to withdraw however the emplacement belonging to the school commission of St-Léon and measuring one hundred feet (100′) by one hundred and twenty-five feet (125′).

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and with all the servitudes active and subject to passive servitudes, if any; the said lots containing an area of about two hundred and eleven (211) acres, and the lot twelve, range V, notably subject to an act of servitude in favour of the Electric Company of Saguenay, passed before J. J. Turcotte, notary, July 3, 1951, registered July 9, 1951, under number 104,726."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Léon, the FOURTEENTH day of the month of MAY, 1964, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, April 3, 1964.
6201-15-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Montréal, à savoir: Cour Supérieure, No 559172. CONRAD TRUDEAU, bourgeois, de St-Hilaire, district de St-Hyacinthe, demandeur, *contre* GÉRARD BOURBONNIÈRE, de Repentigny, district de Joliette, défendeur.

« Un immeuble situé en la ville de Repentigny, comté de l'Assomption, connu et désigné comme étant le lot de terre No quatre, redivision du lot de terre, No deux, subdivision officielle du lot originaire No quatre-vingt-trois (83-2-4) du cadastre officiel de la paroisse de Repentigny, dit comté. Avec circonstances et dépendances et toutes les bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la ville de Repentigny, comté de l'Assomption, district de Joliette, le MERCREDI, le VINGTIÈME jour du mois de MAI de l'an 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES ÉLÉMENT.

Bureau du Shérif,
Joliette, le 7 avril 1964.
6242-15-2-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Montreal, to wit: Superior Court, No. 559172. CONRAD TRUDEAU, gentleman, of St-Hilaire, district of St-Hyacinthe, plaintiff, *against* GÉRARD BOURBONNIÈRE, of Repentigny, district of Joliette, defendant.

"An immoveable situated in the town of Repentigny, county of L'Assomption, known and designated as being lot of land No. four, redivision of lot of land No. two, official subdivision of the original lot No. eighty-three (83-2-4) on the official cadaster of the parish of Repentigny, said county, with circumstances and dependencies and all the buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of the town of Repentigny, county of L'Assomption, district of Joliette, on WEDNESDAY, the TWENTIETH day of the month of MAY of the year 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES ÉLÉMENT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, April 7, 1964.
6242-15-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, District de Beauce, No 33-200. RÉAL BILODEAU, négociant, Ste-Marie de Beauce, faisant affaires à cet endroit sous la raison sociale de « J. A. L. Bilodeau & Fils Enrg. », demandeur, *vs* ROBERT DUMAIS, St-Pascal, comté de Kamouraska, défendeur.

1° Les lots numéros 51 et 52 du cadastre officiel de St-Pascal.

2° Une terre mesurant cinq arpents de front par environ trente-huit arpents de profondeur, bornée au nord à la route No 2-A, au nord-est à Télesphore Raymond (lot 327) au sud, partie à Auguste Landry et partie à Alphonse Caron (extrémité sud des lots 384, 385 et 386) et au sud-ouest à Aurèle Richard (lot 383) lequel terrain est connu et désigné comme la partie nord des lots 384, 385 et 386 de St-Pascal, (Ptie N. 384, Ptie N. 385, Ptie N. 386) avec cabane à sucre.

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Pascal, comté de Kamouraska, le TRENTIÈME jour d'AVRIL 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 13 mars 1964.
5985-12-2-o
[Première insertion: 21 mars 1964]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Quebec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, Kamouraska, No 23-965. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* GASTON BEAUREGARD, cultivateur, Notre-Dame du Lac, comté de Témiscouata, défendeur.

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, District of Beauce, No. 33-200. RÉAL BILODEAU, trader, Ste-Marie de Beauce, carrying on business in that place under the style of "J. A. L. Bilodeau & Fils Enrg.", plaintiff, *vs* ROBERT DUMAIS, St-Pascal, county of Kamouraska, defendant.

1. Lots numbers 51 and 52 in the official cadaster of St-Pascal.

2. A farm measuring five arpents in front by approximately thirty-eight arpents in depth, bounded on the north by Route No. 2-A, on the northeast by the land belonging to Télesphore Raymond (lot 327) on, the south partly by Auguste Landry and partly by Alphonse Caron (south extremity of lots 384, 385 and 386) and on the southwest by Aurèle Richard (lot 383), which terrain is known and designated as being the north part of lots 384, 385 and 386 in St-Pascal, (N. P. 384, N. P. 385, N. P. 386) with a sugar camp.

To be sold at the church door of St-Pascal, county of Kamouraska, on the THIRTIETH day of APRIL, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
March 13, 1964.
5985-12-2
[First insertion: March 21, 1964]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, Kamouraska, No. 23-965. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and incorporated, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* GASTON BEAUREGARD, farmer, Notre-Dame du Lac, county of Témiscouata, defendant.

Pour être vendus (en bloc) les immeubles suivants:

« Un lot de terre, ensemble les bâtisses y érigées, situé à Notre-Dame du Lac, comté de Témiscouata, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Lac connue étant le lot numéro quatre cent cinquante et un de la rangée nord-est de l'Ancien Chemin de Témiscouata (Lot No 451, rangée N.E. de l'Anc. Chemin de Témiscouata) mesurant trois arpents et deux perches dans sa largeur en front, et trente arpents dans sa profondeur, contenant en superficie quatre-vingt-seize arpents.

Un autre lot de terre, situé au même endroit, connu et désigné au même cadastre comme étant le lot numéro quatre cent cinquante-deux de la rangée nord-est de l'Ancien Chemin Témiscouata (Lot No 452, rangée N.E. l'Anc. Chemin de Témiscouata), mesurant deux arpents et sept perches dans sa largeur en front, et trente arpents dans sa profondeur, contenant en superficie quatre-vingt-un arpents, ensemble les bâtisses qui pourraient y être édifiées ou qui y seront dans l'avenir.

Un troisième lot de terre, ensemble les bâtisses y édifiées, situé au même endroit, connu et désigné au même cadastre comme étant le lot numéro quatre cent cinquante-trois de la rangée nord-est de l'Ancien Chemin de Témiscouata (Lot No 453, rangée N.E. de l'Anc. Chemin de Témiscouata), mesurant cinq arpents dans sa largeur en front, et trente arpents dans sa profondeur, contenant en superficie cent cinquante arpents. »

À remarquer que les immeubles plus haut décrits ont été partiellement aliénés et que le demandeur a accordé main levée de son hypothèque en autant qu'elle affecte l'immeuble ci-après décrits:

« Un lopin de terre y compris expressément la source qui y sort au centre, consistant en une partie du lot connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Lac comme étant le lot numéro quatre cent cinquante-trois de la rangée nord-est de l'Ancien Chemin de Témiscouata (Ptie du lot No 453, rgée N.E. de l'Ancien Chemin de Témiscouata) formant un carré régulier de douze (12) pieds de côté, mesure anglaise, et d'une superficie de cent quarante-quatre (144) pieds. La ligne nord-ouest dudit lopin de terre est située à deux cent dix (210) pieds de la ligne nord-ouest du susdit lot quatre cent cinquante-trois, tandis que la ligne sud-ouest dudit lopin de terre est située à trois cent soixante-douze (372) pieds du fossé qui longe le côté nord-est de l'Ancien Chemin de Témiscouata.

Seulement la maison nue érigée sur le susdit lot quatre cent cinquante-trois, tous objets mobiliers corporels quelconque pouvant se trouver actuellement dans ladite maison étant expressément exclus de la présente vente.

L'acquéreur aura un droit de passage sur le résidu du lot numéro quatre cinq cinquante-trois pour y installer et maintenir un système d'aqueduc pour conduire l'eau de la source sise sur le terrain sus-décrit à ses propres bâtisses. »

Pour être vendus à la porte de l'église de Notre-Dame du Lac, comté de Témiscouata, le VINGT-NEUVIÈME (29e) jour d'AVRIL 1964, à TROIS (3) heures de l'après-midi, heure avancée.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 17 mars 1964.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.
6036-12-2-o

[Première insertion: le 21 mars 1964.]

The following immoveables to be sold (en bloc):

"A lot of land together with the buildings thereon erected, situate at Notre-Dame du Lac, county of Témiscouata, known and designated on the official cadaster of the parish of Notre-Dame du Lac known as being lot number four hundred and fifty-one of the north-east range of the former Témiscouata road (Lot No. 451, N.E. range of the former Témiscouata Road) measuring three arpents and two perches in its fronting width and thirty arpents in its depth, containing ninety-six arpents in supreficial area.

Another lot of land situate in the same place, known and designated on the same cadaster as being lot four hundred and fifty-two of the north-east range of the former Témiscouata Road (Lot No. 452, N.E. range former Témiscouata Road), measuring two arpents and seven perches in its fronting width, and thirty arpents in its depth, containing eighty one arpents in superficial area, together with the buildings that may be thereon erected and that shall be later.

A third lot of land, together with the buildings thereon erected, situate in the same place known and designated on the same cadaster as being lot number four hundred and fifty-three of the Northeast range of the former Témiscouata Road (Lot No. 453, N.E. range of the former Témiscouata Road), measuring five arpents in its fronting width and thirty arpents in its depth, containing one hundred and fifty arpents in superficial area. "

To notify that the immoveables hereinabove described have been partialy alienated and that the plaintiff has agreed a discharge of his mortgage as long as it affects the immoveable hereinafter described:

"A lot of land including a spring situated in the center, consisting in a part of the lot known and designated on the official cadaster of the parish of Notre-Dame du Lac as being lot number four hundred and fifty-three of the northeast range of the former Témiscouata Road (P. of lot No. 453, N.E. range former Témiscouata Road) forming a regular square of twelve feet (12) on the side, english measure and of a superficial area of one hundred and forty-four feet (144). The northwest line of said lot of land is situated at two hundred and ten (210) feet of the northwest line of said lot four hundred and fifty three, while the southwest line of said lot of land is situated at three hundred and seventy-two (372) feet of the ditch going along the northeast side of the former Témiscouata road.

The naked house only erected on the aforesaid lot four hundred and fifty-three, all the tangible moveable articles whatsoever that may be actually found in the said house being expressly excluded from the present sale.

The purchaser shall have a right of way over the residue of lot number four hundred and fifty-three in order to install and maintain an aqueducts ystem in order to pipe water from the spring situated on the hereinabove described land to his own buildings."

To be sold at the church door of Notre-Dame du Lac, county of Témiscouata, on the TWENTY-NINTH (29th) day of APRIL, 1964, at THREE (3) o'clock in the afternoon, daylight saving time.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
March 17, 1964.

MAURICE MORIN,
Sheriff.
6036-12-2

[First insertion: March 21, 1964.]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 23-995. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* EMMANUEL BERNIER, autrefois cultivateur de St-Michel de Squatteck, counté de Témiscouata, maintenant domicilié à Ste-Rose du Dégelé, counté de Témiscouata, défendeur,

Pour être vendus (en bloc) les immeubles suivants:

« Un lot situé dans la paroisse de St-Michel de Squatteck, mesurant environ cent acres en superficie, connu et désigné sous les numéros un a et un b (1a & 1b) au cadastre fait pour le cinquième rang du canton Robitaille, comté de Témiscouata, avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, sauf et à distraire dudit lot un b, toute la partie appartenant à Alfred et Émile Bernier, et comprise entre les bornes suivantes: bornée au sud-ouest partie par un ruisseau passant à cet endroti et partie à un chemin de douze pieds de largeur réservé par François Viel et servant à communiquer de chemin du rang cinq à la Rivière Touladie, au nord-est par le lot cinquante-sept du rang cinq du canton Biencourt, au sud-est par un chemin public au rang six du canton Robitaille, et au nord-pouest par la Rivière Touladie, la partie distraite contenant environ vingt acres en superficie.

Tous les droits réels et de location ou préemption que l'emprunteur a et peut avoir dans et sur un autre lot situé au même lieu et voisin de celui ci-dessus décrit, mesurant environ vingt-deux acres en superficie, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cinquante-sept A au cadastre fait pour le rang trois nord-ouest du canton Biencourt, comté de Rimouski (p. 57 a rang III n.o. Biencourt); ledit terrain borné au nord-ouest par le résidu dudit lot 57a, au sud-ouest au canton Robitaille ou l'immeuble en premier lieu décrit, au sud-est à la Rivière Touladie et au nord-est par le lot cinquante-six dudit rang III nord-ouest.

Tel que le tout est présentement. »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Michel de Squatteck, comté de Témiscouata, le VINGT-UNIÈME jour de MAI 1964, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Rivière-du-Loup, ce 2 avril 1964.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.
6185-15-2-o

[Première insertion: le 11 avril 1964]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 22-586-A. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur; *vs* ADRIEN LEBEL, cultivateur, St-Pierre Lamy, comté de Rivière-du-Loup, P. Q., défendeur.

Pour être vendus (en bloc) les immeubles suivants:

« Une terre contenant environ deux cents acres en superficie, connue sous les numéros quarante-deux et quarante-trois (42 et 43), rang 6, canton Demers, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Pierre Lamy, comté de Rivière-du-Loup, le

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District de Kamouraska

Superior Court, No. 23-995. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* EMMANUEL BERNIER, formerly farmer of St-Michel de Squatteck, county of Témiscouata, now residing at St-Rose du Dégelé, county of Témiscouata, defendant.

To be sold (en bloc) the following immoveables:

"A lot situated in the parish of St-Michel de Squatteck, measuring about one hundred acres in superficial area, known and designated under numbers one a and one b (1 a & 1 b) on cadaster executed for the fifth range of the township of Robitaille, county of Témiscouata, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save and withdraw of said lot one b, all the part belonging to Alfred and Émile Bernier, and included between the following boundaries: bounded to southwest, partly by a brook passing by that place and partly by a road of twelve feet side reserved by François Viel and used to communicate from road of range five to River Touladie, northeast by lot fifty-seven of fifth range to township of Biencourt, southeast by a public road to sixth range of the township of Robitaille, and to northwest by River Touladie, the deducted part containing about twenty acres in superficial area.

All the real rights and of location or pre-emptional that the borrower has or may have in and upon another lot situated at the same place and adjoining the one hereinabove described, measuring about twenty-two acres in superficial area, known and designated as being part of lot number fifty-seven A on the cadaster executed for range three northwest of the township of Biencourt, county of Rimouski (P. 57a range III n.w. Biencourt); the said land bounded to northwest by the residue of said lot 57a, southwest by township of Robitaille or the immoveable firstly described, to southeast by River Touladie and to northeast by lot fifty-six of said range III northwest.

As the whole now subsists."

To be sold at the church door of St-Michel de Squatteck, county of Témiscouata, on the TWENTY-FIRSTH day of MAY, 1964, at THREE in the afternoon.

Sheriff's Office, Rivière-du-Loup, April 2, 1964.

MAURICE MORIN,
Sheriff.
6185-15-2

[First insertion: April 11, 1964]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 22-586-A. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff; *vs* ADRIEN LEBEL, farmer, St-Pierre Lamy, county of Rivière-du-Loup, P.Q., defandant.

To be sold (en bloc) the following immoveables:

"A piece of land containing about two hundred acres in area, known under numbers forty-two and forty-three (42 and 43), range 6, township of Demers, with all buildings thereon erected, circumstances an dependencies."

To be sold at the church door of St-Pierre Lamy, county of Rivière-du-Loup, the TWEN-

VINGTIÈME jour de MAI 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, ce 2 avril 1964. 6186-15-2-o
[Première insertion le 11 avril 1964]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 23-987. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* CYRICE PELLETIER, autrefois cultivateur de Rivière-du-Loup, maintenant domicilié à 249 Ave du Parc, Granby, P.Q., défendeur.

Pour être vendus (en bloc) les immeubles suivants:

« Une terre contenant environ cent cinquante acres en superficie, connue sous les numéros vingt-six-A, vingt-six-B, vingt-sept-A et vingt-sept-B (26-A, 26-B, 27-A et 27-B), rang 4, canton Demers, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Hubert, comté de Rivière-du-Loup, le VINGTIÈME jour de MAI 1964, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, ce 2 avril 1964. 6187-15-2-o
[Première insertion: le 11 avril 1964]

TIETH day of MAY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's office,
Rivières-du-Loup, April 2, 1964. 6186-15-2
[First insertion, April 11, 1964]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 23-987. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff, *vs* CYRICE PELLETIER, heretofore farmer of Rivière-du-Loup, now domiciled at 249, Park Avenue, Granby, P.Q., defendant.

To be sold ("en bloc") the following immoveables:

"A piece of land containing about one hundred and fifty acres in area, known under numbers twenty-six-A, twenty-six-B, twenty-seven-A and twenty-seven-B (26-A, 26-B, 27-A and 27-B), range 4, township of Demers, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Hubert, county of Rivière-du-Loup, the TWENTIETH day of MAY, 1964, at FOUR o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, this April 2, 1964. 6187-15-2
[First insertion: April 11, 1964]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 546 200. LÉON MASSON *et al.*, ès-qual., demandeurs, *vs* GREEN INVESTMENTS LTD., défenderesse.

« Un emplacement ayant front sur le Chemin de la Côte St-Antoine, au coin de l'Avenue Lansdowne, en la cité de Westmount, connu comme étant une partie de la subdivision B de la subdivision du lot numéro deux de la subdivision du lot originaire numéro deux cent vingt, (220-2-Ptie B) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant soixante-quatre pieds et vingt-cinq centièmes de largeur à angle droit, par quatre-vingt-six pieds et neuf dixièmes de profondeur dans la ligne sud-ouest, et soixante-douze pieds et trois dixièmes de profondeur dans la ligne nord-est, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front vers le nord-ouest par une partie dudit lot No 220-2-B, vendue à la cité de Westmount, pour l'élargissement du Chemin de la Côte St-Antoine par acte enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le No 218520, en arrière au sud-est par une autre partie dudit lot No 220-2-B, d'un côté au nord-est par l'Avenue Lansdowne et de l'autre côté au sud-ouest par une partie du lot B de la subdivision du lot numéro un de la subdivision du lot originaire numéro deux cent vingt (220-1-Ptie B) des plan et livre de renvoi officiels susdits, avec une maison et dépendances portant le No 400 Chemin de la Côte St-Antoine, et autres bâtisses y érigées. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'AVRIL 1964, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 16 mars 1964. 6038-12-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 546 200. LÉON MASSON *et al.*, ès-qual., plaintiff, *vs* GREEN INVESTMENTS LTD., defendant.

"An emplacement fronting Côte St-Antoine Road, at the corner of Lansdowne Avenue, in the city of Westmount, known as being part of subdivision B of subdivision of lot number two of subdivision of original lot number two hundred and twenty (220-2-P. B) on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring sixty-four feet and twenty-five hundredths in width at right angle, by eighty-six feet and nine tenths in depth in the southwest line and seventy-two feet and three tenths in depth in the northeast line, English measure and more or less, bounded in front toward the northwest by part of the said lot No. 220-2-B, sold to the city of Westmount, for the widening of Côte St-Antoine Road by deed registered at the registry office of Montreal under No. 218520, at the rear to the southeast by another part of the said lot No. 220-2-B, on one side to the northeast by Lansdowne Avenue and on the other side to the southwest by part of the lot B of the subdivision of lot number one of the subdivision of the original lot number two hundred and twenty (220-1-P. B) on the official plan and in the book of reference aforesaid, with a house and dependencies bearing No. 400 Côte St-Antoine Road, and other buildings thereon erected."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of the month of APRIL, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, March 16, 1964. 6038-12-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour de l'Échiquier du Canada

Montréal, à savoir: No IT-3979-62. { SA MAJESTÉ LA REINE, aux droits du Dominion du Canada, demanderesse, *vs* MARCEL LAMONTAGNE, défendeur.

Un immeuble sis en la ville de Montréal rue Berri comprenant:

1° Le numéro deux de la résubdivision du numéro trois cent vingt-trois, de la subdivision officielle du numéro originaire deux cent quarante-six (246-323-2) au cadastre officiel de la paroisse du Sault-aux-Récollets mesurant onze pieds de largeur sur cent pieds de profondeur.

2° Le numéro trois cent vingt-quatre de la subdivision officielle du numéro originaire deux cent quarante-six (246-324) au cadastre officiel de la paroisse du Sault-aux-Récollets mesurant quarante-deux pieds de largeur sur cent pieds de profondeur.

Toutes les bâtisses dessus construites notamment celle portant le numéro 10450 de la rue Berri. Droit de passage dans la ruelle sise en arrière dudit immeuble, avec tous ceux y ayant droit. Circonstances et dépendances.

Toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, légales ou établies.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'AVRIL 1964, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 16 mars 1964. 6039-12-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Exchequer Court of Canada

Montreal, to wit: No. IT-3979-62. { HER MAJESTY THE QUEEN, to the rights of the Dominion of Canada, plaintiff, *vs* MARCEL LAMONTAGNE, defendant.

An immoveable situated in the city of Montrela, Berri Street, comprising:

1. Number two of resubdivision of number three hundred and twenty-three, of the official subdivision of original number two hundred and forty-six (246-323-2) in the official cadaster of the parish of Sault-aux-Récollets, measuring eleven feet in width by one hundred feet in depth.

2. Number three hundred and twenty-four of the official subdivision of original number two hundred and forty-six (246-324) in the official cadaster of the parish of Sault-aux-Récollets, measuring forty-two feet in width by one hundred feet in depth.

All the buildings thereon erected, in particular the one bearing number 10450 Berri Street, Right of way in lane situated back of the said immoveable, with all those having right therein circumstances and dependencies.

All the active and passive apparent or unapparent, legal or established servitudes.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY-FOURTH day of the month of APRIL, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, March 16, 1964. 6039-12-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 551 396. { SCHULIM SCHAUDER, demandeur, *vs* CORIT INVESTMENT CORPORATION et ONSITE CONSTRUCTION (QUEBEC) LTD., défenderesses.

Ce certain emplacement dans la paroisse de Ste-Rose, comté de Laval, étant composé d'une partie du lot soixante-deux (ptie 62) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, comté de Laval, ladite partie mesurant cent quatre-vingt-douze pieds et huit dixièmes d'un pied (192.8′) de largeur sur son côté sud en distance perpendiculaire, et deux cent quarante-cinq pieds et six dixièmes d'un pied sur son côté nord le long du chemin public No 11, cent quatre-vingt-treize pieds et huit dixièmes d'un pied (193.8′) de largeur sur son côté nord, cinq mille quarante-trois pieds et un dixième d'un pied (5,043.1′) de longueur sur son côté est, et cinq mille cent quatre-vingt-dix pieds et quatre dixièmes d'un pied (5,190.4′) de longueur sur son côté ouest, tout de mesure anglaise et plus ou moins, contenant une superficie de vingt-sept arpents et quatre centièmes d'un arpent (27.04); borné au sud par la partie 236 de la paroisse de Ste-Rose, au nord par le résidu de ladite partie soixante-deux, à l'est par le lot soixante et un de la paroisse de Ste-Rose ou subdivisions d'icelle, et à l'ouest par le lot soixante-trois, de la paroisse de Ste-Rose ou subdivisions d'icelle.

Sujets à toutes les servitudes actives et passives qui y sont attachées et plus particulièrement sujet à une servitude en faveur de la « Shawinigan-Water and Power » et à une traverse du « Trans Northern Pipe Line.

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 551 396. { SCHULIM SCHAUDER, plaintiff, *vs* CORIT INVESTMENT CORPORATION, and ONSITE CONSTRUCTION (QUEBEC) LTD., defendants.

That certain emplacement in the parish of Ste. Rose, county of Laval, being composed of part of lot sixty-two (Pt. 62) on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Rose, county of Laval, measuring said part one hundred and ninety-two feet and eight tenths of a foot (192.8′) in width at its south side in perpendicular distance, and two hundred and forty-five feet and six tenths of a foot on its north side along Highway No. 11, one hundred and ninety-three feet and eight tenths of a foot (193.8′) in width at its north side, five thousand and forty-three feet and one tenth of a foot (5,043.1′) in length in its east side, and five thousand one hundred and ninety feet and four tenths of a foot (5,190.4′) in length in its west side, all English measure and more or less, containing a superficial area of twenty-seven arpents and four hundredths of an arpent (27.04); bounded to the south by Pt. 236 parish of Ste. Rose, to the north by the residue of said part sixty-two, to the east by lot sixty-one parish of Ste. Rose or subdivisions thereof, and to the west by lot sixty-three parish of Ste. Rose or subdivisions thereof.

Subject to all servitudes active and passive thereto attached and more particularly subject to a servitude in favour of the Shawinigan Water and Power, and to a crossing by The Trans-Northern Pipe Line.

Avec ensemble une servitude de passage en faveur de la propriété ci-dessus décrite et contre la propriété au nord, et se composant du résidu dudit lot soixante-deux, paroisse de Ste-Rose, ladite servitude de passage ayant un minimum d'au moins cinquante pieds de largeur, de manière à communiquer avec la rue Alexandre, et passant par-dessus une langue de terre correspondante à la rue allant de la ligne séparative entre la propriété vendue et le résidu du lot soixante-deux, et communiquant de là à ladite rue Alexandre.

Comme ladite propriété subsiste présentement avec tous ses droits membres et appartenances sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Un dépot de $6,760.00 sera exigé de chaque et tout enchérisseur, conformément à un jugement rendu par l'Honorable Juge J. E. Mitchell, le quatorzième jour de février 1964.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Rose, comté de Laval, le VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL 1964, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 16 mars 1964.

6040-12-2

Together with a servitude of passage in favour of the property above described and against the property to the north, and consisting of the residue of said lot sixty-two, parish of Ste. Rose, said servitude of passage having a minimum of at least fifty feet in width being in order to communicate with Alexandre Street, and existing over a strip of land corresponding to the street running from the division line between the property sold and the residue of lot sixty-two, and connecting therefrom with said Alexandre Street.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind.

A deposit of $6,760.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment rendered by the Honourable Mr. Justice J. E. Mitchell, on the fourteenth day of February 1964.

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Rose, county of Laval, on the TWENTY-THIRD day of APRIL 1964, at ELEVEN o'clock in the morning.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, March 16, 1964.

6040-12-2-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 622 026. DAME IRÈNE SPEER *et vir*, demanderesse, *vs* Les HÉRITIERS DE FEU FRED PRIEST, défendeurs.

Le lot No 268 de la subdivision officielle du lot No 219 (219-268) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Jeanne de l'île Perrot, comté de Vaudreuil.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Jeanne de Chantal de l'île Perrot, comté de Vaudreuil, le QUINZIÈME jour de MAI 1964, à ONZE heures, de l'avant-midi.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 6 avril 1964.

6218-15-2

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 622 026. DAME IRÈNE SPEER *et vir*, plaintiff, *vs* The HEIRS OF THE LATE FRED PRIEST, defendants.

Lot No. 268 of the official sub-division of the lot No. 219 (219-268) on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Jeanne de l'Ile Perrot, county of Vaudreuil.

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Jeanne de Chantal in the Isle Perrot, county of Vaudreuil, on the FIFTEENTH day of MAY 1964, at ELEVEN o'clock, in the morning.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, April 6, 1964.

6218-15-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 126-587. JEAN-CLAUDE AMYOT AND DAME THÉRÈSE AMYOT, épouse séparée de biens de Raoul Hunter et de ce dernier autorisée et assistée aux fins des présentes, tous domiciliés en la cité de Québec, *contre* JOSEPH LACHANCE, résidant en la cité de Québec et JEAN-CHARLES PICHER, notaire, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement de Québec, mis-en-cause.

La busdivision soixante-neuf du lot originaire cent quarante-huit (148-69) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Notre-Dame de Québec, banlieue, avec une servitude de passage affectant les subdivisions soixante-dix-sept et soixante-dix-huit du lot originaire cent quarante-huit (148-77 et 148-78) du même cadastre, ainsi que le droit de mitoyenneté dans un mur situé sur l'immeuble hypothéqué et la subdivision soixante-dix A du lot originaire cent quarante-huit (148-70-A), avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit : Superior Court, No. 126-587. JEAN-CLAUDE AMYOT AND DAME THÉRÈSE AMYOT, wife separate as to property of Raoul Hunter, and the latter to authorize and assist his wife for these presents, all domiciled in the city of Quebec, *versus* JOSEPH LACHANCE, residing in the city of Quebec, and JEAN-CHARLES PICHER, notary, in his capacity as registrar for the registry division of Quebec, mis-en-cause.

Subdivision sixty-nine of original lot one hundred and forty-eight (148-69) in the official plan and book of reference of the cadaster of the parish of Notre-Dame de Québec, a suburb, with a right of way affecting subdivisions seventy-seven and seventy-eight of original lot one hundred and forty-eight (148-77 and 148-78) in the same cadaster, as well as the right to joint ownership of wall situated in a mortgaged immoveable and subdivision seventy-A of original lot one hundred and forty-eight (148-70A), with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, à Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, Me ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 17 mars 1964. 6041-12-2-o
[Première insertion: 21 mars 1964.]
[Deuxième insertion: 11 avril 1964.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 124-600. } BEL ENSEIGNES INC., corps politique incorporé ayant son siège social dans les cité et district de Québec,

contre LES IMMEUBLES RIVIERA INC., corps politique incorporé ayant une place d'affaires à Lac St-Augustin Sud, district de Québec.

« Partie du lot cinq cent seize (516) du cadastre St-Augustin, borné au nord-est par partie des lots cinq cent quatorze (514) et cinq cent seize (516) au sud-est par partie cinq cent seize (516) et le chemin public, sud-ouest par cinq cent seize – soixante-neuf (516-69) à quatre-vingt-dix (90), le lot cinq cent seize – quarante-sept (516-47) et une partie du lot cinq cent seize (516), au nord-ouest par partie du lot cinq cent seize – soixante-neuf (516-69) et une partie du lot cinq cent soixante-quatre (564) du cadastre de l'Ancienne-Lorette. Mesurant mille cent quinze pieds (1115) et cent quatre-vingt-onze – quatre-vingt-trois pieds (191.83) dans ses lignes nord-est, cent quatre-vingt-onze – quatre-vingt-trois pieds (191.83) et cent trois – dix-sept pieds (103.17) dans ses lignes sud-est, contenant en superficie trois cent dix-sept mille trois cent quatre-vingt-neuf pieds (317,389).

Partie cinq cent seize (516) bornée au nord-est par cinq cent seize – soixante et dix (516-70) à quatre-vingt-dix (90), au sud-est au chemin public, au sud-ouest par cinq cent seize – quarante-huit (516-48) à soixante et huit (68) et au nord-ouest par partie du lot cinq cent seize (516) (rue). Mesurant quarante-cinq pieds (45) de largeur par une longueur moyenne de mille cent soixante et trois – cinq pieds (1,163.5) contenant en superficie cinquante-deux mille trois cent cinquante sept – cinq pieds (52,357.5).

Partie cinq cent seize (516) bornée au nord-est par cinq cent seize – vingt-sept (516-27) à quarante-six (46), au sud-est par le chemin public, au sud-ouest par cinq cent seize – sept (516-7) à vingt-six (26) et au nord-ouest par partie cinq cent seize (516) (rue). Mesurant quarante pieds (40) de largeur par une longueur moyenne de mille cent quarante-huit pieds (1,148) superficie quarante-cinq mille neuf cent vingt pieds (45,920).

Partie cinq cent seize (516) bornée au nord-est par partie du lot cinq cent seize (516), au sud-est par des parties du lot cinq cent seize (516) et par les lots cinq cent seize – sept (516-7), cinq cent seize – quarante-six (516-46), cinq cent seize – quarante-huit (516-48), cinq cent seize – soixante-neuf (516-69), au sud-ouest par partie cinq cent dix-sept (517), au nord-ouest par cinq cent seize – un (516-1) à six (6), cinq cent seize A (516A), cinq cent seize – quarante-sept (516-47), et cinq cent seize – quatre-vingt-onze (516-91),

To be sold at my office in the Court House, in Quebec, on the TWENTY-FOURTH day of APRIL, next, at TEN o'clock in the forenoon.

Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Québec, March 17, 1964 6041-12-2
[First insertion: March 21, 1964.]
[Second insertion: April 11, 1964.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 124-600. } BEL ENSEIGNES INC., body politic and corporate, having its head office in the city and district of Quebec

against LES IMMEUBLES RIVIERA INC., body politic and corporate, having its place of business at Lac-St-Augustin South, district of Quebec.

"Part of lot five hundred and sixteen (516) on the cadaster of St-Augustin, bounded on the northeast by part of lots five hundred and fourteen (514) and five hundred and sixteen (516) on the southeast by part five hundred and sixteen (516) and the public road, southwest, by five hundred and sixteen – sixty-nine (516-69) at ninety (90) lot five hundred and sixteen – forty-seven (516-47) and a part of lot five hundred and sixteen (516), on the northwest by part of lot five hundred and sixteen – sixty-nine (516-69) and a part of lot five hundred and sixty-four (564) on the cadaster of L'Ancienne-Lorette. Measuring one thousand one hundred and fifteen feet (1115) and one hundred and ninety-one – eighty-three feet (191.83) in its northeast lines, one hundred and ninety-one – eighty-three feet (191.83) and one hundred and three – seventeen feet (103.17) in its southeast lines, containing in area three hundred and seventeen thousand three hundred and eighty-nine feet (317,389).

Part five hundred and sixteen (516) bounded on the northeast by five hundred and sixteen – seventy (516-70) to ninety (90), on the southeast of the public road, on the southwest by five hundred and sixteen – forty-eight (516-48) to sixty-eight (68) and on the northwest by part of lot five hundred and sixteen (516) (street). Measuring forty-five feet (45) in width by an average length of one thousand one hundred and sixty-three – five feet (1,163.5) containing in area fifty-two thousand three hundred and fifty-seven – five feet (52,357.5).

Part five hundred and sixteen (516) bounded on the northeast by five hundred and sixteen – twenty-seven (516-27) at forty-six (46), on the southeast by the public road, on the southwest by five hundred and sixteen – seven (516-7) at twenty-six (26) and on the northwest by part five hundred and sixteen (516) (street). Measuring forty feet (40) in width by an average length of one thousand one hundred and forty-eight feet (1,148) area forty-five thousand nine hundred and twenty feet (45,920).

Part five hundred and sixteen (516) bounded on the northeast by part of lot five hundred and sixteen (516), on the southeast, by parts of lot five hundred and sixteen (516) and by lots five hundred and sixteen – seven (516-7), five hundred and sixteen – forty-six (516-46) five hundred and sixteen – forty-eight (516-48), five hundred and sixteen – sixty-nine (516-69), on the southwest by part five hundred and seventeen (517), on the northwest by five hundred and sixteen – one (516-1) at six (6), five hundred and sixteen A

superficie vingt-quatre mille neuf cents pieds (24,900).

Et le lot cinq cent seize – soixante et onze (516-71);

De même que les circonstances et dépendances; »
appartenant à la défenderesse;

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Augustin, comté de Portneuf, le QUINZIÈME jour de MAI prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ME ANTOINE BOURGET, C.R.

Bureau du Shérif,
Québec, le 6 avril 1964. 6243-15-2-o

[Première insertion: 11 avril 1964]
[Deuxième insertion: 2 mai 1964]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 117-316. } COMMERCIAL CREDIT CORPORATION LIMITED, corporation légalement constituée ayant son siège social à 35 Blvd Charest Est, mis en cause, *contre* ALPHONSE CHASSÉ, cultivateur, domicilié à Villeroy, district de Québec, était demandeur et MACHINERIE AGRICOLE ET INDUSTRIELLE LIMITÉE, corporation légalement constituée ayant son siège social à St-Nicolas Station, district de Québec.

1° Une terre située à Villeroy, dans le mille carré contenant respectivement vingt arpents et vingt-six perches et le second quarante-six perches, connue et désignée comme étant les lots numéros sept cent vingt-trois-sept cent dix-neuf-vingt-sept-B et sept cent vingt-trois-sept cent dix-neuf-soixante-treize (723-719-27B et 723-719-73) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean Deschaillons, dans le Rang A, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une autre terre située en ladite paroisse étant la partie nord-ouest du lot primitif numéro vingt-six, la partie nord-ouest du lot primitif numéro vingt-sept et le coin nord du lot primitif numéro vingt-huit du seizième Rang de la Seigneurie de Deschaillons, contenant respectivement vingt-huit, vingt-cinq et un demi arpent en superficie, et étant maintenant connu et désigné comme étant les lots numéros sept cent vingt-trois-cinq cent dix-huit, sept cent vingt-trois-cinq cent dix-sept et partie de sept cent vingt-trois-cinq cent seize (723-518, 723-517 et ptie 723-516) du cadastre officiel susdit avec bâtisses dessus construites.

3° Une autre terre située au village de Villeroy dans ledit mille carré, de la contenance de douze arpents et cinq-dixième environ, laquelle terre est connue et désignée comme étant le lot sept cent vingt-trois-sept cent dix-neuf-vingt-sept-C (723-719-27C) et sept cent vingt-trois-sept cent dix-neuf-soixante-quinze (723-719-75) dudit Rang A aux plan et livre de renvoi officiels susdits, à distraire les emplacements vendus à Zélida Allie suivant titres dûment enregistrés et convenant un arpent en superficie.

4° Une autre terre située en ladite paroisse de Villeroy, contenant environ neuf arpents de

(516A), five hundred and sixteen – forty-seven (516-47), and five hundred and sixteen – ninety-one (516-91), area twenty-four thousand nine hundred feet (24,900).

And lot five hundred and sixteen – seventy-one (516-71);

As well as the circumstances and dependencies;"
belonging to the defendant;

To be sold at the church door of St-Augustin, county of Portneuf, on the FIFTEENTH day of MAY next at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, April 6, 1964. 6243-15-2

[First insertion: April 11, 1964]
[Second insertion: May 2, 1964]

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 117-316. } COMMERCIAL CREDIT CORPORATION LIMITED, body legally incorporated, having its head office at 35 Charest Blvd. East, mis-en-cause, *versus* ALPHONSE CHASSÉ, farmer, domiciled at Villeroy, district of Quebec, was plaintiff and MACHINERIE AGRICOLE ET INDUSTRIELLE LIMITÉE, body legally incorporated, having its head office in St-Nicolas Station, district of Quebec.

1. A farm situated in Villeroy, in the square mile containing, respectively, twenty arpents and twenty-six rods and the second, forty-six rods, known and designated as being lots numbers seven hundred and twenty-three-seven hundred and nineteen-twenty-seven-B and seven hundred and twenty-three-seven hundred and nineteen-seventy-three (723-719-27B and 723-719-73) in the official cadaster of the parish of St-Jean-Deschaillons, on Range A, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

2. Another farm situated in the said parish being the northwest part of original lot number twenty-six, the northwest part of original lot number twenty-seven, and the north corner of original lot number twenty-eight on the sixteenth Range in the Seigniory of Deschaillons, having areas respectively of twenty-eight, twenty-five and one-half arpents in area, and now being known and designated as being lots numbers seven hundred and twenty-three-five hundred and eighteen, seven hundred and twenty-three-five hundred and seventeen and part of seven hundred and twenty-three-five hundred and sixteen (723-518, 723-517 and pt 723-516) in the above-mentioned official cadaster, with buildings thereon constructed.

3. Another farm situated in the village of Villeroy, within the said square mile, having an area of twelve and five-tenths arpents, approximately, which farm is known and designated as being lot seven hundred and twenty-three-seven hundred and nineteen-twenty-seven-C (723-719-27C) and seven hundred and twenty-three-seven hundred and nineteen-seventy-five (723-719-75) on said Range A in the above-mentioned official plan and book of reference; to be withdrawn are the emplacements sold to Zélida Allie according to the deeds duly registered, and measuring one arpent in area.

4. Another farm situated in the said parish of Villeroy, measuring approximately nine arpents

largeur sur dix-huit pipents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée comme étant partie sud-est des lots numéros sept cent vingt-trois-cinq cent soixante et onze, sept cent vingt-trois-cinq cent soixante-douze et sept cent vingt-trois-cinq cent soixante-treize (P.S.E. de 723-571, 723-572 et 723-573) du cadastre officiel susdit, borné à un bout au sud-est à la route Trans-Canadienne, à l'autre bout au nord-ouest à Robert Jacques et Dame O. Lamoureux, d'un côté au sud-ouest à Hector Côté et de l'autre côté au nord-est à la route, à distraire un emplacement de trois arpents de longueur sur un arpent et quart de largeur le long de la route appartenant à Dame Loyola Delorme ainsi que les emplacements de Rosaire Demers et Roger Fontaine le long de la route Trans-Canadienne formant une superficie d'environ seize arpents et la partie cédée pour l'élargissement de la route Trans-Canadienne le tout suivant titres dûment enregistrés.

La Couronne, 723-453 Deschaillons, étant le numéro 24 de l'arpentage primitif, borné vers le nord-ouest par le 14ième Rang, vers le sud-est par le numéro 723-452 et vers le sud-ouest par le numéro 723-454; mesurant en front trois arpents de largeur sur trente arpents de profondeur, contenant en superficie quatre-vingt-dix arpents (90).

Sujets lesdits lots à une servitude de non-accès à ladite route Trans-Canadienne tel que mentionné dans un avis sous seing privé en date du 24 novembre 1961, enregistré à Ste-Croix, sous le numéro 89451 et également dans une quittance, en date du 7 juillet 1962, devant Me J.-O. Parent, notaire, enregistrée audit bureau sous le numéro 90318.

Extrait du prêt par l'office du Crédit Agricole à Alphonse Chassé en date du quatorze septembre mil neuf cent soixante-deux.

Le tout avec circonstances et dépendances.

Pour être fendu à la porte de l'église de Villeroy, comté de Lotbinière, le QUINZIÈME jour de MAI prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ME ANTOINE BOURGET, C.R.

Bureau du Shérif,
Québec, le 6 avril 1964. 6244-15-2-o

[Première insertion: 11 avril 1964.]
[Deuxième insertion: 2 mai 1964.]

in width by eighteen arpents in depth, more or less, known and designated as being the southeast part of lots numbers seven hundred and twenty-three-five hundred and seventy-one, seven hundred and twenty-three-five hundred and seventy-two and seven hundred and twenty-three-five hundred and seventy-three (S.E.P. of 723-571, 723-572 and 723-573) in the above-mentioned official cadaster, bounded on one end, on the southeast, by the Trans-Canada Highway, on the other end, on the northwest, by Robert Jacques and Dame O. Lamoureux, on one side, on the southwest, by Hector Côté, and on the other side, on the northeast, by the highway; to be withdrawn is an emplacement measuring three arpents in length by one and one-quarter arpent in width along the road belonging to Dame Loyola Delorme, as well as the emplacements belonging to Rosaire Demers and Roger Fontaine along the Trans-Canada Highway, having an area of approximately sixteen arpents, and the part ceded for the widening of the Trans-Canada Highway, the whole according to deeds duly registered.

The Crown, 723-453 Deschaillons, being number 24 in the original surveying, bounded on the northwest by the 14th Range, on the southeast by number 723-452 and on the southwest by number 723-454, measuring in front three arpents in width by thirty arpents in depth, having an area of ninety arpents (90).

The said lots are subject to a servitude of non-access to the said Trans-Canada Highway, as mentioned in a notice under private seal, dated November 24, 1961, registered in Ste-Croix under number 89451 and also in a receipt, dated July 7, 1962, before Me J.-O. Parent, notary, registered in the said office under number 90318.

Extract of a loan by the Farm Credit Bureau to Alphonse Chassé, dated the fourteenth day of September, one thousand nine hundred and sixty-two.

The whole with circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Villeroy, county of Lotbinière, on the FIFTEENTH day of MAY, next, at TEN o'clock in the forenoon.

ME ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, April 6, 1964. 6244-15-2

[First insertion: April 11, 1964]
[Second insertion: May 2, 1964]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour de Magistrat, No 26-811. { ALBERT MILLETTE, mécanicien, demeurant et faisant affaires à 283, rue Sheppard, Sorel, district de Richelieu, demandeur, *vs* DAME JEANNE D'ARC COURNOYER, demeurant et résidant au Chemin St-Roch, St-Roch, district de Richelieu, défenderesse.

« Un immeuble connu et désigné au cadastre de la paroisse de St-Roch, sur Richelieu comme partie du lot quatre-vingt-quatorze (94) situé en la concession de la Côte St-Jean, côté est du chemin de front, mesurant soixante (60) pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a du chemin de front de ladite concession à aller au Petit Che-

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Magistrates' Court, No. 26-811. { ALBERT MILLETTE, mechanic, residing and carrying on business at 283 Sheppard St., Sorel, district of Richelieu, plaintiff, *vs* DAME JEANNE D'ARC COURNOYER, residing and living at Chemin St-Roch, St-Roch, district of Richelieu, defendant.

"An immoveable known and designated on the cadaster of the parish of St-Roch sur Richelieu, as part of lot ninety-four (94) situated in the Côte St-Jean concession, east side of the front road, measuring sixty (60) feet in width on the depth there is from the front road of the said concession as far as the Petit Chenail of l'Ile

nail de l'Ile de Chaillon, borné en front ou vers l'ouest par le chemin de front de la concession, en profondeur ou vers l'est par le Petit Chenail, d'un côté ou vers le nord par autre partie du lot quatre-vingt-quatorze (94) de Gilles Desmarais et de l'autre côté ou vers le sud par autre partie dudit lot quatre-vingt-quatorze (94) de Gérard Deblois, avec bâtisse y érigée. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Roch, comté de Richelieu, district de Richelieu, le QUINZIÈME jour de MAI 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 1er avril 1964.

6188-15-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Cour Supérieure, No 621185. RACHEL LEPAGE, ouvrière en fourrure, fille majeure et usant de ses droits, de la ville de Beloeil, district de Richelieu (301 rue Nelligan) demanderesse, *vs* LES HÉRITIERS LÉGAUX DE FEU EDGAR POIRIER, décédé depuis moins de 6 mois, de son vivant journalier, de la ville de Beloeil, district de Richelieu, défendeurs.

« Moitié indivise, un emplacement ayant front sur le côté sud-est de la rue Nelligan et donnant latéralement sur les côtés nord-est et ouest de la rue Hertel en la ville de Beloeil, mesurant cent dix pieds de largeur dans sa ligne nord-ouest, cent vingt-cinq pieds dans sa ligne nord-est, quarante sept pieds et cent six pieds dans ses lignes sud-est et quarante pieds dans sa ligne sud-ouest, et connu et désigné comme étant la partie sud-ouest du lot numéro soixante-quatorze de la subdivision officielle du lot originaire trente-trois (P.S.O. 33-74) au cadastre officiel de la paroisse de St. Mathieu de Beloeil, avec ensemble une maison dessus érigée portant le numéro civique 301 de la rue Nelligan à Beloeil. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale Ste-Maria Coretti, de la ville de Beloeil, district de Richelieu, le QUINZIÈME jour de MAI 1964, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 6 avril 1964.

6245-15-2-o

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour de Magistrat, No 26-811. ALBERT MILLETTE, mécanicien, demeurant et faisant affaires à 283, rue Sheppard, Sorel, district de Richelieu, demandeur; *vs* Dame JEANNE D'ARC COURNOYER, demeurant et résidant chemin St-Roch, St-Roch, district od Richelieu, défenderesse.

« Un immeuble connu et désigné au cadastre de la paroisse de St-Roch sur Richelieu, comme partie du lot quatre-vingt-quatorze (94) situé en la concession de la côte St-Jean, côté est du chemin de front, mesurant soixante (60) pieds de largeur sur la profondeur qu'il y a du chemin de front de ladite concession à aller au Petit Chenail de l'Ile de Chaillon, bordé en front ou vers l'ouest par le chemin de front de la concession, en profondeur ou vers l'est par le Petit Chenail, d'un côté ou vers le nord par autre partie du lot quatre-vingt-quatorze (94) de Gilles Desmarais et de l'autre côté ou vers le sud par autres partie dudit lot quatre-vingt-

de Chaillon, bordered in front or towards the west by the front road of the concession, in depth or towards the east by the Petit Chenail, on one side or towards the north by another part of lot ninety-four (94) of Gilles Desmarais and on the other side or towards the south, by another part of the said lot ninety-four (94) of Gérard Deblois, with buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of St-Roch, county of Richelieu, district of Richelieu, on the FIFTEENTH day of MAY, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, April 1, 1964.

6188-15-2

Fieri Facias de Terris
District of Montreal

Superior Court, No. 621185. RACHEL LEPAGE, fur worker, fille majeure et usant de ses droits, of the town of Beloeil, district of Richelieu (301 Nelligan St.), plaintiff, *vs* LES HÉRITIERS LÉGAUX DE FEU EDGAR POIRIER, deceased since less than 6 months, during his lifetime labourer of the town of Beloeil, district of Richelieu, defendants.

"Half undivided, an emplacement having front on the south-east side of Nelligan Street and going laterally on the north-east and west sides of Hertel Street in the town of Beloeil, measuring one hundred and ten feet in width in its north-west line, one hundred and twenty-five feet in its north-east line, forty-seven feet ad one hundred and six feet in its south-east lines and forty feet in its south-west line, and know and designated as being the south-west part of lot number seventy-four of the official subdivision of the original lot thirty-three (P.S.O. 33-74) on the official cadaster of the parish of St-Mathieu de Beloeil, together with a house thereon erected bearing divic number 301 et Nelligan Street at Beloeil."

To be sold at the parochial church door of Ste-Maria Coretti, of the town of Beloeil, district of Richelieu, the FIFTEENTH day of MAY, 1964, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, April 6, 1964.

6245-15-2

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Magistrate's Court, No. 26-811. ALBERT MILLETTE, mechanic, plaintiff and carrying on business at 283 Sheppard Street, Sorel, district of Richelieu, plaintiff, *vs* Dame JEANNE D'ARC COURNOYER, living and residing St-Roch Road, St-Roch, district of Richelieu, defendant.

"An immoveable known and designated on the cadaster of the parish of St-Roch sur Richelieu, as part of lot ninety-four (95) situated in the concession of the "Côte-St-Jean", east side of the front road, measuring sixty (60) feet in width on the depth there is from the front road of the said concession as far as the "Petit Chenail de l'Ile de Chaillon", bounded in front or towards the west by the front road of the concession, in depth or on the east by the "Petit Chenail", on one side or towards the north, by the other part of the lot ninety-four (94) of Gilles Desmarais and on the other side or towards the south, by other parts of the said lot ninety-

quatroze (94) de Gérard Deblois, avec bâtisse y érigée. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Roch, comté de Richelieu, district de Richelieu, le QUINZIÈME jour de MAI 1964, à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 1er avril, 1964.
6246-15-2-o

four (94) of Gérard Deblois, with building thereon erected."

To be sold at the parochial church door of St-Roch, county of Richelieu, district of Richelieu, on the FIFTEENTH day of MAY, 1964, at TWO (2) o'clock in the afternoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, April 1, 1964.
6246-15-2

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, No 29,551. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demanderesse *vs* VINCENT DUCHESNE, cultivateur, rang 6, La Barre, St-Bruno, comté du Lac St-Jean, défendeur.

Avis de vente « en bloc »

« Une ferme située en la paroisse d'Alma, étant et comprenant:

1° Le lot de terre numéro trente (30) du rang cinq (5), au cadastre officiel du canton de Labarre.

2° La juste demi-sud du lot numéro trente et un (½ Sud 31), du rang cinq (5) au cadastre officiel du canton de Labarre.

Sauf à distraire: l'emplacement de Joseph Larouche ou représentants, tel que clôturé actuellement, et tel que mentionné dans l'acte de vente enrégistré sous le numéro 44781, par lequel il a été distrait deux terrains, et les servitudes concédées à la Compagnie Électrique du Saguenay, pour ligne de transmission et enregistrées sous les numéros 43,690 et 43,745.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse St-Pierre-Alma, comté du Lac St-Jean-Est, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL, 1964, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
LAVOIE &
DE LA BOISSIÈRE,
Par: LÉO DE LA BOISSIÈRE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Roberval,
le 14 mars 1964.
6042-12-2-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 29,551. QUEBEC FARM CREDIT OFFICE, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff, *vs* VINCENT DUCHESNE, frmer, range 6, La Barre, St-Bruno, county of Lac St-Jean, defendant.

Notice of sale "en bloc"

"A farm situated in the parish of Alma, being and comprising:

1. The lot of land number thirty (30) of range five (5) on the official cadaster of the township of La Barre.

2. The exact half-south of lot number thirty-one (½ South 31), of range five (5) on the official cadaster of the township of La Barre.

Save to withdrawn: the emplacement of Joseph Larouche or representatives, such as fenced presently, and such as mentioned in the deed of sale registered under number 44781, by which have been withdrawn two pieces of land and the servitudes conceded to the Saguenay Electric Company, for transmission line and registered under numbers 43,690 and 43,745.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of St-Pierre-Alma, county of Lake St-John East, on the TWENTY-SECOND day of APRIL, 1964, at TWO o'clock in the afternoon.

LAVOIE &
DE LA BOISSIÈRE,
By: LÉO DE LA BOISSIÈRE.
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Roberval,
March 14, 1964.
6042-12-2

SAGUENAY

Cour Supérieure, No 24,240. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, P.Q., demandeur *vs* TÉLESPHORE GRAVEL, cultivateur, Baie St-Paul, rang St-Jérôme, comté de Charlevoix, P.Q., défendeur.

« 1° Une terre pouvant contenir quatre arpents de front depuis la Rivière du Goufre à aller jusqu'à la Route Nationale, et de là ayant environ quatre arpents et demi de front sur vingt arpents de profondeur, et de cette dernière profondeur pouvant contenir un arpent et demi de front sur environ deux arpents et demi de profondeur, le tout plus ou moins et sans garantie de contenance, étant et formant les lots numéros cinq cent trente quatre, cinq cent trente cinq,

SAGUENAY

Superior Court, No. 24,240. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, P.Q., plaintiff, *vs* TÉLESPHORE GRAVEL, farmer, Baie St-Paul, St-Jérôme Range, county of Charlevoix, P.Q., defendant.

"1. A farm which may measure four arpents in front from Rivière du Goufre to the National Highway, and thence, measuring approximately four arpents and one-half in front by twenty arpents in depth, and from this depth, it may measure one and one-half arpent in front by approximately two and one-half arpents in depth, the whole more or less, and without guarantee area, being and forming lots numbers five hundred and thirty-four, five hundred and thirty-five, five

cinq cent trente-six, cinq cent trente-sept, cinq cent quarante-trois, cinq cent quarante-quatre, cinq cent trente-huit, et cinq cent trente-neuf (534, 535, 536, 537, 543, 544, 538, 539) du cadastre officiel de la paroisse de Baie St-Paul, avec bâtisses et dépendances dessus érigées, ladite terre étant bornée en front partie à la route nationale et partie à la Rivière du Gouffre, en profondeur partie par la route St-Jérôme et partie par le trait carré des terres du rang St-Jérôme, d'un côté, au nord, à la terre de Joachim Simard et de l'autre côté, au sud, par celles de Émile Boivin et Jena-Marie Pilote. (Suaf et à distraire: les lisières de terre vendues au gouvernement de Québec pour l'élargissement de la Route No 15; ainsi que l'emplacement d'Origène Dufour et celui de MM. Paul et René Duchesne.)

2° Une autre terre pouvant contenir un arpent et demi de front sur soixante-dix arpents de profondeur, avec une grange dessus érigée en commun avec M. Marcellin Simard, étant la juste moitié nord du lot de terre portant le numéro quatorze cent trente (½ No 1430) desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Baie St-Paul, rang St-Gabriel, joignant au nord la terre de Thomas Simard et au sud celle de M. Marcellin Simard. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Baie St-Paul, comté de Charlevoix, MERCREDI, le TREIZIÈME jour de MAI 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ELZÉAR VILLENEUVE.
La Malbaie, ce 31 mars 1964. 6247-15-2

hundred and thirty-six, five hundred and thirty-seven, five hundred and forty-three, five hundred and forty-four, five hundred and thirty-eight, and five hundred and thirty-nine (534, 535, 536, 537, 543, 544, 538, 539) in the official cadaster of the parish of Baie St-Paul, with the buildings and dependencies thereon erected; the said farm is bounded in front partly by the National Highway, and partly by Rivière du Goufre, in depth, partly by St-Jérôme Highway, and partly by the trait-carré of the farms on St-Jérôme Range, on one side, on the north, by the farm belonging to Joachim Simard, and on the other side, on the south, by those belonging to Émile Boivin and Jena-Marie Pilote. (Save and to be withdrawn are the strips of land sold to the Quebec Government for widening Route No. 15, as well as the emplacement belonging to Origène Dufour and that of Messrs Paul and René Duchesne.)

2. Another farm which may measure one and one-half arpent in front by seventy arpents in depth, with a barn thereon erected, in common with Mr. Marcellin Simard, being the exact north half of the lot of land bearing number one thousand four hundred and thirty (N. ½ 1430) in the said official plan and book of reference of the parish of Baie St-Paul, St-Gabriel Range, bordering or the north on the farm of Thomas Simard, and on the south on that of Mr. Marcellin Simard."

To be sold at the parochial church door of Baie St-Paul, county of Charlevoix, on WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of MAY, 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

ELZÉAR VILLENEUVE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
La Malbaie, March 31, 1964. 6247-15-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, No 26,346. HENRI VACHON, rentier, de Garthby, comté de Wolfe, district de St-François, demandeur, *vs* EUGÈNE LEMAY, de Weedon, district de St-François, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

« 1. Les lots numéros huit « A » et huit « B » du rang quatre du canton de Ham Sud.

Les lots numéros huit E et neuf D (8*e* et 9*d*) du onzième rang sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton de Ham, paroisse de St-Joseph de Ham-Sud, dans le comté de Wolfe. À charge des servitudes actives et passives pouvant exister sur les lots présentement vendus. Le tout avec les bâtisses dessus construites.

2. Ces certains morceux de terre sis et situés dans le onzième rang du canton de Ham, connu au cadastre comme étant les lots numéros huit « B » et huit « C » (Nos. 8-*b* et 8-*c*), avec les bâtisses et camps y érigés. Tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes attachées auxdits immeubles spécialement les réserves de mines, si réservées par contrats antérieurs.

3. Ces certains morceaux de terre, sis et situés dans le onzième rang du canton de Ham, et connus au cadastre pour ledit canton comme étant les lots numéros huit « D », neuf « B » et neuf « C » (Nos. 8-*d*, 9-*b* et 9-*c*), avec les camps ou bâtisses qui pourraient y être érigés. Tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St-François

Superior Court, No. 26,346. HENRI VACHON, retired, of Garthby, county of Wolfe, district of St-Francis, plaintiff, *vs* EUGÈNE LEMAY, of Weedon, district of St-Francis, defendant.

As belonging to the said defendant:

"1. The lots numbers eight "A" and eight "B" of range four of the township of Ham Sud.

The lots numbers eight E and nine D (8*e* and 9*d*) of the eleventh range on the official plan and book of reference of the cadastre for the township of Ham, parish of St-Joseph de Ham-Sud, in the county of Wolfe. With the servitudes active and passive which might exist on the lots presently sold. The whole with the buildings thereon erected.

2. These certain pieces of land seated and situate in the eleventh range of the township of Ham, known on the cadastre as being the lots numbers eight "B" and eight "C" (Nos. 8-*b* and 8-*c*), with the buildings and camps thereon erected. As the whole is presently with the servitudes attached to the said immovables, particularly the mining reserves, if reserved by former deeds.

3. These certain pieces of land seated and situate in the eleventh range of the township of Ham and known on the cadastre for the said township as being the lots numbers eight "D", nine "B" and nine "C" (Nos. 8-*d*, 9-*b* and 9-*c*), with the camps or buildings which might be thereon erected. As the whole is presently with

attachées auxdits immeubles, spécialement les réserves de mines, si réservées par contrats antérieurs.

4. Les lots numéros huit « B » du rang dix, neuf « A » du rang neuf et huit « A » du rang dix du canton de Ham, avec les bâtisses dessus construites.

Toute la lisière de terre prise et détachée du lot numéro neuf « A » du rang dix du canton de Ham, comprise entre le chemin public et la ligne de division entre les lots neuf « A » et huit « B ». »

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph de Ham-Sud, MARDI, le VINGT-ET-UNIÈME jour d'AVRIL 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, ce 13 mars 1964. 5981-12-2-o

[Première insertion: le 21 mars 1964]

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François

Cour Supérieure, No 24,837. LUCIEN LECLERC INC., corps politique légalement constitué avec siège social à Windsor, district de St-François, demandeur, *vs* EUGÈNE BROUARD, de Stoke Centre, district de St-François, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

« Les immeubles connus et désignés comme étant les lots numéros dix « B », dix « C » et dix « D » (10b, 10c, 10d) du rang huit du canton de Stoke, aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton, avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Philémon, Stoke, JEUDI le VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL 1964, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, le 13 mars 1964. 5980-12-2-o

[Première insertion: le 21 mars 1964]

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Supérior Court, No. 24,837. LUCIEN LECLERC INC., body politic legally constituted with head office at Windsor, district of St. Francis, plaintiff, *vs* EUGÈNE BROUARD, of Stoke Centre, district of St. Francis, defendant.

As belonging to the said defendant:

"The immoveables known and designated as being lots numbers ten "B", ten "C" and ten "D" (10b, 10c, 10d) of range eight of the township of Stoke, on the official plan and book of reference for the said township, with buildings thereon erected."

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St-Philémon, Stoke, THURSDAY, the TWENTY-THIRD day of APRIL 1964, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, March 13, 1964. 5980-12-2-o

[First insertion: March 21, 1964]

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, No 28286. PAUL E. BORDELEAU, commerçant et MAURICE ROY, commerçant, domiciliés à St-Tite, district de Trois-Rivières, demandeurs, *vs* LUDOVIC NORMANDIN, domicilié à St-Roch de Mékinac, district de Trois-Rivières, défendeur.

« Un terrain ou emplacement situé à St-Roch de Mékinac, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent soixante-dix (P. 270) du cadastre fait pour une partie de la Seigneurie de Batiscan, mesurant, mesure anglaise, soixante-cinq pieds de largeur en front, cinquante-cinq pieds de largeur en profondeur, sur une profondeur de cent pieds, borné en front à la route nationale, en profondeur et des deux côtés à M. Tancrède Bordeleau (aujourd'hui avec bâtisse). »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Roch de Mékinac, MERCREDI, le TREIZIÈME jour de mois de MAI, mil neuf cent soixante-quatre, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
GUY MERCIER.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, le 6 avril 1964. 6219-15-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Québec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 28286. PAUL E. BORDELEAU, trader and MAURICE ROY, trader, domiciled at St. Tite, district of Trois-Rivières, plaintiffs, *vs* LUDOVIC NORMANDIN, domiciled at St. Roch de Mékinac, district of Trois-Rivières, defendant.

"A land or emplacement situated at S. Roch de Mékinac, known and designated as being part of lot number two hundred and seventy (P. 270) on the cadaster executed for a part of the Seigniory of Batiscan, measuring, English measure, sixty-five feet wide in front, fifty-five feet wide in depth, by a depth of one hundred feet, bounded to front by the National Highweay, in depth and on both sides by Mr. Tandrède Bordeleau (now with building)."

To be sold at the church door of the parish of St. Roch de Mékinac, on WEDNESDAY, the THIRTEETH day of the month of MAY, one thousand nine hundred and sixty-four, at THREE o'clock in the afternoon.

GUY MERCIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, April 6, 1964. 6219-15-2

Ventes pour taxes

Ville de Dorion

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la Ville de Dorion, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, 190, rue St-Charles dans ladite Ville, MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour d'AVRIL 1964, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales ainsi que des intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente. La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 13 mars 1964 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550. (S.R.Q., 1941, chapitre 233).

Sales for Taxes

Town of Dorion

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the Town of Dorion, that the hereinafter described immoveables will be sold by public auction, at the Town Hall, 190 St. Charles St. in the said Town, on WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of APRIL 1964, at TEN o'clock in the forenoon to satisfy to the payment of municipal taxes, with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale. The Quebec Municipal Commission, by decision dated March 13, 1964, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of the article 550 of the Cities and Towns Act. (S.R.Q., 1941, chapter 233).

Ville de Dorion — Town of Dorion
Cadastre de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil
Cadastre of the parish of St. Michel de Vaudreuil

Propriétaires — Proprietors	Cadastre — Cadastre	Subdivision — Subdivision
Kost, Frank	1593	27, 28.
Redstone Development Corp.	1591	124.
1594 P., borné en front au nord-ouest par partie du lot 1594 (rue Valois), en arrière par partie du lot 1594 (C.N.R.), sur le côté sud-ouest par partie du lot 1594 et du côté nord-est par le lot 367, mesurant en front 61.37 pieds.		1594 P., bounded in frtont on the northwest side by part of lot 1594 (Valois Street), on the back by part of lot 1594 (C.N.R.), on the southwest side by part of lot 1594 and on the northeast side by lot 367, measuring 61.37 feet in front.
Redstone Development Corp.	1593 P.	42 à-to 51.
1593 P., borné au sud-est par partie du lot 1593 (rue Valois), au sud-ouest par partie du lot 1593, au nord-ouest par partie 1591 et au nord-est par les lots 1593, subdivision 42 à 51 inclusivement, mesurant en front 517.16 pieds.		1593 P., bounded on the southeast side by part of lot 1593, on the northwest side by part of lot 1591 and on the northeast side by lots 1593 subdivision 42 to 51 inclusivement, measuring in front 517.16 feet.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	367	46.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	368	66.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	1592	75.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	1591	126, 127, 128, 129.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	1591	130.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	1593	42.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	1591	131.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	1593	40.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	1591	132, 134, 135.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	1591	162.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	1592	136.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	1591	163, 164, 165, 167, 168, 169, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 183.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	1591	184.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	1593	39.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	1591	195.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	1592	138.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	1591	196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	1549	1.
1594 P., borné en front au nord-ouest par partie du lot 1594 (rue Valois), à l'arrière dans la ligne sud-est par partie du lot 1594 (C.N.R.), dans la ligne sud-ouest par le lot 1594, subdivision 1 et dans la ligne nord-est par partie du lot 1594, mesurant en front 441.58 pieds.		1594 P., bounded in front on the northwest side by part of lot 1594 (Valois Street), on the back on the southeast side by part of lot 1594 (C.N.R.), on the southwest side by lot 1594, subdivision 1, and on the northeast side by part of lot 1594, measuring in front 441.58 feet.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	458	144 P.
Lot 458, subdivision 144 P., borné dans une de ses lignes sud-est, partie par le lot 368-60 et partie par une partie du lot originaire 368 et dans l'autre ligne sud-est par une partie du lot numéro 458-136, dans une de ses lignes sud-ouest par une partie dudit lot 458-144 et dans l'autre ligne sud-ouest par le lot numéro 458-136 et dans sa ligne nord par une partie du lot 459, propriété de la Co. Canadian Pacifice Railways.		458-144 P., bounded on one of its southeast side, part by lot 368-60 and part by a part of original lot 368 and on the other southeast line by part of a part of lot number 458-136, on one of its southwest side by a part of lot 458-144 and on the other southwest side by lot number 458-136 and on the north side by part of lot 459, property of Canadian Pacific Railways.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	1674 P.	
Lot P. 1674, borné en front dans sa ligne sud-est par la rue Valois, dans sa ligne nord-ouest par le lot 1676, dans sa ligne sud-ouest par partie du lot 1674 et dans sa ligne nord-est par le lot 1593, mesurant en front 854.88 pieds.		1674 P., bounded in front on the southeast side by Valois Street, on the northwest side by lot 1676, on the southwest side by part of lot 1674 and on its northeast side by lot 1593, measuring in front 854.88 feet.
Succ.-Est. Roméo Pratte, a/s René Pratte, *es qual.*	1676 P.	

Lot 1676 P., borné au sud-est par partie du lot 1593 partie, partie du lot 1674 et partie du lot 1676 (propriété de la Gatineau Power Co.), au sud-ouest par partie de la route 17 et la Gatineau Power Co., au nord-ouest par partie du lot 1590, partie du lot 1678 et partie au nord-est par partie du lot 1590, et par partie du lot 1591.

1676 P., bounded on the southeast side by part of lot 1593, part of lot 1674 and part of lot 1676 (property of Gatineau Power Co.), on the southwest by part of Highway 17 and Gatineau Power Co., on the northwest side by part of lot 1590, lot 1678 and part on the northeast side by part of lot 1590, and by part of lot 1591.

Ville de Dorion — Town of Dorion
Cadastre de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot
Cadastre of the parish of Ste Jeanne de l'Ile Perrot

Prorpiétaires — Proprietors	Cadastre — Cadastre	Subdivision — Subdivision
Gagné, F.	377, 378.	

Donné à Dorion, ce vingt-cinquième jour de mars 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ CHARLAND.

6135-14-2-o

Given at Dorion, this twenty-fifth day of March 1964.

ANDRÉ CHARLAND,
Secretary-Treasurer.

6135-14-2-o

Municipalité du comté de Sherbrooke

Avis public est donné par Stephen W. Broderick, secrétaire-trésorier de la municipalité du comté de Sherbrooke, que les immeubles mentionnés ci-après seront vendus par enchère publique au Bureau d'Enregistrement, en la cité de Sherbrooke, où les séances du Conseil du comté sont tenues, JEUDI, le ONZIÈME jour de JUIN 1964, à DIX heures de l'avant-midi, à défaut du paiement des taxes pour lesquelles ils sont responsables et les frais encourus:

Municipality of the county of Sherbrooke

Public notice is hereby given by Stephen W. Broderick, secretary-treasurer of the municipality of the county of Sherbrooke, that the immoveables hereinafter mentioned will be sold by public auction at the Registry Office Building, in the city of Sherbrooke, where the sittings on the County Council are held, on THURSDAY, the ELEVENTH day of JUNE 1964, at TEN o'clock in the forenoon in default of the payment of the taxes for which they are liable and the costs incurred:

Immeubles dans la municipalité du canton d'Orford
Immoveables in the municipality of the township of Orford

Nom — Name	Lot	Rang — Range	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Gilles Drouin	Pt. 1007, 1008	17	$ 5.84		$ 5.84
R. E. Page	Pt. 970	A	13.13		13.13
Eug. A. Lemaute	Pt. 968	A	26.61		26.61
Bernard Cloutier	Pt. 968	A	5.84		5.84
J. Clovis Leclerc	Pt. 968	A	5.84		5.84
Claude Cayer	Pt. 870	14	32.44		32.44
B. & K. Martin	Pt. 910	A	21.62		21.62
Wilf. Audette	814-27	B	19.33		19.33
Rosario Boutin	Pt. 829	14	147.50		147.50
Mme-Mrs. Rosario Boutin	Pt. 829	14	5.84		5.84
Carroll Bussel	Pt. 859	15	17.00		17.00
Vital Duquette	968-200	A	5.84		5.84
Armand l'Heureux	Pt. 798	A	5.84		5.84
Richard Bullard	Pt. 1074	A	46.24		46.24

Immeubles dans la municipalité d'Ascot Nord
Immoveables in the municipality of Ascot North

Dutil Daniel	20 C 54	4	$ 4.48	$12.84	$ 17.32
Dutil René	20 C 122	4	4.06	12.49	16.55
Levasseur J. Claude	24 / 48	8	4.87	18.81	23.68
Levasseur J. Claude	24 / 49	8	4.07	18.81	22.88
Levasseur J. Claude	24 / 50	8	4.08	18.81	22.89
Dufour Adrien	20 C 72	4	3.72	12.56	16.28
Gagné R. Succ.-est	Pt. 27C	9	26.73	81.18	107.91
Ascot Metals Corp	Pt. 21B, 20A, Pt. 20C	4	13.64	45.12	58.76

Immeubles dans le village de Waterville
Immoveables in the village of Waterville

Dessaints, succ.-est	Pt. 14	Convent	$39.35		$ 39.35
Waterville Woollen's	Pt. 50-51	Main St.	27.00	$58.49	86.11

Immeubles dans le village de Deauville
Immoveables in the village of Deauville

Nom — Name	Lot	Rang — Range	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Total
Arsène Bélanger	554		$38 70	$37 90	$ 76.60
Joseph l'Heureux, succ.-est	518		42.05	93.75	135.80

Immeubles dans la municipalité de St-Élie d'Orford
Immoveables in the municipality of St. Élie of Orford

Laventure Léopold	Pt. 458, 454, 453	A	$583.35	$19.69	$603.49
Corriveau Gilles	711-2, 711-3, 711-1	12			
Corriveau Gilles	761-762	13	171.60	369.83	541.43
Pomerleau Roland	283-286	6	150 00	365.67	515 67
Pomerleau Roland	378	7			
Roy Gérard	570-2, 571-1	9	100.80	247.25	348.05

Immeubles dans la municipalité du canton de Compton
Immoveables in the municipality of the township of Compton

Ed. Brown	8-B	9	$56.65	$52.34	$108.99
R. E. Everett succ.-est	Pt. 27	7	46.15	179 57	225.72
W. & M. Boivin, succ.-est	Pt. 24-D	8			
W. & M. Boivin, succ. est	Pt. 24	9	335.85	162.79	498.64

Immeubles dans la corporation scolaire de Bonsecours
Immoveables in the school corporation of Bonsecours

Léo Bergeron	Pt. 798	A		$11.20	$ 11.20
Rolland Valières et-and Claude Gagnon	Pt. 968-283			11.20	11.20
Olivier Lussier	Pt. 968-100	A		11.20	11.20
Patrick Mullins	Pt. 1074			70.20	70.20

Immeubles dans la municipalité de Compton Station
Immoveables in the municipality of Compton Station

Lucien Thibault	11-E	1		$ 2.80	$ 2.80

Immeubles dans la municipalité du canton d'Ascot
Immoveables in the municipality of the township of Ascot

Inconnu-unknown	Pt. 3-H	7		$ 1.50	$ 1.50
Roux & Bélanger Ltd	16D-8, 9, 10	5		37.20	37.20

Donné à Compton, Québec, ce 25e jour de mars 1964.

Le Secrétaire-trésorier,
S. W. BRODERICK.

6136-14-2-o

Given at Compton, Quebec, this 25th day of March, 1964.

S. W. BRODERICK,
Secretary-Treasurer.

6136-14-2-o

Municipalité du comté de Rivière-du-Loup

Avis public est donné, par les présentes, par le soussigné, Paul-E. Roy, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que JEUDI, le ONZIÈME jour de JUIN mil neuf cent soixante-quatre, à DIX heures de l'avant-midi, au chef-lieu du Comté, à l'Hôtel de Ville de Rivière-du-Loup, en la cité de Rivière-du-Loup, seront vendus, à l'enchère publique, les immeubles ci-après désignés, pour non paiement des taxes municipales, scolaires, frais et charges dus sur chacun de ces immeubles, à moins que lesdites taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente, à savoir:

Municipality of the county of Rivière-du-Loup

Public notice is hereby given by the undersigned, Paul-E. Roy, secretary-treasurer of the above municipality, that THURSDAY, the ELEVENTH day of JUNE, one thousand nine hundred and sixty-four, at TEN o'clock in the forenoon, at the county-seat of the county, at the City Hall of Rivière-du-Loup, in the city of Rivière-du-Loup, shall be sold, at public auction, the immoveables below designated, for the non-payment of municipal, school taxes, costs and charges due upon each one of these immoveables, unless the said taxes, costs and charges be paid earlier and acquitted with the costs incurred before the sale, to wit:

Municipalité de la paroisse de Ste-Rita
Municipality of the parish of Ste-Rita

Nom du propriétaire — Name of owner	Adresse — Address	No lots — Lots No.	Rang — Range	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
Vital Lebel	Ste-Rita	29	2	$79.05	$69.03	$ 1.89	$149.97
Vital Lebel	Ste-Rita	30	2	103.34	196.49	5.86	305.69
Vital Lebel	Ste-Rita	Pt. 34 N.	3	6.00	9.70	0.39	16.09
Arthur Dubé	Ste-Rita	Pt. 29	3	33.97	104.49	9.78	148.24
Arthur Dubé	Ste-Rita	24	6	.....	23.65	1.22	24.87
Arthur Dubé	Ste-Rita	29	6	27.07	190.43	7.62	225.12
Aurèle Pelletier	Ste-Rita	Pt. 34 S.	3	27.27	80.76	0.80	108.83
Aurèle Pelletier	Ste-Rita	32	4	101.62	229.36	2.29	333.27
Aurèle Pelletier	Ste-Rita	35	4	62.58	94.22	1.36	158.16
Raymond Soucy	Ste-Rita	Pt. 30	4	67.50	82.90	5.90	156.30
Léo Dumont	Ste-Rita	Pt. 30	4	204.95	127.49	7.38	339.82
Léo Dumont	Ste-Rita	26	7	28.24	9.40	0.85	38.49
Aurèle Landry	Ste-Rita	36	5	38.81	18.80	2.28	59.89
Lucien Ouellet	Ste-Rita	24	7	28.20	36.96	3.07	68.23
Lucien Ouellet	Ste-Rita	28	7	78.97	148.94	12.29	240.10
Lucien Ouellet	Ste-Rita	35	7	59.25	138.56	10.93	208.74

Municipalité de la paroisse de St-Hubert
Municipality of the parish of St-Hubert

Nom du propriétaire — Name of owner	Adresse — Address	No lots — Lots No.	Rang — Range	Taxes mun. — Mun. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
Roger Malenfant	St-Hubert	30	3 Demers	$80.43	$259.96	.....	$340.39
Succ.-est. Étienne Cimon	St-Hubert	Pt. 32	3 Demers	17.09	27.56	.....	44.65
Cyrice Pelletier	St-Hubert	26-27A	4 Demers	158.25	387.16	.....	545.41

Municipalité de la paroisse de St-Épiphane
Municipality of the parish of St-Épiphane

Désiré Thériault	St-Épiphane	19B-20-21B	4	$74.80	$136.00	$ 6.78	$217.58

Donné à St-Arsène, ce 24e jour de mars mil neuf cent soixante-quatre.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL-ÉMILE ROY.

6149-14-2-o

Given at St-Arsène, on the 24th day of March, one thousand nine hundred and sixty-four.

PAUL-ÉMILE ROY,
Secretary-Treasurer.

6149-14-2-o

INDEX No 15

ACTIONS — ***ACTIONS***

en séparation de biens — ***for Separation as to Property***

Daigneault *vs* Lamothe 2101
Monaco *vs* Bertone 2101

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

658 – Usage des autos-neige et des avions 2101
658 – Use of snow-mobiles and aeroplanes 2101
659 – Constitution d'une réserve sous le nom de Réserve de chasse et de pêche de Causapscal. 2101
659 – Constitution of a reserve under the name of the Fish and Game Reserve of Causapscal. 2101

ASSOCIATION Coopérative — ***COOPERATIVE Association***

Association Coopérative d'Assistance Funéraire de Ste-Anne de Beaupré (*Form.*) 2103

AVIS — ***NOTICES***

Montréal, cité – city (*Rachat d'obligations – Redemption of bonds*) 2103

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse d'économie capitale des employés du Pacifique Canadien (La) – (*Nom – Name ch.*) 2104
Caisse d'Économie des Chevaliers de Maisonneuve (La) – (*Form.*) 2104
Caisse d'Économie des employés de Electric Reduction et de Chipman Lte (La) – (*Form.*) 2104
Caisse Populaire de Rivière Portneuf, Saguenay (La) – (*Form.*) 2104
St. Edwards Parish Credit Union (*Form.*) 2104

COMPAGNIES *COMPANIES*

Avis relatifs à la loi des *Notices relative to the Act of*

Autorisée à faire des affaires *Licensed to do Business*

Ridge-Nassau Corporation 2105

Chartes — Abandon de *Charters — Surrender of*

Chester Sales Ltd. 2106
Copca Construction Ltd. 2105
De Morest Drillers Ltd. 2105
Dionne Dyeing Company (1960) Ltd. .. 2106
Dionne Spinning Mills Co. Ltd. 2106
Genender-Grostern Corporation 2106
General Oil Heating & Delivery Limited 2105
Industries Dionne Inc (Les) 2106
McGuire Realty Co. Ltd. 2106
Tessier (J.A.) & Fils Limitée 2106

Divers *Miscellaneous*

Association des femmes diplômées des Universités (Québec) (*Règl.– By-laws*) 2108
Club de golf du Lac Beauport inc. (Le) – (*Règl.– By-laws*) 2108
École Cardinal Villeneuve inc. (*Règl.– By-laws*) 2107
Emmaüs-Montréal (*Règl.– By-laws*) ... 2108
Entreprises de J. Armand Bombardier ltée (Les) – (*Dir.*) 2108
Fairview Corporation (The) – (*Dir.*) ... 2107
Henry & Sons, Inc. (*Dir.*) 2109
Lakeshore Drive Golf and Country Club (The) – (*Règl.– By-laws*) 2107
Lasalle Steel Inc. (*Dir.*) 2108
Paragon Clothing Company Limited (*Dir.*) 2107
Rockview Corp. (*Dir.*) 2107
Roy Marchand Limited (*Dir.*) 2108
Société de Développement de Baie-Comeau (*Règl.– By-laws*) 2107
Théâtre Lyrique de Nouvelle-France (*Règl.– By-laws*) 2107

Lettres patentes *Letters Patent*

Aciéries Dosco limitée (Les) 2087
Al-Vinyl Mfg. Co. Ltd. 2080
Anreb Investments Corp. 2080
Arthur (Steve) Realties Inc. 2098
Associated Merchandisers Ltd. 2081
Atara Corporation 2081
Bar Harbor Swimsuits Ltd. 2082
Belleview-Rand Club Inc. 2082
Bonsecours Development Corporation. 2082
Bornstein-Taran Holdings Ltd. 2083
Boucherie centrale Sherbrooke Ltd. 2083
Burton (Lawrence) Company Limited. 2083
Calor Ltd. 2084
Cambridge Agencies Ltd. 2084
Cayne (Nathan A.) Inc. 2084
Central Heating & Refrigeration Inc. .. 2085
Château d'Apollon inc. 2085
City Properties Management Corporation 2085
Coc'n Bull Ltd. 2086
Couvent Jésus-Marie de Saint-Gervais. 2109
D.O.S. Enterprises Ltd. 2086
Danor Electric Co. Ltd. 2086
Dosco Steel Limited. 2087
Duncan Mfg. Corp. 2087
Elliott Company (The) 2087
Entreprises Cliche limitée (Les) 2088
Flying Execs Associates 2088
Samuel Goldstein Foundation (The) .. 2089
Halmay Holdings Inc. 2089
International Simultaneous Translation Services Ltd. 2089
Junior Charm Inc. 2090
Kuper Investment Corp. 2090
Laminated Wood Structures (Quebec) Inc. 2090
Mace Development Ltd. 2091
Mardi Gras Toy Corporation 2091
Meteor Homes (1964) Ltd. 2091
Mobile Electroplating Co. Ltd. 2092
Morocco Investments Inc. 2092
Motor Oil Distributors Ltd. 2093
Municipal Administration Company Inc. 2097
Norman Enterprises Ltd. 2093
Olympic Sports Co. Ltd. 2093
Osminco Holdings Corp. 2094
Oxxford Trousers Ltd (*Correction*) 2100
Paramode Inc. 2094
Pellatt's (Al) Service Station Inc. 2094
Place Champlain Corp. 2095
Popular Health Studios Inc. 2095
Ruthmac Mines Limited 2095
St. Kevin's Pioneer Recreation Association 2096
Shawinigan Petrochemical Recreation Club (The) 2096
Ski Wear Contractors Inc. 2096
Snowdon, Sauvé, DePretis, Ltd. 2097
Société d'administration municipale inc. 2097
Sterber Holdings Corporation. 2097
Structures de bois lamellé du Québec, Inc. 2090
Town Cloak & Suit Company Ltd. 2098
Trade Routes Agencies Corporation. ... 2099
Trans-Continental Distributing Corp. . 2099
Trans Island Lanscaping Ltd. 2099
West End Radiator Service Ltd. 2100
Wong's (Bill) Inc. 2100

Sièges sociaux *Head Offices*

Agences d'assurance générale Cadi-Lac limitée 2110
Biron (J.N.) & fils ltée 2110
Cadi-Lac General Insurance Agencies Limited 2110
Doré Fuel Oil Ltd. 2109
Gendron (Paul) Électrique Inc. 2110
Granolux Quebec Inc. 2110
Hartland Acceptance Corp. 2110
Maheu & Frères Transport Ltée 2111
Niron (J.N.) & Fils ltée 2110
Poly Blue Print Co. Ltd. 2109
Psychological Research Services Inc. .. 2110
Services de Recherches Psychologiques Inc. 2110

DEMANDES à la Législature *APPLICATIONS to Legislature*

Québec, cité – city 2111
Sherbrooke, cité – city 2111

LIQUIDATION *WINDING*

Centre de la construction de Québec inc. (Le) 2112
Quebec Building Centre Inc. 2112
Sablières Universelles ltée (Les) 2112

MINISTÈRES *DEPARTMENTAL*

Finances *Finance*

Compagnie Trust Royal 2112
Royal Trust Company (The) 2112

Finances *Finance*

Assurances: *Insurance:*

Palatine Insurance Company Limited .. 2113

Instruction publique ***Education***

Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*

Aylmer Prot. (*Acc.– Grant.*) 2113
Lac des Deux Montagnes Prot. (*Acc.*) .. 2113
Lake of Two Mountains Prot. (*Grant.*). 2113
Laurenvale Prot. (*Acc.– Grant.*) 2114
Les Écores Prot. (*Acc.– Grant.*) 2115
Roxboro Cath. (*Dem.– Appl.*)' 2115
St-Charles (*Dem.– Appl.*) 2113
St-Thuribe (*Acc.– Grant.*) 2115

Terres et Forêts ***Lands and Forests***

Cadastre: *Cadastre:*

New-Richmond, canton – township 2115
Notre-Dame du Sacré-Coeur, par..... 2116
St-Antoine de Longueuil, par..... 2115

Travail ***Labour***

Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Automobile, Rimouski (*Prél.– Levy*) ... 2127
Boîte de carton, Province (*Mod.*)..... 2119
Garage, Rimouski (*Mod.– Amend.*) 2116
Paper box, Province (*Amend.*)..... 2119

NOMINATIONS ***APPOINTMENTS***

Divers..... 2129
Miscellaneous..... 2129

RÉGIE ***QUEBEC***
des marchés agricoles ***Agricultural***
du Québec ***Marketing Board***

Lait nature, Roberval (*Sanction*)..... 2129
Raw milk, Roberval (*Sanction*)..... 2129

SOUMISSIONS ***TENDERS***

Anjou, c.s.– s.c..... 2138
Baie-Comeau, c.s.– s.c..... 2140
Châteauguay-Centre, ville – town..... 2134
Granby, cité – city..... 2135
La Tuque, c.s.– s.c..... 2136
Val-David, village..... 2137

SYNDICATS ***SYNDICATES***

Coopératifs ***Cooperative***

Caisse Populaire Desjardins de l'Université de Montréal (*Exist. term.*).... 2141
Caisse Populaire des Saints-Anges de Lachine (La) – (*Exist. term.*)..... 2141
Coopérative de Santé des Employés de Moulins à Papier (La) – (*Ext. Terr.*). 2141

Professionnels ***Professional***

Association des éleveurs Standardbred du Québec (L') – (*Cont.*)..... 2141
Standardbred Breeders Association of Quebec (The) – (*Inc.*)..... 2141
Syndicat Madelinot inc. (*Const.– Inc.*). 2142

VENTES ***SALES***

Effets non-réclamés ***Unclaimed Baggage***

Canadian Pacific Express Company... 2142

Licitation ***Licitation***

Pelissier *vs* Allard *et al*..... 2142

Loi de faillite ***Bankruptcy Act***

Desjardins, Guy..... 2143
Heppell, Fernand..... 2143

SHÉRIFS ***SHERIFFS***

Aibitibi ***Abitibi***

Bégin *vs* Langevin..... 2145
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Fortier..... 2144
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Fortier..... 2144

Arthabaska ***Arthabaska***

Gauthier *vs* Morin..... 2145
Leclair *vs* La Cie de Developpement Jo Lav Inc..... 2145

Beauce ***Beauce***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Boucher *et al*..... 2146
Quebec Farm Credit Bureau *vs* Boucher *et al*..... 2146

Bedford ***Bedford***

Gaudreau *vs* Duford..... 2146
Laduke *vs* Bernier..... 2147
Société financière du Québec Ltée *vs* Daigneault *et al*..... 2147

Chicoutimi ***Chicoutimi***

Duchesne (J. H.) Ltée *vs* Villeneuve... 2148
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Mailhot..... 2148
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Mailhot..... 2148

Joliette ***Joliette***

Trudeau *vs* Bourbonnière..... 2149

Kamouraska ***Kamouraska***

Bilodeau *vs* Dumais..... 2149
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Beauregard..... 2149
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Bernier..... 2151
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Lebel..... 2151
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Pelletier..... 2152
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Beauregard..... 2149
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Bernier..... 2151
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Lebel..... 2151
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Pelletier..... 2152

Montréal ***Montreal***

Masson *et al vs* Green Investments Ltd. 2152
Queen (The) *vs* Lamontagne..... 2153
Reine (La) *vs* Lamontagne..... 2153
Schauder *vs* Corit Investment Corporation *et al*..... 2153
Speer *et vir vs* Héritiers – Heirs Fred Priest..... 2154

Québec ***Quebec***

Amyot *et al vs* Lachance..... 2154
Bel Enseignes Inc. *vs* Les Immeubles Riviera Inc..... 2155
Commercial Credit Corporation Limited *vs* Machinerie Agricole et Industrielle Limitée..... 2156

Richelieu ***Richelieu***

Lepage *vs* Héritier – Heirs Edgar Poirier 2158
Millette *vs* Cournoyer..... 21
Millette *vs* Cournoyer..... 215

Roberval *Roberval*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Duchesne 2159
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Duchesne 2159

Saguenay *Saguenay*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Gravel 2159
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Gravel 2159

Saint-François *Saint Francis*

Leclerc (Lucien) Inc. *vs* Brouard 2161
Vachon *vs* Lemay 2160

Trois-Rivières *Trois-Rivières*

Bordeleau *vs* Normandin 2161

Taxes *Taxes*

Dorion, ville – town 2162
Rivière-du-Loup, comté – county 2164
Sherbrooke, comté – county 2163

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.